

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ÉVASION FISCALE

EN MATIÈRE DE DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le lundi 29 mai 1916, à 3 heures.

PAR

EUGÈNE GIRARD

Président : M. WAHL

Suffragants { **MM. Fernand FAURE**
CAPITANT } *professeurs*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1916

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ÉVASION FISCALE

EN MATIÈRE DE DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le lundi 29 mai 1916, à 3 heures.



PAR

EUGÈNE GIRARD

Président : M. WAHL

Suffragants { **MM. Fernand FAURE**
CAPITANT } *professeurs*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1916

DE L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE DE DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS

INTRODUCTION

L'accroissement énorme des charges publiques a été l'une des plus graves préoccupations de l'avant-guerre. Alors qu'en 1873, l'ensemble du budget français ne dépassait pas trois milliards (ALLIX. — *Traité de législation financière*, 1909, p. 3), les crédits ouverts à la veille de la guerre par la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914 atteignaient le total impressionnant de 5.191.643.085 francs, se subdivisant ainsi :

Services publics	1.550 millions
Dépenses sociales. . . .	250 »
Dette publique.	1.400 »
Dépenses militaires . . .	2.000 »

(Cf. *J. O.*, 18 juillet 1914, p. 6448.)

Il est facile de prévoir que ces chiffres seront insuffisants à la fin des hostilités, et que ces divers éléments de dépenses se trouveront fatalement grossis.

La réforme administrative qui aurait pour effet de diminuer le nombre des fonctionnaires entraînerait, par voie de conséquence, le relèvement de leurs traitements, et ne se traduirait par aucun avantage réellement appréciable pour le Budget.

Il n'y a pas non plus à attendre une réduction du second chapitre : sous l'impulsion de la poussée sociale qui se manifeste aujourd'hui dans toutes les nations, les institutions d'assistance, de retraites, d'assurances, sont appelées à s'accroître dans tous les pays, et la France se doit à elle-même de ne pas rester en arrière de ce mouvement.

La Dette publique aura à faire face aux charges écrasantes des pensions militaires et des arrérages des emprunts de guerre.

Quant aux dépenses militaires, leur suppression (ou tout au moins leur diminution) reste subordonnée à la réalisation du rêve de la paix universelle succédant pour toujours à la guerre mondiale actuelle. Il paraît inutile d'envisager cette solution, dont les circonstances tragiques du moment soulignent le caractère chimérique.

D'ailleurs, avant même d'envisager l'avenir, on constate, en considérant seulement les dépenses de l'heure présente, la nécessité où se trouve le Trésor de réaliser l'intégralité de ses ressources. Notre pays a dépensé pendant les cinq derniers mois de 1914, 6.400 millions en

sus des dépenses ordinaires du budget, soit plus de 40 millions par jour. Ce même chiffre est, pour les premiers mois de 1915, de 8 milliards et demi, soit environ 50 millions par jour. Ce chiffre ne pourra qu'augmenter à mesure que la guerre s'élargit. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le rapporteur général de la Commission des Finances du Sénat constate, dans son rapport déposé sur le bureau du Sénat le 23 mars 1916, que le montant des crédits ouverts ou demandés depuis le 1^{er} août 1914 dépasse 46 milliards et demi.

Si maintenant on songe aux dépenses futures, aux charges sociales de toutes sortes auxquelles l'Etat ne pourra se soustraire, il est permis de penser que leur total atteindra un chiffre dont les budgets antérieurs ne pouvaient donner aucune idée. Sans parler des secours et des pensions aux invalides, aux veuves et aux orphelins de la guerre, il faudra songer à la réparation des dommages causés aux propriétés privées, au règlement des loyers, aux indemnités de toute nature, à la réfection du matériel militaire, en sorte que si l'on récapitule ces nouveaux chefs de dépenses, il n'est pas excessif de prétendre qu'ils représenteront une charge supplémentaire annuelle de 3 à 4 milliards.

Plus qu'à aucune autre époque est exacte la comparaison de Victor Hugo :

Le Budget. Monstre énorme, admirable poisson
A qui de toutes parts on jette l'hameçon.

Comment alimenter ce monstre ? Comment des charges aussi formidables pourront-elles être couvertes ?

Après la guerre de 1870-1871, qui coûta environ 13 milliards, l'Assemblée nationale demanda aux contributions indirectes la majeure partie des 700 millions d'impôts nouveaux. Mais la suppression de l'absinthe, la tendance louable à la restriction de l'usage de l'alcool, l'impopularité qui frapperait de nouvelles taxes de consommation, ne permettent pas, semble-t-il, d'adopter dans les circonstances actuelles la même matière imposable. Il est à noter, toutefois, que le monopole de l'alcool, toutes réserves faites sur son principe, procurerait des ressources importantes au Trésor.

Les droits de douane ne pourront pas davantage servir utilement la cause du Budget. En effet, un courant de plus en plus dominant dans toutes les nations de l'Entente, et dont les manifestations se produisent dès maintenant, se prononce en faveur de l'adoption du libre échange entre tous les pays alliés, en sorte que les exportations des empires centraux seront vraisemblablement seules soumises à des droits prohibitifs.

Tel qu'il est actuellement établi, l'impôt de superposition sur le revenu, dont la mise en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 1916, ne fournira qu'un faible appoint pour l'équilibre du Budget, à raison de la modération des tarifs appliqués.

L'impôt de l'enregistrement reste donc seul ou à peu près pour faire face aux lourdes charges de la grande

guerre. Il est présumable que, conformément à une tradition historique constante qui remonte à la loi du 6 prairial an VII concomitante à son établissement, c'est encore une fois à lui que reviendra le dangereux honneur de rétablir l'équilibre du Budget.

Or, un impôt étant donné, il existe deux procédés pour obtenir des rendements plus élevés : ou bien on peut en majorer le taux, ou bien on peut lui assujettir une matière imposable plus étendue en prévenant avec plus de soins ou en réprimant avec plus de sévérité la fraude susceptible d'en diminuer le produit. Pour ne pas apporter d'entraves à la reprise des affaires et aux transactions économiques, le législateur hésitera sans doute au lendemain de la guerre à élever les droits d'enregistrement. Mais rien ne sera plus légitime que d'exercer tout au moins le contrôle le plus sévère sur le rendement de l'impôt et de bannir la fraude par des mesures appropriées et rigoureuses, notamment en ce qui concerne l'application des droits de mutation par décès.

C'est dans ce domaine surtout que la fraude est répandue. L'élévation du taux des droits depuis la loi du 25 février 1901, qui a inauguré leur progressivité, a poussé les bénéficiaires d'hérités ou de legs à la dissimulation des valeurs successorales, plus spécialement facile quand il s'agit de titres au porteur ou de valeurs négociables. Il sera d'autant plus nécessaire de renforcer sur ce point la législation existante, que le procédé le plus fréquemment employé pendant ces dernières années par le capitaliste

soucieux d'échapper à des charges fiscales trop lourdes à son gré a consisté dans le dépôt de sa fortune mobilière dans les coffres ou aux guichets des sociétés de banque de l'étranger. Son double but a été très probablement d'échapper à la double obsession fiscale de droits de succession progressifs très élevés et de l'impôt progressif sur l'ensemble de ses revenus. C'est surtout la grave menace de ce dernier impôt, aujourd'hui né, qui a conduit tant de capitalistes à faire sortir de France les titres au porteur qu'ils possédaient. Cet exode fut naturellement encouragé par les établissements financiers des pays voisins, qui, secondés par une publicité intense et judicieuse, ont inondé jusqu'aux plus reculés de nos départements de leurs offres alléchantes répondant à un malaise proche de la panique, qu'ils s'efforçaient d'entretenir.

Cette propagande a malheureusement trop bien réussi. Un tableau publié par le rapporteur général du Budget de 1911 aux pages 15 et 16 de son rapport général (annexe 384), permet de remarquer que, tandis que les comptes courants créditeurs sont restés stationnaires en France et en Angleterre de 1895 à 1909, et ont même diminué en Italie et en Russie, ils ont progressé de 749 à 1.655 millions pour les banques suisses, qui dépassent ainsi sensiblement le chiffre de la Banque d'Angleterre. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que ce chiffre de 1.655 millions ne contient pas l'évaluation des titres déposés, dont il n'est pas fait mention dans les bilans. Il représente seulement le montant des comptes-courants créditeurs et

les dépôts en numéraire. Si l'on tient compte du fait que ce sont surtout les coupons des titres déposés dans les banques qui alimentent les comptes courants, on peut se représenter le nombre regrettable de milliards en valeurs mobilières qui se sont mis à l'abri dans les banques helvétiques, même si l'on défalque très largement les dépôts non français.

Ce nombre n'est pas seulement excessif ; il est encore, le mot doit être répété, regrettable au premier chef.

Il est d'une délicatesse incertaine, suivant l'expression de M. le sénateur Jénouvrier (séance du Sénat du 30 juin 1914. *J. O.*, Doc. parl., p. 929) de prendre des mesures par ailleurs sans intérêt, dans le seul but d'éviter un impôt légalement établi et de violer à son avantage le principe de l'égalité des citoyens devant les charges fiscales. Il convient mal de jouir des avantages que la collectivité assure, grâce aux contributions qu'elle perçoit, en refusant de payer ces impôts mêmes. Le payement évité par l'un retombe en définitive sur l'autre, et cette répercussion seule devrait faire rejeter comme nettement immoral l'axiome trop souvent complaisamment répété que voler l'Etat, ce n'est point voler.

Ce sera commettre doublement une action délictueuse quand les charges de la guerre pèseront sur nos budgets.

Mais il y a d'autres points de vue sous lesquels l'émigration des capitaux français revêt les caractères d'une véritable calamité publique. Il serait vivement à désirer, dans l'intérêt de la Patrie, que l'épargne de ses enfants

s'accumule dans le pays. Ainsi le commerce et l'industrie nationaux bénéficieraient des capitaux sur lesquels ils doivent pouvoir compter, et parviendraient à concurrencer les établissements rivaux de l'étranger. Il est à noter, d'autre part, que la dépréciation de la propriété immobilière est généralement en raison directe de l'importance des placements à l'étranger. Suivant une formule à laquelle les événements actuels donnent une portée presque prophétique : « C'est une grande imprudence que commet une nation, dont la vie est longue et sujette à beaucoup de vicissitudes, lorsqu'elle ne sait pas se ménager de fortes réserves pour les moments difficiles, en faisant fructifier son trésor de guerre entre les mains des contribuables. » (STOURM. — *Systèmes généraux d'impôts*, p. 246.)

Il est donc vraisemblable que les projets déjà étudiés en vue de mettre un terme à l'évasion fiscale seront repris après les hostilités avec une plus grande énergie. Ils se présenteront alors, non plus avec une allure strictement fiscale, mais revêtus de leur caractère réel de dispositions intéressant la sécurité, l'avenir et la vie du pays.

Jusqu'à présent, ces projets avaient été présentés, malgré les considérations générales quelquefois développées, par le Département des Finances, dans le but de mettre plus spécialement obstacle aux dissimulations, dans les déclarations de mutations par décès, des valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger, et dépendant d'une succession ouverte en France et régie par la loi française. Pour que l'Etat recouvre intégralement

l'impôt éminemment productif des mutations par décès, il importe en effet que les fraudes commises dans les déclarations de successions soient réduites au minimum et que l'ensemble des valeurs successorales soit assujéti aux droits.

Il est facile de démontrer que de nombreuses dissimulations de biens héréditaires parviennent à se glisser au détriment du Trésor. Depuis 1900, l'annuité successorale se tient aux environs de 7 milliards. (SALEFRANQUE. — *Etat général et comparatif du régime fiscal de la France*. Bulletin de statistique et de législation comparées du Ministère des Finances, 1912). « Or, constate M. Charles Dumont (proposition de loi ayant pour objet de prévenir et de réprimer les fraudes en matière de droits d'enregistrement. *J. O.*, janvier 1912. Doc. parlement., p. 8 et s.), l'annuité successorale semble indiquer que la richesse de la France a, depuis quelques années, une tendance à décroître. Tous les documents fournis par l'administration des contributions directes, les agents de change et les banquiers, les Caisses d'Épargne, les Chambres des Notaires, démontrent au contraire que l'enrichissement annuel de la France est supérieur à 1 milliard 600 millions, de telle sorte que l'annuité successorale, au lieu de tendre à décroître, devrait augmenter chaque année d'une somme comprise entre 45 et 50 millions. » Cette déduction confirme pleinement les dangers déjà signalés et malheureusement trop réels de l'évasion fiscale.

Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner les moyens de

nature à mettre obstacle à l'émigration des capitaux français à l'étranger destinée à soustraire aux droits de mutation par décès les valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger et dépendant d'une succession régie par la loi française. Pour répondre à cette question qui fera l'objet spécial de notre étude, nous envisagerons successivement :

1° Les causes et les formes de la fraude dans les déclarations de succession ;

2° Les sanctions prévues par la loi et les moyens légaux de découverte et de répression de la fraude (Loi du 25 février 1901) ;

3° Les lacunes de la loi du 25 février 1901, en ce qui concerne notamment : les omissions de valeurs mobilières, les comptes-joints, les dépôts en coffres-forts, ainsi que les mesures prises ou proposées depuis cette date pour combler ces lacunes ;

4° Le projet d'extension de l'article 1008 du Code civil en ce qui concerne la prise de possession des valeurs mobilières héréditaires déposées ou existant à l'étranger ;

5° Les règles d'ordre international susceptibles d'assurer l'application de ce projet de restriction de la saisine héréditaire.

CHAPITRE I

DES CAUSES ET DES FORMES DE LA FRAUDE DANS LES DÉCLARATIONS DE SUCCESSION

L'évasion fiscale a sa cause principale, on serait presque tenté de dire unique, dans le sentiment général qui a poussé de tout temps les hommes à se soustraire autant que possible à l'obligation de payer leur part des dépenses communes. Le contribuable, en France surtout, a une tendance à considérer les prélèvements opérés par l'État sur sa fortune comme un préjudice illégitime plutôt que comme une juste contribution aux dépenses publiques. C'est pourquoi, dans notre pays tout spécialement, se soustraire à l'impôt n'est pas, pour un grand nombre de citoyens, commettre un acte illicite. « Les lois fiscales ne sont pas, écrit M. Ch. LESCŒUR (*Pourquoi et comment on fraude le Fisc*, Paris 1909, p. 2) de celles qui nous obligent en conscience... Bien des gens honorables, de ceux qui ont l'habitude de payer ponctuellement leurs dettes, en sont venus à se demander comment ils pourront échapper au Fisc, à s'y préparer, à s'y essayer. » Déjà le rapport présenté par M. Bertauld à l'Assemblée nationale dans la

séance du 14 mai 1875 remarquait que « la fraude s'est tellement accréditée et comme enracinée dans la pratique que beaucoup de consciences, sur la foi d'une sorte de consécration résultant de l'usage, se font l'illusion qu'elles restent honnêtes en masquant sous le mensonge la vérité de leur contrat. » « Généralement en France, écrit M^{sr} Grousset (*Théologie morale*, t. I, p. 99), on ne se croit obligé de payer les droits concernant la régie qu'autant qu'on ne peut se soustraire à la vigilance de ceux qui sont chargés de les faire appliquer. » Il n'est pas jusqu'à certains magistrats qui estiment que « le fait de soustraire un droit à la perception ne blesse pas toujours le sentiment public. » (Arrêt de la Cour d'appel de Toulouse du 30 janvier 1864, rapporté par le *Dictionnaire des Rédacteurs*, t. III bis, v^o Mutation n^o 19). (Il est vrai que l'arrêt ajoute aussitôt que toute spéculation, par laquelle on cherche à amoindrir frauduleusement les recettes légitimes de l'Etat ne saurait être licite et sortir à effet). Au fond, la véritable cause de la fraude réside dans l'opposition, qui est de tous les temps, entre l'intérêt privé et l'intérêt public, celui-ci exigeant du premier un sacrifice qui, bien souvent, n'est accepté que sous la menace de la contrainte. Chaque fois que la société demande une contribution plus forte à l'individu, celui-ci met en balance l'avantage d'une dissimulation et le risque de représailles dont la loi le menace, et, s'il lui paraît que le risque soit moindre que l'avantage, il se hâte d'obéir aux suggestions de son intérêt.

Il faut ajouter d'ailleurs que la fraude, rendue plus fré-

quente par l'élévation des tarifs, est encouragée, d'un côté par certains agents d'affaires qui y trouvent leur profit, et de l'autre par des économistes dont la haute autorité exerce forcément une influence d'autant plus grande sur l'esprit du contribuable qu'elle lui permet de trouver ses aspirations légitimes.

D'une part, certains agents d'affaires, possédant parfaitement les lois et les moyens pratiques dont l'administration dispose en vue d'arriver à la découverte de la fraude, s'attachent dans leurs actes, au moyen d'une rédaction savante et habile, à diminuer le plus possible la matière imposable.

Il leur est facile de persuader à leurs clients qu'agir de la sorte n'est point violer les règles de la morale, car la résistance à la réclamation de l'impôt légitimement dû est encouragée d'autre part par des sophismes qu'on est étonné de trouver sous la plume de publicistes en renom : « Le contribuable lésé a, en stricte morale, le droit de chercher à échapper par la dissimulation, quand il en trouve le moyen, à ces spoliations. (Lisez l'impôt successoral actuel). Il peut, en toute sûreté de conscience, dérober son actif à la vue et à la poursuite du Fisc. » (LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances*, VII^e édit., 1906, t. I, p. 623). Au sujet de la non déclaration des valeurs que l'on peut avoir à l'étranger, le même auteur estime que le contribuable « ne commet aucune fraude, aucune faute ; il se soustrait à une tentative d'extorsion et de vol, et voilà tout. Sa conscience reste absolument pure, à

l'abri de tout reproche. Le plus scrupuleux moraliste ne peut concevoir aucun doute à ce sujet. » (*Economiste français* du 3 août 1907. — *L'exode et l'extradition des capitaux*.)

L'effet de pareilles appréciations et de telles suggestions est facile à apercevoir; le contribuable leur prête une oreille complaisante. Outre le profit pécuniaire qu'il retire de la fraude, il éprouve la satisfaction, si intense chez le Français, de se montrer plus adroit, plus habile que le législateur ou les collecteurs de l'impôt. Puis, considérant le plus souvent l'Etat comme une abstraction, il en arrive insensiblement à se dire que, voler cette abstraction, ce n'est pas commettre un acte répréhensible, c'est accomplir une bonne action.

Comment s'étonner après cela du succès tristement retentissant de la campagne active et fructueuse menée dans ces dernières années par les banques étrangères, même allemandes, pour drainer les capitaux français dans leurs caisses en faisant miroiter aux yeux des futurs déposants le mirage séduisant d'un asile sûr contre les atteintes du spectre redoutable du Fisc. Les banques suisses notamment ont fait chez nous une publicité considérable, n'épargnant ni les prospectus, ni les circulaires, ni les lettres manuscrites, ni même de nombreux démarcheurs aussi zélés que documentés, véritables commis-voyageurs de la fraude.

Nous avons tous eu l'occasion de recevoir ou de lire ces élégants albums où les banques suisses font ressortir les avantages d'un intérêt rémunérateur et d'une *discrétion*

absolue. Si ces établissements insistent sur ce dernier point, c'est parce qu'ils se sont exactement rendu compte de la véritable raison pour laquelle les étrangers vont chercher en Suisse un refuge pour leurs capitaux. Ils ont compris que ce que vient leur demander la fortune acquise, inquiétée dans son pays d'origine, c'est un abri contre l'impôt. Et ils n'ont pas hésité à répéter sous mille formes : « Déposez sans aucune crainte; les valeurs déposées chez nous (ainsi que s'exprime littéralement l'une des circulaires plus haut visées), par des clients résidant à l'étranger, ne peuvent faire l'objet d'aucune investigation fiscale. » (V. Ch. LESCŒUR. — *Les Coffres-Forts et le Fisc*, Paris, 1911, p. 344 et s.)

Ce sont de telles campagnes, révélant à la masse des capitalistes moyens les agissements de certains capitalistes dirigeants, basées sur les théories que nous venons d'exposer et dont il semble inutile de souligner le danger et l'erreur, qui amènent beaucoup de citoyens à commettre une véritable désertion pour échapper au Fisc. Il apparaît nettement, en effet, dans une période d'épreuves comme celle que nous traversons, que l'acte par lequel on se dérobe à ses obligations fiscales doit encourir la même réprobation que celui par lequel on tente d'éluder ses devoirs militaires. Sur le même plan que la désertion du citoyen doit être mise la désertion de ses capitaux. L'adage aussi vieux que le monde qui attribue à l'argent le caractère de nerf de la guerre suffit à établir que, dès le temps de paix, mais surtout en temps de guerre, toute tentative

pour échapper aux obligations fiscales constitue une véritable défection.

Tel est aujourd'hui plus que jamais le point de vue qui doit primer et l'emporter sur tous les autres. C'est la raison majeure, primordiale, pour laquelle une chasse impitoyable doit être faite à la fraude. Il est superflu d'ajouter que la fraude porte atteinte à la justice et à la morale, la mauvaise foi des uns amenant le législateur à renforcer les tarifs et augmentant la participation que doivent supporter dans les charges communes les citoyens dont la bonne foi et les scrupules ne veulent pas se plier au mensonge. Les particuliers eux-mêmes ne se doutent pas des répercussions et des conséquences souvent incalculables qui font payer bien cher une légère économie obtenue par la fraude. Le droit fiscal s'appuyant sans cesse sur les principes du droit civil, il est clair qu'on ne saurait violer l'un sans contrevenir aux prescriptions de l'autre. C'est donc à bon droit que M. Klotz, ministre des finances, déclarait dans un discours au Sénat que « le législateur doit faire tous ses efforts en vue de la sincérité fiscale, non pas seulement dans un but de moralité publique, mais afin d'éviter de faire payer par le contribuable honnête ce que le contribuable malhonnête ne paie pas. » (*J. O.*, 21 février 1912, Sénat, Débats, p. 724, col. 1.)

Si l'on examine maintenant les moyens employés pour échapper aux droits de mutation par décès, on voit qu'ils peuvent se ramener à deux principaux : l'omission et l'insuffisance. L'omission existe toutes les fois qu'une valeur

dépendant du patrimoine du défunt n'a pas été comprise dans la déclaration; l'insuffisance se rencontre lorsqu'il a été attribué à un bien compris dans la déclaration une estimation inférieure à sa valeur réelle. Nous laissons de côté les fraudes auxquelles peut donner lieu depuis la loi du 25 février 1901 la déduction du passif dans les déclarations de succession.

L'insuffisance ne rentre pas dans le cadre de notre étude, pour le double motif qu'elle ne peut guère être employée que pour les mutations d'immeubles, et que l'Administration possède à cet égard des armes efficaces pour la sauvegarde des intérêts du Trésor, l'expertise notamment. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 19. Loi du 25 février 1901, art. 12. Loi du 26 décembre 1908, art. 7.)

Les dissimulations les plus graves et les plus fréquentes dans les déclarations de succession sont incontestablement les omissions, et, spécialement, les omissions de valeurs mobilières. Pour les immeubles, leur omission est plus malaisée. L'Administration possède au surplus pour découvrir les omissions de cette nature les moyens que lui donne l'article 12 de la loi organique du 22 frimaire an VII, qui établit de véritables présomptions légales de mutation résultant, soit de l'inscription au rôle de l'impôt foncier et des paiements faits en conséquence, soit des baux passés ou des transactions ou autres actes constatant la propriété ou l'usufruit du nouveau possesseur. En fait, d'ailleurs, les omissions d'immeubles sont le plus souvent

révélées par les énonciations des origines de propriété contenues dans les actes de vente ou d'échange des biens dépendant de l'hérédité.

La fraude est peu dangereuse encore pour les meubles corporels presque toujours assurés (Loi du 25 février 1901, art. 11), ou les titres nominatifs, dans lesquels on peut faire rentrer les livrets de caisse d'épargne. Mais elle est courante et grave en ce qui concerne le numéraire et les titres au porteur.

M. Caillaux évaluait à 600 millions l'importance des valeurs mobilières qui échappent annuellement à l'impôt de mutation par décès, et à 32 millions le préjudice qui en résulte pour le Trésor (Projets de budget pour 1909 : *J. O. Chambres* 1908, Annexe 1707, p. 363 ; et pour 1910 : *J. O. Chambres* 1909, Annexe 2570). Il est vrai que, d'après d'autres calculs, exposés dans le *Journal des Sociétés* (1908, art. 1780, p. 342), les valeurs omises s'élèveraient seulement à 300 millions.

Même en admettant ce dernier chiffre, on ne peut nier que la multiplication des titres au porteur facilite les omissions dont sont entachées beaucoup de déclarations.

Une proposition de loi présentée par M. Dumont en vue de prévenir et de réprimer les fraudes en matière d'enregistrement (*J. O.*, janvier 1911. Doc. parl., p. 8 et 9, Annexe, n° 387, séance de la Chambre du 29 octobre 1910), et rapportée sous le n° 5237, p. 204 de la *Revue de l'Enregistrement*, renferme sur ce point les justes considérations suivantes : « Le capitaliste français, petit ou gros, a la

superstition du titre au porteur. Cette forme de valeurs présente en effet de multiples commodités lorsqu'il s'agit de vendre ou d'acheter des titres, de les mettre en gage pour emprunter sur leur valeur, de les faire servir à des opérations de report ou d'arbitrage ; ces raisons expliquent en partie la popularité du titre au porteur : n'y faut-il pas ajouter qu'il est un admirable instrument de fraude?... Aux fraudes civiles s'ajoutent les fraudes fiscales. Les titres au porteur, de plus en plus nombreux, ne sont presque jamais déclarés dans les successions qu'en cas de force majeure : dès la mort du défunt ses familiers s'en emparent, les mettent en lieu sûr, puis les gardent ou les partagent clandestinement. Trop d'officiers ministériels se prêtent à une fraude aussi dommageable pour le Trésor... Il est indispensable de prendre toutes les mesures d'ordre administratif et d'ordre judiciaire qui peuvent réprimer les fraudes civiles et fiscales dont le titre au porteur est l'instrument. Les capitalistes éludent d'autant plus les droits de succession que, de plus en plus, l'habitude se répand chez eux de déposer dans des banques étrangères les valeurs ou titres au porteur qu'ils peuvent posséder. C'est plus spécialement ce genre de fraude qui a été baptisé du nom d'« évvasion fiscale ».

La combinaison connue sous le nom de pratique des comptes joints vient donner à ces remarques une force nouvelle. On nomme ainsi un procédé permettant aux héritiers de retirer les valeurs déposées dans un établissement de crédit par le défunt sans avoir à exciper de leur qualité,

le compte joint constituant précisément un compte ouvert solidairement au nom de deux ou de plusieurs personnes dont chacune est appelée par la loi ou par le testament à hériter des autres, mais qui apparaissent, même après la mort de l'une d'elles, comme de simples cocontractantes.

Au décès du défunt, l'héritier peut donc retirer les fonds, comme cotitulaire du compte, sans avoir à justifier de sa qualité d'héritier. La transmission s'opère ainsi à l'insu du Fisc, et, souvent même, de la Banque. Sur ce point, d'ailleurs, une loi du 31 mars 1903 (art. 7), dont nous étudierons les dispositions, a déjoué dans une certaine mesure ces calculs, tout au moins pour les dépôts effectués dans les banques françaises.

CHAPITRE II

MOYENS DE DÉCOUVERTE DE LA FRAUDE ET SANCTIONS DE SA RÉPRESSION

Le recouvrement de l'impôt de mutation par décès est assuré par l'obligation imposée aux héritiers de souscrire dans un délai déterminé une déclaration détaillée des biens ayant appartenu au défunt et dépendant de sa succession. (Lois du 22 frimaire an VII, art. 24, 27 et 29.) Cette déclaration est la base légale du droit à percevoir.

Créancière de l'impôt, l'Administration est investie du droit de s'assurer de la sincérité de la déclaration souscrite, et de rechercher si elle englobe réellement tous les éléments du patrimoine transmis.

C'est l'application du principe de droit commun d'après lequel tout créancier a le droit d'établir la consistance de sa créance contre son débiteur, et, le cas échéant, de démontrer le dol qui a pu être commis à son préjudice.

Quels sont les moyens qui résultent, pour l'Administration, soit du droit commun, soit des lois fiscales, en vue de découvrir et de réprimer la fraude dans les déclarations de succession ?

§ I. — UTILISATION DES MODES DE PREUVE DU DROIT COMMUN.

En principe, l'Administration de l'Enregistrement ne dispose pas de modes spéciaux de preuves. Elle est, bien entendu, soumise au principe général d'après lequel, agissant comme demanderesse pour le recouvrement de l'impôt, la preuve des omissions lui incombe. *Probatio incumbit ei qui agit* (art. 1315, C. C.).

Or, le droit commun reconnaît cinq modes de preuve : la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu et le serment (art. 1316, C. C.).

Comme il est de règle qu'en toute matière, la loi générale reprend son empire dans le silence de la loi spéciale, toutes les preuves du droit commun se trouvent admissibles pour permettre à l'Administration d'établir la fraude, mais dans la mesure seulement où elles sont compatibles avec la procédure écrite.

En effet, l'article 65, § 2 de la loi du 22 frimaire an VII, substitue en matière d'enregistrement la procédure écrite à la procédure de droit commun. D'après ce texte, l'instruction des instances en matière fiscale doit se faire par simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoires, et sans le secours du ministère des avoués. Tout jugement qui constate que la cause a été plaidée, que les avocats des parties ont été entendus, est nul pour vice de forme. Et si par ailleurs les parties jugent à propos de constituer un avoué, les frais qui en résultent restent dans

tous les cas à leur charge. (Cass. civ., 17 juin 1901. Sirey, 1903. 1. 139. D. Per., 1903. 1. 77.)

Le tribunal compétent est le tribunal civil auquel ressortit le bureau d'où émane la réclamation à l'exclusion de toute juridiction administrative.

Avant d'exercer des poursuites contre les redevables, les fonctionnaires de l'Enregistrement doivent épuiser tous les moyens de conciliation, en adressant des avertissements clairement rédigés et contenant avec précision les motifs de la demande. Ils donnent, le cas échéant, aux débiteurs qui se présentent au bureau, toutes les explications orales utiles.

Aux termes de l'article 64 de la loi organique, le premier acte de poursuite est une contrainte, décernée par le receveur compétent, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi, et signifiée. La contrainte est rédigée de manière à mettre en lumière les causes de la poursuite et à montrer au redevable la légitimité de la réclamation. Le chiffre de la demande doit en principe être indiqué ; mais si, comme il arrive souvent en matière de mutations par décès, la liquidation des droits est subordonnée à une déclaration des parties, le montant de ces droits est fixé approximativement dans la contrainte, sauf à augmenter ou à diminuer suivant la déclaration que les parties seront tenues de faire sous la menace d'une astreinte à évaluer souverainement par le jugement (Cass., 7 juillet 1863. S. 64. 1. 450. Instruction, 2. 274, § 6.)

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le redevable, motivée, avec assignation à jour fixe devant le tribunal civil de l'arrondissement. La contrainte et l'opposition, si elles sont motivées avec soin, peuvent suffire pour permettre au tribunal civil de rendre sa décision. Mais en général, interviennent les mémoires respectivement signifiés. Le jugement est rendu sur le rapport d'un juge, fait en audience publique, et sur les conclusions du Ministère public. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 63, al. 5).

La procédure est donc entièrement écrite, simple et peu onéreuse. En l'instituant, le législateur de l'an VII a eu visiblement pour but de restreindre autant que possible les frais qui, le cas échéant, pourraient être mis à la charge des contribuables. Enfin, en vue de rendre plus rapide le règlement des instances fiscales, le dernier alinéa de l'article 63 précité, dispose que les jugements seront sans appel et ne pourront être attaqués que par voie de cassation, la Cour ayant le pouvoir, dont elle n'use d'ailleurs qu'avec une extrême réserve, de réviser les appréciations de fait exposées dans les jugements frappés de pourvoi. (Cass. civ., 29 juillet 1890, Pand. fr. per. 90. 6. 26. S. per., 1. 183 et nombreux arrêts antérieurs. Cass. req., 24 décembre 1894. S. 95. 1. 365. GARNIER, v° instances, n° 387.)

Les modes de preuve dont dispose l'Administration ne doivent être en contradiction avec aucune des règles de cette procédure spéciale, dont le caractère de procédure

entièrement écrite a été affirmé de nouveau par l'article 17 de la loi du 27 ventôse, an IX.

La preuve par témoins n'est donc pas recevable en matière d'enregistrement, l'enquête et l'interrogatoire n'étant pas conciliables avec les formes écrites de la procédure exigée par la loi fiscale. (Cass. req., 17 mars 1896. Pand. fr. per., 96. 6. 34. S. 97. 1. 100 et nombreux arrêts antérieurs. WAHL. — *Traité de droit fiscal*, t. II, n° 550.) Toutefois, une loi récente a admis, dans une certaine mesure, la preuve testimoniale en matière de mutation par décès, en vue de la recherche du passif fictif frauduleusement déduit. L'article 8 de la loi du 25 février 1901 autorise, en effet, l'Administration à établir l'inexactitude des déclarations ou attestations de dettes dans les déclarations de succession par tous les moyens de preuve admis par le droit commun, excepté le serment. L'emploi de la preuve testimoniale est alors possible sans réserve. L'Administration avait demandé que cette dérogation fut étendue aux omissions et aux insuffisances d'évaluation dans les déclarations comprenant des meubles ou des valeurs mobilières. Une disposition dans ce sens figurait à l'article 12 du projet de M. Doumer; mais elle fut repoussée. (*J. O.*, 22 novembre 1895. Chambre. Débat, p. 2437.)

Pour les mêmes raisons que l'enquête, la délation du serment est interdite en matière fiscale. (DEMANTE, II, n° 767). Mais, si elle n'a pas été admise jusqu'à ce jour, on a cherché à diverses reprises à l'introduire dans la procédure fiscale. Dans l'exposé des motifs du projet de loi

du 23 août 1871, le Gouvernement s'est résolu à écarter ce mode de preuve « comme étant en désaccord avec la susceptibilité de nos mœurs et de notre caractère national. » (Exposé des motifs. Code Garnier, p. 219, col. 2.) Une tentative en vue de l'admission du serment pour le contrôle des déclarations de succession fut faite par l'Administration au cours des travaux préparatoires de la loi du 25 février 1901, à l'occasion de la déduction du passif. (Rapport de M. Doumer au nom de la Commission du Budget, du 22 octobre 1895. *J. O.*, Chambre. Annexe 1563.) Elle n'eut aucun succès. L'article 8 de cette loi accepte bien les témoignages parmi les modes de preuve possibles de la déduction frauduleuse d'un passif fictif, mais il exclut expressément le serment.

Plus récemment, M. Ch. Comont a déposé sur le bureau de la Chambre deux propositions de loi tendant à autoriser l'Euregistrement à déférer le serment à ses adversaires dans les instances engagées pour la découverte des fraudes dans les déclarations de succession (proposition déposée le 4 novembre 1907. Chambre. Sess. extraordinaire 1907. Annexe 1258), ou dans les dissimulations en cas de cessions de fonds de commerce (proposition déposée le 23 mars 1908. *J. O.*, Chambre. Annexe n° 1618).

Aux termes de ces propositions, lorsque le débiteur prêterait serment, l'Administration succomberait et serait condamnée aux dépens; mais si, dans les cinq ans qui suivront la prestation de serment, elle découvre des omissions ou des dissimulations malgré le serment prêté, elle pourra

citer les parties devant le tribunal correctionnel, et les faire condamner aux peines prévues par l'article 366 du Code pénal, sans qu'il puisse y avoir lieu à l'application de l'article 463 concernant les circonstances atténuantes. M. Dumont, dans les motifs de sa proposition, estime que « l'importance des valeurs mobilières, qui échappent annuellement au droit de mutation par décès, atteint 600 millions ; l'omission de ces valeurs dans les déclarations de succession cause au Trésor un préjudice d'environ 32 millions... L'admission du serment ne saurait évidemment faire rentrer l'intégralité de cette somme dans les recettes budgétaires mais il n'est nullement téméraire de prévoir que le nouveau moyen de preuve dont sera armé l'Administration lui permettra de recouvrer environ 14 millions de droits sur les omissions dans les déclarations de succession. » (Proposition rapportée dans la *Rev. Enreg.*, n° 4638, p. 648.) En 1910, M. Ch. Dumont reprit sa proposition, en insistant sur la nécessité d'introduire le serment fiscal. (Annexe n° 387 à la séance de la Chambre du 29 octobre 1910. *J. O.*, janvier 1911. Doc. parl., p. 8 et s., *Rev. Enreg.*, 1911, p. 194 et s., art. 5237.) Il estimait même que, dans certains cas, l'Enregistrement pourrait interroger sur faits et articles : « C'est toute la question des preuves en matière d'enregistrement qui est à traiter administrativement. Depuis la loi de frimaire, la richesse s'est reconstituée : à une situation si nouvelle, les moyens d'investigation du Trésor doivent pouvoir s'adapter. (*Rev. Enreg.*, p. 203.)

Dans le projet de budget pour 1909, déposé le 19 mai 1908 (*J. O.*, Chambre. Annexe 1709, p. 361), M. Caillaux, ministre des finances, proposait d'instituer un système analogue à celui qu'avait élaboré M. Dumont : l'autorisation pour le Trésor de déférer le serment préalablement à toute déclaration de succession contenant de l'argent comptant, ou des valeurs mobilières, avec les pénalités que comporte le faux serment, en cas d'omission. En même temps étaient aggravées les pénalités en cas de faux serment ; notamment le minimum de l'emprisonnement que devrait prononcer le tribunal correctionnel était fixé à quinze jours. En outre, l'article 33 du projet maintenait l'exigibilité des pénalités encourues pour les omissions, même au cas où elles auraient donné lieu à des condamnations correctionnelles. L'Administration aurait acquis, si ces dispositions avaient été votées, le droit de faire la preuve de la fraude même malgré le serment, et cela pendant dix ans après la prestation du serment. M. Caillaux évaluait dans son projet le supplément de recettes devant résulter de l'application du serment décisive à 22 millions. (*J. O.* Chambre 1908. Annexe 1709, p. 361, précité.)

Ces diverses tentatives n'ont pas abouti, et, jusqu'à présent, le législateur n'a pas permis à l'Administration de l'Enregistrement d'user du serment. Il est possible, en effet, que cette arme nouvelle ne présente pas l'efficacité qu'on en attend. Etant donné l'état d'esprit des contribuables vis-à-vis du Fisc, il est vraisemblable que la perspective des sanctions prononcées ne les empêcherait pas

de dénaturer la vérité et de chercher à fruster le Trésor, même au prix d'un parjure. (CH. LESCŒUR. — *Les Coffres-Forts et le Fisc*, n° 327). Au surplus, le serment nécessitant la comparution des parties, la procédure des instances devrait être modifiée en conséquence.

De même que les preuves par témoins et par délation de serment, l'interrogatoire sur faits et articles, destiné à provoquer l'aveu de la partie, est généralement considéré comme incompatible avec les formes de la procédure écrite. (WAHL. — *Traité de Droit fiscal*, II, n° 571). Mais l'aveu intentionnel, consenti avec la pensée de dispenser le Trésor de prouver les faits qui en forment l'objet (AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, t. VIII, p. 167), peut évidemment être fait directement, spécialement sous la forme d'une soumission ou d'une déclaration sur les registres. Dans ce cas, il se confond avec la preuve écrite. Les fraudes à la loi fiscale font d'ailleurs rarement l'objet d'un tel aveu. Le plus souvent, l'aveu que l'Administration peut opposer aux contribuables n'est pas intervenu pour reconnaître l'existence de la fraude : seulement, tout en ayant un autre objet, il permet de l'établir. Cet aveu présente alors, suivant l'expression de Demolombe (*Cours de Droit civil*, t. XXX, n°s 453 et 462), les caractères d'une preuve demi-pleine, et il peut être invoqué comme présomption judiciaire.

La preuve littérale, résultant des actes authentiques ou sous seings privés, est manifestement compatible avec la procédure écrite et peut être invoquée par le Trésor. Il y

a lieu à cet égard de tenir compte des distinctions bien connues entre les énonciations principales et accessoires. Les énonciations qui ont un rapport direct avec la disposition de l'acte font pleine foi de ce qu'elles contiennent (art. 1319, 1320, 1333, C. C.) Les énonciations étrangères à la disposition de l'acte ne peuvent servir que de commencement de preuve. En vertu de ces règles, l'omission de valeurs héréditaires se trouvera établie de manière complète par les énonciations des inventaires, des partages, et des actes ayant, comme eux, pour objet direct, d'établir la consistance des biens de la succession.

Les présomptions constituent le genre de preuves auquel l'Administration est le plus souvent obligée de recourir : ce sont les preuves normales de la fraude. Le droit pour le Trésor de les invoquer se légitime par une double considération ; d'une part il n'a pu se ménager la preuve préconstituée (art. 1347 et 1348, C. C.) ; et, d'autre part, les instances qu'il engage ont précisément pour but de découvrir la fraude (art. 1353, C. C.). Il n'y a point d'ailleurs à distinguer entre les présomptions légales attachées par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits (art. 1350 C. C.), et qui dispensent de toute preuve celui au profit duquel elles existent (art. 1352), et les présomptions de fait ou de l'homme, qui sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat (art. 1358).

A la vérité, les présomptions ne sont admissibles, aux termes de ce dernier article, que là où est autorisée la

preuve testimoniale, dont l'Administration ne dispose pas. Mais, s'il en est ainsi, c'est simplement parce que la preuve par témoins se heurte, en matière fiscale, à une impossibilité de fait née des formes de la procédure écrite, qui mettent obstacle à l'audition et à la comparution des témoins. Le Trésor est donc en droit d'utiliser les présomptions comme moyen de preuve, pour le double motif qu'elles ne sont nullement incompatibles avec les nécessités de la procédure écrite, et que, par ailleurs, l'admission de cette preuve en matière d'enregistrement n'offre pas de dangers spéciaux. Toutefois, l'Administration se borne à fonder les présomptions qu'elle invoque sur les actes et les faits constants au procès. L'impossibilité où elle se trouve d'user de la preuve testimoniale ne lui permet pas en effet d'invoquer des faits non constants qu'elle ne pourrait établir qu'au moyen d'une enquête.

En somme, l'exposé qui précède peut être résumé avec la Cour de Cassation ainsi qu'il suit : « Quelle que soit la nature de la demande, quel que soit le fait à établir, il y a lieu d'admettre toutes les preuves de droit commun compatibles avec la loi fiscale. La preuve peut résulter soit des actes des parties ou de leurs ayants-cause, soit même des présomptions tirées des faits constants au procès et des actes qui parviennent par l'enregistrement à la connaissance de l'Administration, ou que la loi soumet à son droit d'investigation, et qui la mettent ainsi à même d'exercer son contrôle. » (Cass., 27 juin 1883. S. 85. I. 33. Inst. 2687 § 2.)

Tels sont très succinctement analysés les modes de preuve de droit commun qui sont à la disposition du Trésor.

§ II. — DES MOYENS D'INVESTIGATION SPÉCIAUX DONT DISPOSE
L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT.

Il ne s'agit pas ici de nouveaux moyens de preuve à ajouter à ceux que décrit et énumère le Code civil, mais simplement des procédés spéciaux d'investigation dont use l'Administration pour découvrir la fraude. Le législateur ou la pratique administrative ont indiqué un certain nombre de faits ou de circonstances que l'Administration peut invoquer, à titre de présomption, pour établir l'existence des mutations obligatoirement soumises à l'impôt. Comment l'Administration découvrira-t-elle les éléments, les actes ou les faits que les contribuables essaient de soustraire à ses recherches?

Les ressources à cet égard ne lui manquent pas; elle a pris une série de mesures propres à lui permettre de retrouver les actes et de les rapprocher des déclarations souscrites. Elle a organisé une sorte de filature fiscale des personnes et des biens permettant, notamment en matière de mutations par décès, de connaître la situation de fortune de chaque individu en vue du contrôle de la déclaration de sa succession.

Par l'établissement du Répertoire général, elle a facilité son contrôle en réunissant dans chaque bureau les

renseignements, de quelle nature qu'ils soient, recueillis sur un point quelconque du territoire, et intéressant les personnes domiciliées dans la circonscription territoriale correspondante. Ce répertoire est un parfait instrument de recherche qui centralise l'ensemble des divers actes de la vie civile intéressant les personnes et les biens (Inst. 2320 et 2505 § 1). C'est un véritable casier fiscal, où tout ce qui peut intéresser le patrimoine du titulaire de chaque compte est soigneusement reporté, qu'il s'agisse pour l'actif d'une donation à titre gratuit ou onéreux, d'un partage, d'une créance à terme ou d'un contrat de mariage et, au passif, d'une vente ou d'une libéralité.

Pour remédier aux inconvénients qui pourraient résulter de la compétence territoriale des divers bureaux d'enregistrement, l'Administration a organisé entre les divers bureaux un mode de transmission des renseignements susceptibles d'être utilisés pour la recherche de la fraude, et recueillis par les divers agents. C'est le système des renvois (Inst. 2320, § 2). Toutes les fois qu'un fonctionnaire quelconque de l'Enregistrement trouve au cours de ses travaux un renseignement intéressant une personne domiciliée hors du canton où il exerce, il en fait le renvoi au domicile de cette personne.

Ainsi sont suivies, dans la mesure du possible, les fluctuations du patrimoine et sont préparés de longue date les éléments nécessaires à la preuve. Mais, quel que soit le soin apporté par les agents de l'Administration à la tenue du Répertoire, à l'inscription de tout ce qui peut présenter

quelque intérêt pour la sauvegarde des droits du Trésor, ce document est malgré tout très insuffisant. Les actes relatifs aux immeubles sont, en raison de la nécessité de l'enregistrement dans un délai obligatoire, presque tous connus de l'Administration ; mais il en est bien différemment de ceux qui intéressent la fortune mobilière.

Une autre circonstance est de nature à nuire à l'efficacité des mesures prises : c'est la facilité actuelle des déplacements, la fréquence avec laquelle les contribuables changent de domicile. Malgré le système des renvois, il peut y avoir des lacunes ou des erreurs dans les renseignements transmis, et, par suite, une diminution de l'efficacité du contrôle. Enfin la composition des fortunes consistant en titres au porteur ou en numéraire est difficilement discernée par le Fisc.

C'est pour ce motif que le législateur s'est efforcé, surtout dans ces dernières années, de doter l'Administration d'un ensemble de moyens destinés à rendre plus étroite la surveillance des déclarations de succession et plus certaine la répression de la fraude. Ces règles ne sont pas toutes apparues en même temps ; elles se sont échelonnées depuis l'an VII jusqu'au début du XX^e siècle. L'évolution générale de ces lois a consisté à mettre en rapport les mesures prises avec le mouvement et la transformation des fortunes privées, et avec les directions nouvelles dans lesquelles la fraude s'orientait.

Pour imprimer plus d'énergie à l'action du Trésor contre la fraude, le législateur a usé d'un double procédé : il a,

d'une part, facilité à l'Administration la connaissance des éléments de preuve, en lui permettant d'effectuer des recherches en dehors d'elle-même, en lui conférant un droit d'investigation dans les sociétés et établissements publics, on même en obligeant certains débiteurs ou détenteurs de valeurs successorales à révéler l'existence de ces biens et à se transformer en auxiliaires de l'Enregistrement.

D'autre part, le législateur a, dans certains cas, dispensé l'Enregistrement de toute preuve ou de toute recherche, soit par des présomptions légales de valeur ou de propriété, soit en empêchant les héritiers d'entrer en possession de l'actif transmis sans avoir au préalable effectué le paiement de l'impôt. Tel a été l'objet des dispositions des articles 3, § 4 et 15 de la loi du 25 février 1901, complétée par les lois des 31 mars 1903, article 7; 30 décembre 1903, article 3; 30 janvier 1907, article 4; et 8 avril 1910, article 11. Enfin, devant la fraude toujours croissante, le législateur a songé à prendre des mesures plus rigoureuses encore et à modifier certains principes fondamentaux du Code civil, notamment l'institution de la saisine de l'article 724.

Nous allons d'abord parcourir les mesures adoptées par la loi du 25 février 1901 pour la répression des fraudes dans les déclarations de succession. Il est nécessaire d'avoir un aperçu, au moins superficiel, de ces dispositions pour se rendre compte de l'insuffisance des armes données à l'Enregistrement, des moyens que les lois ultérieures ont

adjoints aux précédents et des réformes qui s'imposent encore, à un moment où plus que jamais la sincérité des déclarations est nécessaire.

Rappelons d'abord qu'en matière de biens meubles dans les déclarations de succession, l'Administration peut recourir à tous les modes de preuve compatibles avec la procédure écrite, et invoquer notamment comme preuve directe les énonciations des actes intervenus entre les héritiers, tels qu'inventaires et partages (Cass. 8 février 1893. S. 93.1.385 [inv.]. Rouen, 15 novembre 1894. *Journ. Enreg.* n° 24234 [partage].) Elle peut utiliser également l'aveu consigné dans un interrogatoire sur faits et articles, destiné à obtenir la révélation par le légataire universel du chiffre exact de la succession. (Cass. 27 mai 1868. S. 68. 1.367.)

Les tribunaux doivent prendre également en considération les présomptions graves, précises et concordantes, par exemple le fait que le défunt avait touché peu de temps avant sa mort des sommes d'argent ou des valeurs mobilières, lorsque, d'autre part, il résulte des circonstances qu'il n'a pu s'en dépouiller avant son décès (Cass. 9 avril 1900. S. 1901.1.52). La Cour de Cassation estime également comme suffisamment établie, pour l'exigibilité du droit de mutation par décès, l'existence des valeurs dans le patrimoine transmis, par ce fait que des coupons ont été touchés par le défunt avant sa mort et qu'après le décès l'héritier a encaissé les coupons afférents aux mêmes titres. (Req. 4 juillet 1901. *Journ. Enreg.* n° 26152. S. 1902.

1.532. D. P. 1902.1.369.) Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de comprendre dans la déclaration les créances à terme non échues au jour du décès du *de cujus*, à moins que les ayants-droit ne soient en mesure de prouver le fait du paiement anticipé au moyen de justifications suffisamment précises (Cass. 30 septembre 1870. Deux arrêts, S. 70.1.418). Il convient de remarquer qu'en toute hypothèse, les présomptions invoquées par l'Administration peuvent être détruites par la preuve opposée résultant d'un titre régulier, ou même de présomptions contraires. Mais on ne saurait admettre de simples allégations non justifiées, ou dont la sincérité serait suspecte (Cass. req. 28 décembre 1904. S. 1905.1.422. D. P. 1906.1.65. Instruction 3167, § 5).

L'application des règles générales n'a pas paru suffisante pour arrêter la fraude, et le législateur a été conduit à prendre certaines mesures préventives destinées à empêcher l'évasion de certaines valeurs mobilières.

Citons d'abord, pour mémoire, la loi du 20 juillet 1895, qui a cherché à prévenir les omissions des sommes déposées dans les Caisses d'Epargne en soumettant, par son article 23, à la formalité du visa pour timbre et de l'enregistrement gratis, les certificats de propriété et les actes de notoriété exigés par ces établissements pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant à des titulaires décédés ou absents.

L'effort le plus important réalisé en vue de combler les lacunes de la législation antérieure est marqué par la loi

du 25 février 1901, qui a établi une série de mesures efficaces pour empêcher les omissions d'un grand nombre de valeurs mobilières. La réglementation contre la fraude a pris ainsi une orientation plus énergique, parfaitement justifiée par la prééminence actuelle de la fortune mobilière, par l'augmentation incessante du nombre des titres au porteur dans les successions, et par les facilités de dissimulation qui en résultent.

Les dispositions essentielles de la loi de 1901 se trouvent condensées dans l'article 15, qui a été présenté lors de la discussion comme une simple extension de l'article 25 de la loi du 8 juillet 1852 relatif au paiement des droits exigibles sur les titres de rente sur l'Etat, mais dont l'importance est telle qu'il s'agit en réalité d'une législation nouvelle. A nos yeux, la grande innovation de la loi de 1901 a été d'avoir, pour la première fois, subordonné la faculté d'appréhension de certaines valeurs successorales à la justification par les ayants-droit du paiement du droit de mutation sur ces valeurs. Les détenteurs des valeurs et des fonds héréditaires ne peuvent s'en dessaisir sans s'assurer que les droits ont été acquittés, et, ainsi, le recouvrement de l'impôt successoral s'effectue pour ainsi dire automatiquement.

Avant le vote de cette loi, l'Enregistrement pouvait utiliser son droit de communication et sa collaboration avec d'autres grands services de l'État en vue de contrôler la sincérité et l'exactitude des déclarations de succession. Mais c'est précisément parce que, à l'épreuve, cette arme a

été jugée insuffisante, que le législateur de 1901 a pris les mesures ci-dessus analysées, et qui présentent en définitive un double caractère : 1° la transformation du droit de communication en obligations imposées à certains détenteurs de la fortune d'autrui; et 2° la restriction de la saisine héréditaire en vue de combattre la dissimulation ou l'évasion des capitaux.

I. Le droit de communication ainsi transformé, que la loi de 1901 renforce et généralise, est le droit dont dispose l'Enregistrement de se faire représenter par certaines personnes physiques ou morales désignées par la loi les actes et autres documents qui se trouvent en leur possession.

Il existait déjà sous l'ancien régime et il fut consacré dans les termes suivants par l'article 54 de la loi du 22 frimaire an VII : « Les dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles des contributions, et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics seront tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'Enregistrement à toute réquisition et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur seraient nécessaires pour les intérêts de la République. Ces dispositions s'appliquent aux notaires, huissiers, greffiers et secrétaires d'administrations centrales et municipales, pour les actes dont ils sont dépositaires. »

Ce droit spécial a été étendu par des lois postérieures à

un grand nombre d'assujettis nouveaux : individus ou sociétés. La loi du 21 juin 1875, lui a d'ailleurs donné une utilité complète au point de vue du contrôle des déclarations de succession. Avant cette loi, en effet, on se demandait si les pièces communiquées à l'Administration pouvaient être utilisées pour le recouvrement d'un impôt autre que celui du Timbre, qui était plus spécialement visé par les dispositions législatives précédentes autorisant la communication (Lois du 5 juin 1850, art. 15, et du 23 juin 1857; Décret du 17 juillet 1857, art. 9; Loi du 23 août 1871, art. 22). Cette controverse a pris fin en raison de la disposition formelle de l'article 7 de la loi de 1875 aux termes duquel la communication a pour but de permettre aux préposés « de s'assurer des lois sur l'*Enregistrement* et le Timbre. »

L'obligation imposée aux sociétés est au surplus générale et absolue : elle englobe tous les documents ayant rapport à la comptabilité, soit principalement, soit accessoirement, et même les registres de délibération des conseils d'administration (Cass. civ. 28 février 1898. D. P. 98.1.239; Req. 14 janvier 1902. D. P. 1902.1.145).

Des pénalités rigoureuses ont été édictées contre ceux qui chercheraient à entraver l'exercice du droit de communication : pour les sociétés, notamment, l'amende prévue va de 1.000 à 10.000 francs (Lois du 23 août 1871, art. 22; du 21 juin 1875, art. 7; et du 17 avril 1906, art. 5). De plus, si la résistance de la société donne lieu à une instance, l'assujetti doit être condamné à représenter les pièces

demandées sous une astreinte de 100 francs par jour de retard (Loi du 17 avril 1906, art. cit.). D'ailleurs, les assujettis n'ont pas qualité pour discuter l'opportunité des recherches effectuées par le représentant de l'Administration, qui n'est dans aucun cas tenu de motiver sa demande de communication. C'est aux tribunaux seulement qu'il appartient, en cas de désaccord, de prononcer si l'exercice du droit de communication a été légitime ou irrégulier (Seine, 21 août 1875. *Journ. Enreg.* 19.896; 8 décembre 1876. *Journ. Enreg.* 20.255).

Du reste, les sociétés étrangères sont tenues de subir, comme les sociétés françaises, l'exercice du droit de communication dans leurs succursales, en France (Cass. civ., 10 février 1902. D. P. 1905.1.325, S. 1903.1.361. Bull. civ. 1902, n° 49, p. 79, Inst. 3080, § 26; Req. 19 juin 1906. S. 1911.1.52. D. P. 1910.1.94. Inst. 3271, § 8). Spécialement, les compagnies étrangères d'assurances qui ont des agences en France sont tenues, dans ces succursales, aux mêmes communications que les sociétés françaises (Loi du 5 juin 1850, article 35 et loi du 23 août 1871, art. 7).

L'utilité que présente le droit de communication pour la répression de la fraude dans les droits de mutation par décès est évident. Il procure à l'Administration des renseignements précieux, en lui révélant les divers paiements qui ont pu être faits à des héritiers, ou en lui faisant connaître les valeurs, même au porteur, inscrites ou déposées au nom du défunt dans une société ou dans une banque.

C'est en vertu de l'exercice de ce droit que l'Enregistrement peut se procurer des éléments de présomption déterminants, comme, par exemple, le paiement aux héritiers de coupons identiques à ceux encaissés par le défunt. De même, relativement aux capitaux et aux rentes assurés au profit des héritiers, et passibles de l'impôt depuis la loi du 21 juin 1875 (art. 6), le relevé des sommes payées à ce titre, dressé dans les bureaux de la compagnie par les fonctionnaires de l'Enregistrement, fournit les bases d'un contrôle efficace.

Cependant, malgré les services retirés par l'Administration de l'exercice de son droit de communication, celui-ci ne constituait pas l'instrument idéal de répression des fraudes. Il avait le défaut de laisser au Fisc le rôle actif, en l'astreignant à une surveillance trop minutieuse. Or, les documents d'une société ou d'un établissement public sont trop nombreux pour qu'il puisse en être fait un examen complet. Sauf le cas où la déclaration de succession mentionnait les indications utiles, il était bien difficile de savoir si le titulaire de tel compte, de tel dépôt était décédé, et il fallait compter sur le hasard, à raison de l'impossibilité matérielle de la vérification de l'existence des titulaires de tous les comptes ouverts dans les établissements de crédit.

C'est pourquoi la loi de 1901 a opportunément renforcé les lois antérieures en transformant le droit de communication, et en le complétant par des obligations spéciales imposées à certains assujettis, individus ou sociétés, qui

présentent tous ce caractère commun d'être, par fonction, des détenteurs de la fortune d'autrui.

II. Si cette transformation du droit de communication est de nature à mieux assurer le payement du droit de mutation par décès, les restrictions apportées par le législateur de 1901 à la saisine des héritiers en ce qui concerne certaines valeurs mobilières tendent au même résultat, et garantissent non moins étroitement le recouvrement de l'impôt. Ces restrictions à la saisine portent sur trois objets : 1° les titres nominatifs de l'État, des établissements publics et des sociétés ; 2° les indemnités dues par les compagnies d'assurances ; 3° les titres et valeurs déposés au moment du décès dans les caisses de sociétés ou d'autres personnes désignées par la loi.

1° Relativement aux titres nominatifs de toute nature, la loi du 25 février 1901 a considérablement étendu les dispositions de l'article 25 de la loi du 8 juillet 1852. Cette loi visait seulement les rentes nominatives sur l'État français. L'article 15, § 1, de la loi nouvelle, est beaucoup plus général : « Le transfert ou la mutation, au Grand Livre de la Dette publique, d'une inscription de rente provenant de titulaires décédés ou déclarés absents ne pourra être effectué que sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'Enregistrement, constatant l'acquittement du droit de mutation par décès. » Et le paragraphe 2 ajoute : « Il en sera de même pour les transferts ou conversions de titres nominatifs des

sociétés, départements, communes et établissements publics. » La loi ne vise pas seulement, du reste, les transferts opérés au nom d'une personne désignée nominativement, mais encore ceux qui sont effectués au nom des héritiers, sans désignation individuelle (Inst. 3051). Ces prescriptions suffisent à assurer une digue efficace contre l'évasion fiscale des titres nominatifs de toute nature, si l'on tient compte surtout de ce qu'une loi récente a augmenté le délai de prescription de l'action en recouvrement des droits exigibles par suite d'omission de biens dans les déclarations de mutations par décès. Ce délai, qui était déjà de trente ans pour les inscriptions de rente sur l'État français (Loi du 8 juillet 1852, art. 26), a été fixé uniformément à dix ans pour toutes les autres valeurs héréditaires par l'article 4 de la loi du 30 janvier 1907.

Il convient de mentionner que la restriction ainsi apportée au principe général de la mise en possession immédiate de toutes les valeurs successorales, posé par l'article 724 du Code civil, est de nature à gêner l'héritier, s'il ne possède pas par ailleurs de ressources personnelles. Il ne pourra pas s'en procurer, en vue d'assurer le paiement des droits, par la vente du titre, puisque l'opération du transfert est subordonnée à la justification du versement de l'impôt. Mais il lui sera aisé de sortir de la difficulté, soit en empruntant par voie d'avance sur titres, soit en usant des facilités de paiement accordées par l'article 7 du 13 juillet 1911, aux termes duquel, sur la demande de tout légataire ou donataire ou de l'un quel-

conque des cohéritiers solidaires, le montant des droits de mutation par décès peut être acquitté en plusieurs versements semestriels.

2° Le même principe, consistant dans l'interdiction faite à certaines personnes d'effectuer aux mains des héritiers la remise des valeurs successorales, sans que ceux-ci justifient du paiement de l'impôt au moyen d'un certificat administratif, a été appliqué aux capitaux ou rentes dus par des compagnies d'assurances à raison du décès de l'assuré. D'après le paragraphe 5 de l'article 15 de la loi de 1901, « les Compagnies d'assurances sur la vie et les succursales établies en France des compagnies étrangères ne pourront se libérer des sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par elles à raison du décès de l'assuré, à des bénéficiaires autres que le conjoint survivant ou les successibles en ligne directe, si ce n'est sur la présentation d'un certificat... constatant, soit l'acquittement, soit la non-exigibilité de l'impôt de mutation par décès, à moins qu'elles ne préfèrent retenir, pour la garantie du Trésor, et conserver jusqu'à la présentation du certificat, une somme égale au montant de l'impôt... » Cette disposition a pour effet de prévenir les omissions des indemnités dues à des ayants-droit du fait du décès d'un assuré, et le système de la loi dispense encore ici l'Administration de toute recherche et de toute préoccupation de recouvrement. Seulement, tandis que, pour le titre nominatif, la production du certificat de paiement des droits

est prescrite dans tous les cas, la loi de 1904 a admis pour les capitaux assurés deux tempéraments.

En premier lieu, au cas où les ayants-droit ne sont pas en mesure de produire le certificat administratif requis, les compagnies d'assurance ne sont pas dans l'obligation de refuser de se dessaisir des sommes par elles dues : elles peuvent, si elles le préfèrent, conserver jusqu'à production du certificat une somme égale au montant des droits calculés sur les sommes, rentes ou émoluments dont elles sont débitrices.

Le second tempérament consiste en ce que le conjoint survivant et les parents en ligne directe de l'assuré sont dispensés de la production du certificat de paiement des droits. La loi s'est montrée bienveillante pour les proches du défunt, vivant sous le même toit que lui. Il n'en faudrait d'ailleurs pas conclure que les indemnités recueillies par ces ayants-droit échappent à la surveillance de l'Administration. Les compagnies restent tenues de donner avis à l'Enregistrement des capitaux ou des rentes dont elles sont débitrices (art. 15, § 3). Le Trésor sera mis, par là, en état de poursuivre le recouvrement des droits qui lui auraient échappé. Il faut noter, en outre, que si ces susceptibles favorisés ont à l'étranger leur domicile de fait ou de droit, ils cessent de bénéficier de la mesure de faveur qui leur est accordée, et ne peuvent pas toucher les capitaux et les rentes auxquels ils ont droit sans justifier d'un certificat de paiement ou de non-exigibilité de l'impôt de mutation par décès. (Loi du 30 décembre 1903, art. 3.)

3° Titres ou valeurs déposés au moment du décès entre les mains de sociétés ou d'autres détenteurs désignés par la loi. D'après l'article 15, §§ 3 et 4, de la loi du 25 février 1901, « les sociétés ou compagnies, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels ou agents d'affaires, qui seraient dépositaires, débiteurs ou détenteurs de titres, sommes, ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, devront adresser, soit avant le payement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, au directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence, la liste de ces titres, sommes ou valeurs. » Il s'agit là, à la vérité, d'une transformation du droit de communication plutôt que d'une restriction apportée à la saisine puisque les successibles peuvent prendre possession des valeurs sans avoir à justifier au détenteur du payement des droits par un certificat. Le droit de communication est simplement remplacé par l'obligation imposée aux détenteurs désignés par la loi de titres et de valeurs, de transmettre à l'Administration les renseignements qu'ils possèdent, par suite du dépôt, sur la fortune mobilière du défunt. Le Trésor est ainsi dispensé des investigations et des recherches auxquelles l'astreignait le droit de communication. D'autre part, il possède la certitude d'obtenir tous les renseignements utiles, tandis que beaucoup d'indications pouvaient lui échapper autrefois. Enfin, les assujettis sont infiniment plus nombreux que par le passé, et il était utile de les constituer en quelque

sorte en auxiliaires de l'Enregistrement pour assurer la perception des droits sur l'intégralité de la matière imposable.

Les termes employés par le texte sont des plus compréhensifs : ils visent tous ceux qui font profession de manier la fortune d'autrui. L'expression : agent d'affaires, est particulièrement large. Elle comprend notamment les curateurs à succession vacante et les administrateurs provisoires. Les commissionnaires, les coulissiers, les courtiers, les trésoriers-payeurs généraux sont également atteints par la loi. Quant aux sociétés, elles tombent toutes sous l'application des dispositions nouvelles, qu'il s'agisse de sociétés civiles ou commerciales, de sociétés de personnes ou de sociétés de capitaux. En tant qu'officiers publics ou ministériels, les notaires, greffiers, commissaires-priseurs, sont directement visés par la loi. En définitive, il n'y a guère que les dépôts effectués entre les mains de simples particuliers qui restent en dehors des prévisions légales. A cet égard il ne saurait y avoir de doute, attendu que l'énumération des personnes mentionnées par la loi est limitative, et ne comprend que celles que leur profession met en rapport avec le public. (Rapport de M. Cordelet du 9 juillet 1896. *J. O. Doc. Parl. Sénat*, p. 305, col. 3.)

En ce qui concerne les valeurs qui font l'objet de la loi, l'énumération est des plus larges : elle s'applique à tous les titres, sommes ou valeurs dont les assujettis sont dépositaires, détenteurs ou débiteurs, de la manière la plus générale, et sans aucune distinction fondée sur la

cause ou la nature du dépôt, de la détention ou de la dette. (MOGUÉRO. — *Traité alphabétique de l'Enregistrement*, 2^e sup. V^e succession, n^o 506.)

Les assujettis visés par la loi sont tenus de fournir les renseignements dès qu'ils apprennent que les sommes ou valeurs en leur possession font partie d'une succession. Cette condition est nécessaire, car l'avis qu'ils sont astreints à donner au directeur de l'Enregistrement est subordonné par le texte lui-même à la connaissance qu'ils ont pu acquérir que les titres, sommes ou valeurs, faisant l'objet d'un paiement, d'une remise, ou d'un transfert, dépendent d'une succession. Cette connaissance ne saurait résulter d'ailleurs ni de la notoriété publique, ni d'une information quelconque ; elle ne doit provenir que du fait précis que, pour obtenir la remise, le paiement ou le transfert des titres, sommes ou valeurs, l'intéressé a dû exciper de sa qualité d'héritier ou se prévaloir du décès (Inst. 3051, § 2). Il convient de signaler relativement au transfert, que l'expression dont se sert ici le législateur n'a pas le sens juridique de transfert de la propriété du titre nominatif. Elle désigne plutôt l'opération dite « transfert d'ordre », par laquelle le compte ouvert au nom du défunt est porté au nom du successible.

Il faut noter en outre que les établissements de crédit qui mettent des coffres-forts à la disposition du public n'ont en aucun cas à aviser le Trésor du décès du déposant. (J. O. Débats. Chambre. Séance du 16 mars 1900, p. 2105, col. 2 et 3. Inst. 3051.) Le contrôle de l'Administration

aurait pu cependant être étendu à cette hypothèse. En effet, les établissements de crédit ne donnent aux héritiers l'accès du coffre-fort dont disposait leur auteur qu'après avoir exigé d'eux la justification de leur qualité. Aussi la question a-t-elle donné lieu à une discussion lors des travaux préparatoires. En novembre 1900, un amendement avait été déposé par M. Laurent Bougère tendant à obliger les assujettis à déclarer les valeurs et titres contenus dans les coffres-forts détenus par des clients décédés. Le ministre des finances s'y opposa, motif pris de ce qu'il y a une grande différence entre une personne qui dépose des titres à une société et celle qui en dépose dans un coffre-fort. Dans le premier cas, le Gouvernement doit être en droit d'exiger des sociétés de crédit, quand il le leur demande, la liste des valeurs déposées, tandis qu'il n'y aurait aucune raison, si on acceptait l'amendement, pour ne pas demander qu'au décès du déposant le coffre-fort ne soit ouvert qu'en présence d'agents du Trésor. Ces explications du Gouvernement reçurent l'assentiment de la Chambre, et l'amendement n'eut pas d'autre suite. Il répondait cependant à une préoccupation légitime sur laquelle nous nous proposons de revenir au cours des chapitres suivants.

Quant aux sanctions prévues pour l'exécution de la loi de 1904, elles sont assez rigoureuses. Les sociétés ou compagnies et les personnes désignées à l'article 15 qui omettent d'adresser, dans le délai prescrit, la liste des titres, sommes ou valeurs dont elles sont dépositaires,

détentrices ou débitrices, sont personnellement tenues des droits ou des pénalités exigibles, sauf recours contre les ayants-droit, et passibles en outre d'une amende de 625 francs, décimes compris. (Cf. pour l'application l'Inst. 3051, § 4, p. 10.) Il est dû autant d'amendes qu'il y a eu de contraventions aux dispositions nouvelles. D'autre part, les pénalités sont encourues alors même que les sommes ou valeurs héréditaires ne donneraient pas ouverture aux droits de mutation par décès. (Lois de 1901, art. 15 et du 30 décembre 1903, art. 3.) Les mêmes pénalités frappent les compagnies françaises d'assurances sur la vie et les succursales établies en France des compagnies étrangères, qui se sont libérées des sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par elles sans se conformer aux dispositions des articles précités.

Le Trésor à la faculté incontestable, d'ailleurs, de compléter les prérogatives résultant pour lui de l'article 15 par l'exercice de son droit de communication, notamment au siège des sociétés et des compagnies. Mais il s'agit là d'une ressource subsidiaire, inapplicable au surplus aux bureaux des changeurs, escompteurs, agents d'affaires, banquiers privés, qui sont affranchis de l'exercice. Quant aux agents de change, les investigations de l'Enregistrement sont limitées par la loi du 28 avril 1893 (art. 29, complété par la loi du 13 avril 1898, art. 14) aux recherches tendant à assurer la perception de la taxe sur les opérations de bourse.

Telles sont, aussi rapidement analysées que possible,

les principales dispositions de la loi du 25 février 1901. Cette loi a pour caractère principal d'avoir introduit deux réformes d'une portée capitale dans l'évolution de notre législation fiscale. Elle présente d'abord le grand avantage d'avoir remplacé presque entièrement le droit de communication, d'un exercice nécessairement délicat et quelquefois inefficace, par des obligations très strictes, imposées aux établissements de crédit, et plus généralement à toutes les personnes qui détiennent par profession la fortune d'autrui.

Mais l'innovation essentielle, qui servira de point de départ à toute une orientation nouvelle de la législation en vue de prévenir et de réprimer l'évasion fiscale, consiste dans les restrictions importantes apportées au principe de la saisine. Ce caractère restrictif est nettement reconnu aux dispositions nouvelles par MM. Ambroise Colin et Capitant. (*Cours élémentaire de droit civil français*, t. III, 1916, p. 448.)

D'après ces auteurs, les règles édictées aboutissent en définitive à refuser, au moins provisoirement, la saisine aux successibles : 1° sur les titres nominatifs, puisque le transfert des inscriptions de rente, le transfert ou la conversion des valeurs nominatives de sociétés, communes, départements et établissements publics, ne peuvent être effectués que sur présentation d'un certificat du receveur de l'Enregistrement constatant l'acquittement des droits de mutation par décès. Or, ces opérations constituent des droits normaux, qui appartenaient au défunt, et dont

l'exercice est subordonné pour les héritiers à la réalisation de la condition suspensive de l'acquittement des droits de mutation par décès; 2° sur les sommes que le décès des assurés sur la vie rend exigibles au profit des bénéficiaires, étant observé que les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant continuent, par une faveur spéciale, à jouir, les premiers, de la saisine, le second de l'envoi en possession, sans avoir à justifier du paiement des droits de mutation par décès, et que, par ailleurs, la restriction apportée à la saisine des successibles prend fin si les compagnies préfèrent retenir par devers elles les sommes nécessaires pour le paiement de l'impôt.

Il était important de signaler et de faire ressortir cette réforme hardie, dont la législation ultérieure contient au moins une autre application (loi du 30 décembre 1903, art. 3), et dont les projets les plus récents, sur lesquels nous nous arrêterons dans un instant, impliquent la généralisation, par des procédés appropriés, aux valeurs mobilières déposées ou existant dans les banques étrangères.

Il convient d'insister sur ce point que, dès 1901, le législateur n'a pas hésité, dans un intérêt purement fiscal, à paralyser dans certains cas l'effet de la saisine, c'est-à-dire la faculté pour les héritiers d'appréhender, sans aucune formalité, et dès l'ouverture de la succession, les biens qui la composent, et d'en jouir librement avec tous les attributs que comportent la propriété et la possession.

CHAPITRE III

LACUNES DE LA LOI DE 1901, ET MESURES PRISES OU PROJETÉES DEPUIS CETTE DATE POUR EMPÊCHER D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE L'ÉVASION FISCALE.

Le législateur de 1901 se proposait de mettre obstacle aux omissions de valeurs mobilières, particulièrement graves pour le Trésor, et dont une expérience déjà lointaine avait révélé la fréquence. En fait il est certain que cette loi réalise un grand progrès. On pourrait même être tenté de penser qu'elle a complètement atteint son but, si l'on s'en rapportait aux critiques et aux griefs qu'elle a suscités depuis son application : « Ni l'énormité de certaines charges, déclare M. Lescœur, ni l'amoindrissement qui en résulte pour la fortune publique, et pour la prospérité générale, ni la gêne ou la ruine qu'elles peuvent infliger aux particuliers, n'ont jamais ému le Fisc... Il perçoit à présent des droits qui, non seulement dépassent les revenus d'une année, mais vont même parfois jusqu'au sixième ou au cinquième de la valeur du capital. Il inflige des amendes invraisemblables. Il frappe l'épargne et la pré-

voyance, les assurances sur la vie et contre l'incendie, les dépôts faits dans les banques, comme il frappe les actes qui correspondent à un déplacement de richesse... On lui reproche de n'être pas scrupuleux sur le choix des moyens... En voilà assez pour expliquer, pensons-nous, l'impopularité de l'Enregistrement... Aujourd'hui le public considère cette administration comme la plus tracassière et la moins scrupuleuse, comme se rendant journellement coupable d'actes de priaterré. » (Ch. LESCŒUR. — *Pourquoi et comment on fraude le Fisc*, Paris 1909, p. 62 et s.).

Ces reproches, dont la virulence souligne l'exagération, étaient déjà adressés sous l'ancien régime aux collecteurs des impôts seigneuriaux de relief, rachats, lods et ventes, quint et requint, et des contributions royales du contrôle et du centième denier. A travers tous les âges, l'Enregistrement sous ses diverses formes, a toujours trouvé dans la nature des impôts dont il assure la rentrée un obstacle à se faire aimer, mais en revanche une nécessité impérieuse de se faire craindre. (Conf. WAHL. — *Droit Fiscal*. Introduction, p. 6 et 9).

Or, il faut reconnaître que, malgré le brevet de mérite fiscal que lui décerne M. Lescœur, il n'est pas arrivé, même après le vote de la loi de 1901, à mettre un terme aux omissions de valeurs mobilières dans les déclarations de succession.

Dans une intéressante étude sur *La fortune privée et les fraudes successorales* (Berger-Levrault, 1913), M. Edmond Michel, inspecteur principal du Crédit foncier, fait ressortir

tir d'une série rigoureuse de calculs documentés que, pendant la période 1905-1910, l'évasion fiscale dans les mutations à titre gratuit a porté sur un chiffre annuel de 800 millions à 1 milliard de valeurs.

Ce chiffre énorme n'a rien d'in vraisemblable si l'on tient compte des multiples combinaisons adoptées en France même pour échapper à l'impôt, notamment au moyen des comptes joints ou indivis et de l'utilisation des coffres-forts des banques, ainsi que de l'important exode des capitaux français, dont la période qui a précédé le début des hostilités nous a donné le triste spectacle. Nous ne reviendrons pas sur les dangers de cette émigration des capitaux, dont l'importance a dépassé les prévisions les plus pessimistes, et dont le plus clair résultat est de mettre au service de l'étranger le redoutable instrument de notre puissance financière, en exportant, contre la France même, le crédit français.

Qu'il nous suffise de constater que cette exode ne sera vraisemblablement pas arrêtée par la guerre, et que les capitaux continueront à passer nos frontières, par peur des violences révolutionnaires, ou simplement par peur de cet Enregistrement qu'on leur représente avec une si étrange complaisance sous les couleurs les plus noires, brandissant les foudres de l'impôt sur les successions et de l'impôt sur le revenu, atteints tous deux d'une tare indélébile, le « Virus de la progression ».

Le Fisc français ne peut songer à enrayer ce mouvement par la persuasion. Suivant une expression aussi pittoresque

qu'exacte « la France ressemble à une jeune fille parée de toutes les grâces de la personne et de l'intelligence, avec laquelle on flirte d'autant plus aisément qu'on la sait richement dotée. » (Conf. DEPUICHAULT. — *L'évasion fiscale*. Thèse, Paris 1910, p. 70.)

En face de tels prétendants, l'Enregistrement, avec toutes les laideurs dont on l'accable, ne peut tenter de se faire aimer. Il doit chercher uniquement à se faire craindre.

Ainsi s'expliquent les mesures prises ou projetées depuis 1901 pour entraver la fraude sous ses formes sans cesse renaissantes et chaque jour plus perfectionnées.

Parmi les réformes qui ont abouti au vote de dispositions législatives préventives ou répressives, nous examinerons les mesures prises à l'égard des valeurs échues à des successibles étrangers, la législation nouvelle des comptes joints, les aggravations récentes des pénalités fiscales; nous exposerons ensuite brièvement les projets de suppression des titres au porteur en faisant ressortir les mesures fiscales déjà adoptées en vue d'en restreindre le nombre, les propositions de correctionnalisation des peines fiscales et d'investigations spéciales vis-à-vis des valeurs déposées dans les coffres-forts des établissements de crédit, enfin les mesures spéciales d'ordre international.

Un chapitre spécial sera réservé à l'étude de l'important projet de restriction de la saisine des héritiers pour toutes les valeurs déposées à l'étranger.

§ 1. — MESURES PRISES A L'ÉGARD DES VALEURS ÉCHUES
A DES SUCCESSIBLES DOMICILIÉS A L'ÉTRANGER

La loi du 25 février 1901 laissait à peu près en dehors de son empire certaines opérations faites à l'étranger. En effet, pour les titres, sommes ou valeurs prévues par l'article 15, alinéa 3, ainsi que pour les sommes, rentes ou émoluments dus au conjoint survivant et aux successibles en ligne directe par les compagnies d'assurances, l'envoi d'un simple avis, qui peut être postérieur au paiement ou au transfert des valeurs héréditaires, ne donnait aucune garantie au Trésor pour la perception du droit de mutation par décès lorsque les héritiers, donataires ou légataires, étaient domiciliés à l'étranger. La Régie se trouvait alors dépourvue de tout moyen d'action contre ces redevables qui le plus souvent, ne possèdent pas de biens apparents en France. « Le Trésor ne pourrait songer, pour des raisons de convenance internationale, à demander à un tribunal étranger la reconnaissance de sa créance, ou l'*exequatur* du jugement qui aurait été obtenu en France; et, d'ailleurs dans le cas de réclamation amiable, les avertissements adressés à des redevables à l'étranger restent presque toujours sans réponse ». (Projet de budget pour 1904, présenté par M. Rouvier, ministre des finances, à la Chambre, le 16 juin 1903. Exposé des motifs; *Rev. Enreg.*, art. 3438, p. 745). C'est donc à juste titre que la loi de finances du 30 décembre 1903, article 3, est venue modi-

fier et renforcer les prescriptions de la loi de 1901. Les assujettis visés au § 3 de l'article 15 de cette dernière loi, ainsi que les compagnies d'assurances sur la vie, ne peuvent plus désormais se libérer des sommes, titres, valeurs, ou indemnités d'assurances dont ils sont dépositaires ou débiteurs, si ces biens sont compris dans une succession échue à des héritiers, donataires, ou légataires domiciliés à l'étranger, lorsqu'il ne leur est pas représenté un certificat du receveur de l'Enregistrement constatant, soit l'acquittement, soit la non exigibilité des droits de mutation par décès. Ils peuvent toutefois s'ils le préfèrent, retenir, pour la garantie du Trésor, le montant des sommes nécessaires au paiement des droits. Ils ne sauraient, d'ailleurs, alléguer contre l'Administration une erreur de fait, excusable d'après les circonstances de la cause. Ils sont tenus en effet de se renseigner très exactement sous leur responsabilité avant toute remise ou tout paiement. (Cass. Req., 1^{er} décembre 1909. D. P. 1911, 4-395. S. 1912, 4-41, Inst. 3302, § 7).

En définitive, la loi du 30 décembre 1903 développe le principe de la restriction de la saisine posé par la loi de 1901 et en fait l'application aux valeurs spécifiées dans cette loi, dépendant de successions ouvertes au profit d'ayants-droit domiciliés à l'étranger. Cette mesure restrictive de la saisine ou de l'envoi en possession est d'ailleurs générale, et atteint même les successeurs en ligne directe et le conjoint survivant.

§ II. — DISPOSITION RELATIVE AUX COMPTES JOINTS.

Les prescriptions de l'article 15, § 3, de la loi de 1904 avaient été éludées par une fraude nouvelle : la pratique des comptes-joints. On entend par là un compte ouvert par un banquier au nom de deux ou d'un plus grand nombre de personnes, dans des conditions telles que tous les titulaires du compte sont considérés comme possédant des droits sur toutes les valeurs qui en composent l'actif. Qu'il s'agisse d'espèces, de valeurs mobilières, ou de toute autre créance, chacun des titulaires a la faculté d'opérer des prélèvements ou des retraits, et, en un mot, de disposer des éléments de l'actif du compte-joint comme s'il en était l'unique titulaire. C'est, en d'autres termes, un compte indivis ou collectif avec solidarité dont les stipulations confèrent à chacun des titulaires la faculté de retirer seul et sans l'assistance de ses codéposants la totalité des sommes ou valeurs existant au crédit du compte. De la sorte, après le décès de l'un des titulaires, le compte peut fonctionner comme auparavant. Le successible co-titulaire entre en possession des valeurs sur sa simple signature, sans que rien fasse connaître le décès. C'est là une opération dangereuse : chacun des déposants se trouve ainsi à la merci d'un cotitulaire indélicat. Aussi, dans la pratique, ce procédé était-il usité surtout par des personnes unies par un rapport étroit de parenté ou d'affection. On a pu le caractériser : « Un compte spécialement ouvert pour

rendre possible la fuite de l'impôt... un instrument de fraude fiscale » (Émile GUILMARD. — *Comptes de dépôts et comptes joints en France et à l'étranger*, 1907, n^{os} 3 et 4).

En raison de cette fraude, connue ou ignorée du dépositaire, celui-ci était dispensé de notifier à l'Administration la nature et l'importance des valeurs déposées, puisque le survivant avait toute qualité pour faire fonctionner le compte en son nom personnel. Le paiement du droit de mutation par décès se trouvait donc éludé très facilement, et il en résultait pour le Trésor un préjudice qui allait croissant à mesure que ce moyen d'échapper à son action se vulgarisait dans les classes aisées de la population. Pour déjouer ces manœuvres, l'article 7 de la loi de finances du 31 mars 1903 a pris les dispositions suivantes, qui peuvent être groupées en deux séries :

1° Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les dépositaires désignés au § 3 de l'article 15 de la loi de 1901, et faisant l'objet de comptes collectifs ou indivis avec solidarité sont considérés, pour la perception des droits de mutation par décès, comme appartenant conjointement aux déposants, et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile. Ce n'est du reste qu'une présomption simple, et la loi réserve tant à l'Enregistrement qu'au redevable la faculté de faire tomber cette présomption par la preuve contraire;

2° Un système minutieux de renseignements a été institué en vue de permettre à l'Administration de suivre la vie du compte joint. Dans les trois mois de l'ouverture du

compte, le dépositaire doit faire connaître au directeur départemental de l'Enregistrement, sous peine d'une amende de 500 à 5.000 francs, l'existence de ce compte, avec les noms, prénoms et domiciles de chacun des déposants. Les receveurs des cantons de ces domiciles sont informés par leur directeur et annotent en conséquence le Répertoire général. Au décès de l'un des déposants, le receveur, qui a été mis au courant de cet événement par les notices de décès périodiquement transmises par les officiers de l'état civil, signale l'ouverture de la succession à son directeur, qui la notifie au dépositaire. Dans la quinzaine de cette notification, le dépositaire doit transmettre la liste des titres, sommes ou valeurs existant, au jour du décès, au crédit des cotitulaires du compte (Instruction 3447, § 4).

Ces moyens, s'ils n'ont pas légalement interdit les comptes-joints en France, les ont rendus inutilisables en fait comme moyen de fraude. (GUILMARD, *op. cit.*, p. 81 et s.)

M. Lescœur conseille, il est vrai, aux capitalistes désireux de retrouver dans le compte-joint un procédé facile d'évasion fiscale de cacher leur véritable domicile au moment de l'ouverture du compte, et de dépister l'Enregistrement par l'indication de domiciles fictifs, que le dépositaire n'a pas à contrôler (Ch. LESCŒUR. — *Pourquoi et comment on fraude le Fisc*, p. 117). Nous ne pensons pas que ce conseil puisse être écouté. Aucune banque sérieuse ne consentirait à se prêter à des manœuvres aussi nettement

frauduleuses. Il convient d'ailleurs de noter que, si elles se laissaient aller à cette faiblesse, elles seraient rapidement découvertes par suite de l'impossibilité où se trouveraient les receveurs consignataires d'apurer aucun des articles de surveillance ouverts à l'occasion des comptes joints les concernant.

§ III. — AGGRAVATION DES PEINES FISCALES.

La législation nouvelle sur les comptes-joints n'est pas parvenue à mettre un terme à l'évasion fiscale, que permettent d'autres moyens. Le législateur a donc pensé à renforcer les rigueurs des pénalités qui la répriment.

L'article 12 de la loi du 8 avril 1910, après avoir maintenu la peine du droit en sus qui frappe les omissions commises dans les déclarations de succession, a élevé la peine au double droit en sus chaque fois que l'omission présente le caractère d'une dissimulation frauduleuse, imputable au désir du déclarant de se soustraire à l'impôt.

D'autre part, le même article interdit toute remise ou modération du droit ou du double droit en sus encouru lorsque l'omission porte « sur des espèces ou des titres de valeurs mobilières au porteur ». Les remises de pénalités encourues en matière d'enregistrement sont devenues habituelles, même au cas de fraude probable ou caractérisée. C'est pourquoi la disposition nouvelle cherche un moyen d'intimidation dans le retrait de cette faveur au

cas où l'omission a été facilitée par la nature des biens omis consistant en numéraire ou titres au porteur.

Il est peu probable que ce système répressif donne des résultats sérieux.

Outre que les menaces excessives de pénalités fiscales manquent généralement leur but (WAHL, *Droit fiscal*, I, n° 37), il y a lieu de noter que, si la disposition nouvelle interdit dans certains cas de formuler une demande en remise des droits en sus encourus, elle n'a pas porté atteinte au droit général de grâce que l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 attribue au chef de l'État. C'est ce qui résulte, au surplus, des déclarations formulées, au cours des débats parlementaires, par le rapporteur général du budget. (*J. O.*, séance du 26 février 1910. Doc. parl., Chambre, p. 1154. Instruction, 3390, § 18.)

Le désir de parvenir quand même et malgré tout à arrêter l'évasion fiscale a fait penser à d'autres mesures plus énergiques et, notamment, à la suppression du titre au porteur :

§ IV. — PROJET DE SUPPRESSION DES TITRES AU PORTEUR ET DISPOSITIONS LÉGISLATIVES TENDANT À EN RÉDUIRE LE NOMBRE.

Le titre au porteur est évidemment néfaste, tant au point de vue du droit civil, à raison de ce qu'il permet la

mise en échec des règles sur la réserve, la capacité de recevoir, qu'au point de vue du droit fiscal. Il permet l'usage des dons manuels, qui échappent si facilement aux investigations du Trésor. Il rend aisées les dissimulations, soit que le défunt ait conservé les titres chez lui, soit qu'il les ait déposés dans une banque étrangère, du moment où l'accord règne entre les héritiers. Il est, en un mot, l'instrument favori de toutes les fraudes, tant civiles que fiscales.

Aussi a-t-on songé depuis longtemps à remédier à ces inconvénients, soit en supprimant cette forme de titres, soit en les assujettissant à des charges fiscales qui permettent de les saisir une fois pour toutes, et de compenser les évasions auxquelles ils se prêteraient par la suite.

On a pensé d'abord à supprimer les titres au porteur en imposant la forme nominative à toutes les valeurs françaises ou étrangères qui seraient introduites en France. Relativement aux valeurs étrangères, dites internationales parce qu'elles font l'objet de négociations sur les principaux marchés financiers du monde, il est évident qu'une semblable mesure impliquerait la condition préalable d'une entente avec tous les Etats qui prêtent ou qui empruntent.

C'est une innovation de ce genre que demandait, dès 1906, M. Ch. Dumont, lorsque, à la séance de la Chambre du 12 juillet 1906, il s'éleva violemment contre « les titres au porteur, susceptibles d'être convertis en possibilités de

jouissance partout, sans être connus nulle part ». Aussi, « en vue de faire payer à la fortune mobilière sa juste part des charges publiques », il demandait au Gouvernement de supprimer les titres au porteur en France, et de proposer cette suppression à la Conférence Internationale des valeurs mobilières. « Le titre nominatif obligatoire, disait-il, c'est l'impossibilité d'échapper aux taxes sur les successions. La question mise à l'ordre du jour, c'est la nécessité de nominaliser le titre au porteur, ou, plus exactement, de distinguer deux sortes de titres nominatifs : les titres nominatifs proprement dits, dont les arrérages ne peuvent être payés qu'au propriétaire lui-même et contre sa signature, et les titres nominatifs mixtes, dont les coupons peuvent être détachés de la souche nominative et payés au porteur. (Séance du 12 juillet 1906, préc. de la Chambre des députés.)

Cette proposition paraît pratiquement irréalisable. Assurément, l'idée de cette suppression a été reprise depuis que M. Dumont la préconisait, et actuellement on y songe de nouveau en vue d'atteindre un autre but : le moyen d'empêcher après la guerre les sujets des empires centraux d'acquérir une situation prépondérante dans les sociétés par actions des pays de l'Entente et de renouveler les pratiques commerciales, si dangereuses pour les nations alliées, auxquelles ils avaient pris l'habitude de se livrer bien avant la guerre, en conquérant une place prédominante dans les conseils d'administration ou dans les assemblées générales d'actionnaires, de manière à placer les

sociétés où ils entraient sous le joug de l'hégémonie allemande,

Mais, pour qu'une réforme de cette envergure puisse aboutir, il faudrait que la suppression soit décidée dans la plupart des pays, et, quels que soient les intérêts communs qui les unissent, il ne faut pas se faire illusion sur les résultats possibles d'une semblable tentative. Le titre au porteur est un instrument trop commode, trop entré dans les goûts et les mœurs des sociétés contemporaines pour qu'on puisse songer sérieusement à proclamer son abolition. Au surplus, dans les relations internationales, la substitution de la forme nominative à la forme au porteur engendrerait des inconvénients d'une autre nature ; les formalités de transferts, déjà longues et coûteuses lorsqu'elles sont effectuées sur place, deviendraient trop onéreuses et trop compliquées lorsqu'il s'agirait de les pratiquer à l'étranger. D'ailleurs, les avantages économiques de la forme au porteur ne sont pas niables ; par la facilité même de sa transmission, le titre au porteur se prête à des négociations multiples ; les conditions de succès des entreprises montées par actions sont ainsi facilitées, les trafics à la Bourse se multiplient ; les établissements sont rapidement connus du public ; la spéculation devient plus active ; les sociétés par actions peuvent de cette manière se fonder et se développer avec une intensité sans cesse croissante. Or, c'est précisément cette forme de l'activité commerciale qui est indispensable à la prospérité économique d'une nation.

Lors de la discussion de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en 1872, le rapporteur, M. Deseilligny, disait : « Si la grande majorité des titres était nominative, et si ce système de fidélité aux valeurs que l'on possède venait à se généraliser, le marché perdrait sa vie, et s'éteindrait complètement au détriment des affaires. C'est ainsi que, dans plusieurs compagnies où les titres sont presque exclusivement nominatifs, et restent dans les portefeuilles, la cote à la Bourse devient rare, c'est-à-dire qu'il n'y a plus ni vendeurs ni acheteurs. L'observateur superficiel dira peut-être : « Tant mieux, voilà une valeur bien placée ». Mais, en y réfléchissant, on fera mieux de le regretter, car, les acheteurs se déshabituant de demander cette valeur, le jour où un porteur voudra en vendre, il ne trouvera plus d'acheteur. » (Cité par M. WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, t. II, p. 376.) Ainsi la suppression de la forme au porteur n'aboutirait en définitive qu'à un ralentissement de la vie économique; elle entraverait le développement de la vie industrielle : et elle deviendrait finalement nuisible au Fisc lui-même puisque le produit de l'impôt est évidemment subordonné au nombre des transactions, c'est-à-dire au degré de richesse de la nation.

En définitive, si, comme du reste de nombreuses autres manifestations du progrès, le titre au porteur est un mal, c'est de toute évidence un mal nécessaire.

On a donc renoncé à s'engager plus avant dans la voie

de sa suppression, et l'hostilité du législateur s'est manifestée par des mesures d'un autre caractère, tendant à majorer l'impôt de transmission et à réduire au moyen de procédés fiscaux le nombre des titres au porteur.

La loi du 26 décembre 1908 a donc, d'une part, porté à 0,25 % au lieu de 0,20 % la taxe annuelle représentative du droit de transmission à laquelle les titres au porteur sont assujettis d'après leur cours moyen, et, de l'autre, elle a exempté de tout impôt la conversion des actions et obligations au porteur en actions et obligations nominatives, alors que cette conversion subissait antérieurement le droit de transmission qui frappe encore maintenant la conversion contraire : 0,75 % (art. 5 et 6 de la loi du 26 décembre 1908.)

L'exposé des motifs du projet du Gouvernement prévoyait en outre le relèvement à 6 % de l'impôt sur le revenu des titres affectant la forme au porteur, « la fréquence des mutations dont ils font l'objet sur notre marché, la facilité très grande avec laquelle ils passent de mains en mains, la modicité des frais qu'entraînent les opérations de transmission autorisant à exiger des biens de cette catégorie une contribution plus importante aux charges de l'État. » (*J. O.*, 27 mai 1908. Annexe, p. 367.)

Cette dernière proposition n'eut pas de suite, bien que M. Doumer, dans son rapport, ait fait ressortir à quel point « la proportion des titres au porteur s'est accrue en France, et tend encore à s'accroître ». (*Le Bulletin de Statistique et de Législation comparée* du Ministère des

Finances indiquait comme chiffre total des valeurs mobilières comprises dans les successions, 990 millions, dont 600 millions de titres nominatifs et 390 de titres au porteur. 1905, Enregistrement, p. 151.)

§ V. — PROJET DE CORRECTIONNALISATION DES PEINES.

Il est donc inutile de tendre des grillages pour empêcher les valeurs mobilières de sortir. Elles passeraient à travers les mailles, car il n'est pas plus possible de s'opposer à l'émigration des capitaux qu'à l'émigration des personnes. (Ch. LESCŒUR. — *Les Coffres-Forts et le Fisc*, p. 280.)

M. Ch. Dumont a, en conséquence, cherché un autre remède au mal qu'il voulait atteindre, en proposant de punir les infractions aux lois de l'Enregistrement de peines correctionnelles, conformément à la pratique admise par les autres impôts indirects. (Chambre. Séance du 4 novembre 1907. Doc. parl., S. E., p. 41. Exposé des Motifs.)

En principe, nous pensons qu'il est exagéré d'introduire des peines correctionnelles en matière fiscale, quand il s'agit uniquement du paiement d'impôts recouvrables en France, sur des biens français. L'Enregistrement obéit à d'autres idées directrices et à d'autres traditions que les autres impôts indirects, douanes ou contributions indirectes. « La loi sur l'enregistrement, dit Troplong, est, pour nous autres légistes, la plus noble, ou pour mieux dire, la seule noble de toutes les lois fiscales.

Celles-ci n'agissent que sur des objets matériels qu'elles imposent en tant que matières. La loi d'enregistrement n'est pas astreinte à ces perpétuels contrats avec la matière. Elle s'enquiert moins de la chose que du droit sur la chose. » (*Gazette des Tribunaux*, 20 juillet 1830.) Elle doit donc, d'une manière générale, frapper le capital, et non le capitaliste.

Mais quand il s'agit d'arrêter l'exode des capitaux français hors de nos frontières, l'émigration de la fortune française, les peines les plus draconiennes ne nous effraient plus. Il ne s'agit plus alors de sauvegarder simplement les intérêts du Trésor, mais bien ceux de la Nation elle-même. Ce n'est plus seulement le Fisc qui est en jeu, mais l'avenir du pays compromis dans ses sources les plus certaines de développement et de vitalité. Toutes les considérations purement juridiques ou d'ordre sentimental doivent s'incliner devant les nécessités invinciblement imposées par l'intérêt général.

Au surplus, le législateur l'a compris. Pour assurer la perception de la taxe sur le revenu à laquelle elle assujettit les valeurs étrangères non abonnées et les fonds d'État étrangers, la loi du 29 mars 1914 a édicté, par son article 38, des peines correctionnelles très sévères qui peuvent atteindre deux ans de prison et 25.000 francs d'amende.

Il est vrai que la mort arrête l'effet des sanctions pénales. Mais le jour où les héritiers ne pourront plus se soustraire à leurs obligations qu'en risquant des peines aussi impres-

sionnantes, l'évasion fiscale perdra de son intensité, les détenteurs ne tenant plus à exposer leurs ayants-droit à de telles condamnations.

En définitive, quand la fraude se manifeste dans les limites du territoire, le Fisc ne doit combattre, à nos yeux, qu'avec ses seules armes habituelles. Mais quand il s'agit de l'application d'une loi de sûreté nationale, quand l'intérêt supérieur du maintien du crédit français est en jeu, les mesures les plus rigoureuses deviennent, non seulement légitimes, mais nécessaires. (V. Exposé des Motifs du Gouvernement, déposé le 7 février 1907. *J. O.*. Doc parl. Session ord., 1907. Annexe n° 737, p. 8. Rapport de la Commission de législation fiscale, n° 1053.)

§ VI. — PROJET CONCERNANT LES COFFRES-FORTS.

L'application de peines correctionnelles élevées n'a pas encore paru suffisante à M. Ch. Dumont pour mettre un obstacle absolu à l'évasion fiscale, et il est intervenu très activement dans les projets déposés les 12 juin 1908 et 26 juin 1909 en vue d'exiger l'inventaire préalable à l'ouverture de tout coffre-fort en cas de décès du déposant (art. 8. V. LESCŒUR. — *Les Coffres-Forts*, op. cit., p. 267).

Ce projet n'est utile, pour remédier à la fraude importante que permet le dépôt de valeurs dans une des cases d'un coffre-fort de banque, que si l'on envisage le contrat intervenu dans ce cas entre le déposant et l'établissement

de crédit comme une variété du contrat de louage. Cette théorie, souvent admise, a été consacrée par plusieurs décisions judiciaires. (Paris, 1^{er} juillet 1903. D. P. 1903. 2. 272. — Paris, 12 février 1903. D. P. 1905. 2. 25.) Dans cette opinion, la saisie-arrêt entre les mains du loueur ne saurait avoir aucun effet comme ne pouvant porter sur rien, le loueur ne devant à son locataire que la jouissance qu'il lui a promise.

C'est vraisemblablement à raison de cette doctrine que l'Administration, comme nous l'avons déjà exposé, a admis dans son Instruction générale n° 3051 que l'article 15 de la loi de 1901 ne doit pas recevoir son application aux dépôts de sommes ou valeurs dans les coffres-forts des banques. Ainsi s'expliquent également les projets de M. Dumont.

Or, l'accord est loin d'exister sur la nature juridique du contrat par lequel un établissement de crédit met une case de coffre-fort à la disposition de l'un de ses clients. Des auteurs assez nombreux ont soutenu, au moins à l'étranger, que ce contrat est une variété du dépôt. (WETTSTEIN. — *Das. Kassenschräufach-Geschäft*. Berne, 1903. ARCANGELI. — *Rivista di dir com*, 1905, p. 179, et 1906, p. 360. BOLAFFIO, *id.*, 1905, p. 466.) Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 31 juillet 1890 (D. P. 1902. 2. 28. *in notâ*), a admis que c'est tout au moins un contrat innomé, tenant à la fois du louage et du dépôt. Enfin, au jugement du tribunal civil de Caen du 13 janvier 1886 (*Le Droit* du 28 mars 1886) a prononcé dans une hypothèse analogue

la validité d'une saisie-arrêt. Si l'on remarque encore qu'un arrêt de la Cour de Paris du 12 février 1903 déjà cité, sans trancher catégoriquement la question dans le même sens, a néanmoins déterminé certaines des conséquences qu'est susceptible d'entraîner une saisie-arrêt pratiquée sur les valeurs détenues dans un coffre-fort, et que par ailleurs une ordonnance rendue en référé par le président du tribunal civil de Lyon le 23 décembre 1903 (D. P. 1905. 2. 25), a décidé que le juge des référés n'est pas compétent pour décider quelle est la voie d'exécution dont peuvent faire usage les créanciers du locataire d'un coffret, il faut admettre que l'établissement de crédit auquel est signifiée une saisie-arrêt ne saurait prendre sur lui de juger de la validité de cet acte et de le considérer comme inopérant. C'est précisément ce que reconnaît un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 novembre 1906 (D. P. 1907. 1. 409), aux termes duquel ne commet aucune faute engageant sa responsabilité, l'établissement financier qui, en présence d'une saisie-arrêt formée entre ses mains sur les valeurs et sommes en dépôt appartenant à ses clients, interdit à ces derniers l'accès du coffre-fort visé dans la saisie. (Adde Paris, 10 novembre 1896. D. P. 97. 2. 349.)

Or, tout est là. Le Fisc étant, suivant la jurisprudence, créancier de la succession comme des héritiers (Cass. civ., 20 novembre 1894. S. 96. 1. 465), rien ne lui sera plus facile que de provoquer dès le décès du titulaire du coffret un inventaire régulier, et de signifier au besoin une saisie-

arrêt qu'il puise dans son titre de créancier le droit d'opérer. (C. Proc. civ., art. 557.)

Tout au plus pourrait-on souhaiter qu'un texte législatif formel reconnaisse au Trésor le caractère de créancier héréditaire et de créancier personnel des héritiers que lui accordent la jurisprudence et la doctrine. (Cass., 2 juin 1869. S. 69. 1. 326. Requ., 19 novembre 1888. S. 90. 1. 277. Requ. 31 janvier 1893. S. 93. 1. 438. Naquet, *Enreg.*, II, n° 795.)

Nous n'insisterons pas sur cette question aussi délicate qu'importante, et qui nécessiterait des développements trop étendus, en marge de notre étude. Mais nous signalerons à l'appui de notre opinion un intéressant jugement du tribunal civil de Milan du 22 juillet 1865 (D. P. 1906. 2. 65), qui fait ressortir que le service des coffres-forts n'est pas autre chose que le service de banque des dépôts fermés. Le contrat de coffre-fort serait donc, non pas une variété du louage, mais un « dépôt fermé ». Nous noterons au surplus qu'en Italie, l'article 111 de la loi sur l'enregistrement édicte que les détenteurs *à n'importe quel titre* (même dans des cases fermées de coffres), de deniers, valeurs et objets dépendant de successions ouvertes, ne peuvent les remettre aux ayants-droit sans en avoir informé le bureau de l'enregistrement compétent.

Il serait à désirer, semble-t-il, que l'article 15 de notre loi de 1901 soit complété dans le même sens.

§ VII. — MESURES D'ORDRE INTERNATIONAL.

Il reste à examiner certaines mesures d'ordre international destinées également à arrêter le flot de l'évasion fiscale, et qui ont eu pour bases, les premières, l'utilisation des archives des consulats combinée avec le droit général de communication reconnu à l'Enregistrement, les secondes l'adoption de règles scellées par des accords internationaux.

A) *Utilisation des archives consulaires.*

Il a paru que, pour la répression des fraudes en matière de valeurs successorales déposées à l'étranger, l'Administration de l'Enregistrement pourrait puiser des renseignements très précieux au bureau de Légalisation des Affaires étrangères. La plupart des établissements de crédit, notamment en Belgique, exigent en effet, pour remettre aux héritiers les titres ou sommes qui leur ont été confiés par une personne décédée, la production de pièces dont la signature doit être légalisée par un fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères.

D'autre part, les Consuls, aux termes de l'Instruction du 8 octobre 1886, doivent faire parvenir au même ministère toutes les informations qu'ils recueillent relativement aux successions des Français morts à l'étranger, et joindre autant que possible à ces renseignements : 1° l'indication du lieu de naissance et du dernier domicile du *de cujus* ;

2° une copie du testament ; 3° une copie de l'inventaire, ou à défaut, un état approximatif de l'actif et du passif de la succession. Les consuls recueillent également des renseignements aussi complets que possible sur les successions des Français décédés en France, mais laissant des valeurs mobilières à l'étranger, que leur intervention ait lieu d'office (convention franco-russe du 1^{er} avril 1874 art. 12), ou qu'elle se produise officieusement sur la demande des intéressés résidant en France.

L'Enregistrement a certainement le droit d'utiliser tous ces renseignements. Comme nous l'avons indiqué, le législateur a autorisé cette administration à demander la communication de tous les registres, titres et documents de comptabilité des assujettis, et à exercer son droit d'investigation dans le but d'assurer le recouvrement de tous les impôts dont la perception lui est confiée. (Lois des 23 août 1871, art. 22 ; 24 juin 1875, art. 7 ; et 26 juillet 1893, art. 21). Aucun texte législatif, n'a, il est vrai, soumis expressément au droit de communication les divers services publics, bien que la plupart d'entre eux possèdent des renseignements utiles et parfois indispensables pour l'application des lois sur l'enregistrement et le timbre. Mais on ne saurait en induire que le service de l'Enregistrement ne peut obtenir la communication de ces renseignements, et les utiliser au profit du Trésor. Le législateur, qui autorise l'Etat à pénétrer au sein d'entreprises purement privées pour y compulser tous les documents de leur comptabilité intérieure, et en tirer les indications néces-

saires à l'exacte application des lois d'impôt, ne lui a évidemment pas interdit de faire le même usage des renseignements recueillis par ses divers agents, et réunis dans ses propres bureaux. Si la faculté de puiser à cette source d'informations n'a pas été formellement inscrite dans la loi, c'est qu'elle découlait tout naturellement de ce principe de notre droit public que l'Administration est une, malgré la diversité de ses services, et que chacun de ceux-ci doit concourir, dans la mesure de ses moyens, à l'exécution des lois du pays et principalement de celles qui ont pour but d'assurer la rentrée régulière de l'impôt et la répression de la fraude. « L'Administration dit M. Ducrocq, est *l'ensemble* des services publics destinés à concourir à l'exécution des lois d'intérêt général et des actes du Gouvernement. (*Cours de droit administratif*, 6^e édit., page 34. V. aussi DALLOZ. J. G. v^o organisation administrative n^o 103). On ne concevrait pas que le Ministère des Finances, que l'on s'accorde à considérer comme le défenseur né des actions et des droits contestés du Trésor (DALLOZ. J. G. v^o Trésor public n^o 771) ne put, lorsqu'il le juge nécessaire aux intérêts dont il a la garde, faire appel à toutes les administrations publiques, et qu'il n'eût pas notamment le droit, pour assurer l'exacte perception d'un impôt déterminé, de recourir aux moyens d'information et de contrôle dont dispose l'un quelconque des services de l'Etat. Le droit pour le Trésor de puiser dans toutes les administrations indistinctement les éléments de preuve et les renseignements nécessaires à la

défense de ses intérêts est donc rationnel et incontestable.

Aussi le ministre des affaires étrangères a-t-il livré dès 1907 l'accès du bureau des légalisations à un employé supérieur de l'Enregistrement qui, depuis lors, y assure son service spécial de surveillance fiscale. La même décision a prescrit également de laisser l'administration de l'Enregistrement prendre communication des documents consulaires transmis aux Parquets par le Ministère des Affaires étrangères en vue de la recherche des héritiers.

B. Accords internationaux.

En outre, le Gouvernement s'est préoccupé de porter remède dans la mesure du possible aux omissions fiscales au moyen d'accords internationaux. (WHAL. — *Revue de ch. intern. privé* 1908, p.^e 59.)

Un précédent remarquable, dans cette voie, consiste dans le traité franco-belge du 12 août 1843. Cette convention a pour but d'établir des communications régulières et officielles entre les préposés de l'Enregistrement et des Domaines de France et de Belgique, dans l'intérêt de leurs services respectifs (Instruction du 26 août 1844 n^o 1716). L'article 1^{er} constate cette commune intention des deux gouvernements : les communications portent sur tous actes, documents et renseignements, qui peuvent servir, soit à la perception et au recouvrement des droits d'enregistrement, soit à la conservation et à la défense des inté-

rêts domaniaux des deux pays. L'article 2 de la convention contient la nomenclature des actes et documents dont les receveurs français et belges doivent réciproquement se faire le renvoi par extraits. Il convient de remarquer que la nomenclature des actes et documents sujets à renvoi est simplement énonciative et non limitative; le renvoi doit être fait dans tous les cas prévus et non prévus où une communication est jugée utile.

Il n'y a guère que la Belgique qui retire des avantages de cette convention, puisque les fonctionnaires de l'Enregistrement n'ont pas chez elle le droit de communication et que, par ailleurs, sa législation fiscale frappe de l'impôt de mutation par décès l'universalité active de la succession, quel que soit le lieu de la situation des biens, même immobiliers, ou de l'exigibilité des créances.

A la fin de l'année 1906, sous la pression des nécessités du moment, une mission a été chargée de rechercher dans quelle mesure les départements des Finances de Belgique et de Suisse seraient disposés à entrer dans les vues du Gouvernement français au sujet de la répression des fraudes qui se commettent en matière de valeurs mobilières, et de préciser, le cas échéant, les bases d'accords particuliers susceptibles de préparer une entente à cet égard.

Le Gouvernement belge n'a fait d'abord aucune difficulté pour reconnaître la légitimité des préoccupations auxquelles obéissait le gouvernement français. Il a été frappé de l'inégalité de traitement qu'accentuent, au point

de vue de la justice sociale, les dépôts de capitaux français dans les banques belges. Mais M. de Naeyer, ministre des finances, a tout aussitôt ajouté qu'il était impossible au Gouvernement belge, pour des raisons de politique intérieure, d'obtenir le vote de dispositions législatives analogues à celles qui donnent en France le droit de communication aux employés de l'Enregistrement, et autorisant notamment à procéder à des investigations dans les établissements de crédit.

En Suisse, M. Robert Comtesse répondit à la mission française qu'un accord était trop difficile à obtenir, à raison de l'article 3 de la Convention fédérale, qui reconnaît la souveraineté de chaque canton en matière d'impôts.

A la fin de 1907, nouvelles tentatives auprès de la Belgique; mais M. de Libaërt renouvela à M. d'Ormesson les déclarations de *non possumus* faites un an plus tôt à M. Jobit par M. de Naeyer. Les pourparlers engagés en vue de faire compléter la convention de 1843 et de rendre obligatoire le renvoi de nombreux actes susceptibles de mettre sur la trace de droits dus sur des valeurs mobilières n'ont pas davantage abouti. Même échec d'un projet de conclusion d'un accord analogue à celui qui a été pris avec la Russie le 1^{er} avril 1874 (Loi du 17 juin 1874) pour le règlement des successions des nationaux décédés hors de leur pays d'origine, soit en France, soit en Russie, ou y ayant laissé des biens. Il convient de remarquer que, d'après la Cour de Paris (6 janvier 1898, *Journal de dr. international privé* 98, p. 1108), l'accord franco-russe de

1874 règle les dispositions à prendre en cas de décès d'un Français en Russie et d'un Russe en France, sans distinguer si le défunt laisse ou non des héritiers de sa nationalité. De l'article 5, il lui paraît résulter que les attributions spéciales reconnues à cet égard à l'autorité consulaire des deux Etats contractants lui ont été conférées aussi bien dans l'intérêt des créanciers du défunt que dans celui des héritiers, qui ont, les uns et les autres, huit mois pour se faire connaître (Conf. WEISS. — *Droit international privé*, IV, p. 585.) On voit, étant donné que l'Enregistrement est créancier dès le décès tant de la succession que des héritiers, l'intérêt qu'aurait présenté l'accord habilitant en Belgique les consuls français à retirer pour le compte des intéressés les valeurs en dépôt dans les banques belges et à arriver parfois à connaître l'existence et la nature de ces valeurs, facilitant ainsi l'application de l'impôt auquel elles échappent en règle générale actuellement. Mais ces pourparlers n'ont pas été suivis d'effet.

Le seul succès qui ait couronné les efforts du Gouvernement français dans cette voie a été l'arrangement conclu avec l'Angleterre le 15 novembre 1907 en vue d'« empêcher autant que possible la fraude dans les cas de droits de succession. » Par cet accord, le Gouvernement britannique s'engage à fournir au nôtre, pour toutes personnes décédées dont le domicile est en France, un extrait de l'*affidavit* contenant les nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance du *de cujus*, les renseignements touchant sa succession et la consistance de l'hérédité en valeurs

mobilières, exception faite pour le cas où le total de ces valeurs serait inférieur à 100 livres sterling. L'obligation est la même pour le Gouvernement français en ce qui concerne les successions d'importance égale. (*J. O.* du 14 décembre 1907. Art. de M. Jobit dans *CLUNET* 1908, p. 743 et s. Instruction 3233.) Les mesures adoptées fonctionnent très régulièrement, les formalités judiciaires imposées en Angleterre à l'ouverture des successions fournissant des renseignements aussi précis et complets que ceux qu'obtient le Fisc français par les divers procédés prévus par l'article 15 de la loi de 1904. Les résultats de la convention se sont donc fait heureusement sentir dès 1908, et continuent à donner toute satisfaction. Aucune difficulté n'a jamais été signalée dans la transmission des documents, à laquelle les Administrations des deux pays mettent un point d'honneur de donner tout le soin désirable.

Mais il est certain que ce n'est pas en Angleterre que se trouvait le véritable abri des capitaux émigrés : c'était en Belgique, et surtout en Suisse. Aussi le Gouvernement, décidé à tarir par tous les moyens possibles et dans sa source même, cette insaisissable émigration des capitaux français, s'est-il résolu à demander à cet effet une modification des règles de notre législation successorale, en ce qui concerne la prise de possession par les héritiers ou légataires des valeurs héréditaires déposées ou existant à l'étranger.

CHAPITRE IV

PROPOSITIONS DE RESTRICTION DE LA SAISINE POUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN DÉPÔT A L'ÉTRANGER

Les considérations qui précèdent démontrent que la principale fraude, consistant à abriter le capital imposable dans les banques étrangères, n'a pu jusqu'à ce jour être sérieusement arrêtée. L'engouement de plus en plus accentué pour l'étude des langues étrangères et les lointains voyages à l'étranger, la similitude de langue pour la Belgique et la Suisse, ont puissamment aidé par l'attrait de la mode aux suggestions de l'intérêt.

Or, cette exode des capitaux de France présente les plus graves inconvénients, les plus réels dangers, non seulement pour le Trésor, mais encore pour les déposants eux mêmes et pour leurs familles, et surtout pour l'intérêt général du pays et l'intérêt des banques françaises en particulier. M. Caillaux disait déjà, dans un article du *Journal* du 19 juin 1906 : « Le capitaliste a souvent recours au système du dépôt dans une banque étrangère, dans un de ces petits pays qui sont la terre bénie des gens de Bourse,

dans un de ces pays où les sociétés de crédit sont à l'abri de tout contrôle. Ceux qui entreprennent ces opérations s'exposent à de graves dangers et courent de gros risques. Il arrivera certainement un jour ou l'autre, où certains d'entre eux chercheront vainement leurs titres dans la caisse vide d'une société dont les affaires auront mal tourné. » Tout contrôle sérieux du déposant français est en effet impossible, et il peut de très bonne foi s'adresser à un établissement dont le nom d'allure semi-officielle cache une banque sans garantie. Les conflits qui peuvent survenir sont en outre tranchés par la légation locale ; le déposant français est alors à la merci des autorités du pays s'appuyant sur une législation qu'il ignorera le plus fréquemment.

Pour les familles, les dépôts à l'étranger équivalent à la radiation pure et simple de tous les articles de notre Code civil qui consacrent les règles tutélaires de la réserve héréditaire des descendants et des ascendants, de la capacité requise pour consentir ou recevoir une donation, de la limitation des droits des enfants adultérins ou incestueux, de la conservation du patrimoine des enfants du premier lit assurée par l'article 1098 du Code civil substitué à l'édit des secondes noces, et plusieurs autres dispositions dont le but et le résultat sont de conserver à la société son fondement naturel et nécessaire : le mariage. Les familles ne jouiront pas toujours, d'ailleurs, de l'immunité fiscale que recherchait leur auteur : si les choses sont faites régulièrement, il sera indispensable de mentionner les titres déposés à l'étranger dans l'inventaire, dans le partage. Et si l'on

se dispense de recourir à ces actes, de quels abus peuvent être victimes les mineurs ou les orphelins ! D'autre part, plusieurs Etats frappent de l'impôt successoral tous les biens, même mobiliers, situés matériellement sur leur territoire au moment du décès de leur propriétaire, alors que, d'après la loi française, les valeurs mobilières étrangères, de quelque nature qu'elles soient, dépendant des successions régies par la loi française, sont soumises aux droits de mutation par décès (Lois des 18 mai 1850, art. 7, 23 août 1871, art. 3 et 4). Il en résultera souvent une double imposition, par le Fisc français et par celui du pays du dépôt. Le fait s'est produit notamment pour les valeurs mobilières dépendant de la succession de M. Grévy, et déposées en Angleterre (*Figaro* du 24 novembre 1894).

Nous n'insisterons pas, enfin, sur l'importance capitale qui s'attache au point de vue de l'intérêt général de la France, et de l'intérêt spécial des banques françaises, à ce que les capitaux français ne s'exilent pas volontairement. De l'abondance des capitaux disponibles dans les caisses de nos banques dépendent l'essor et le développement de notre commerce et de notre industrie. Nous ne critiquons pas, d'ailleurs, la mise en portefeuille de valeurs des gouvernements ou des sociétés étrangers : il est toujours utile pour la France de rester le banquier de l'Univers. Mais il serait désastreux qu'elle renonce à être son propre banquier, et qu'elle permette aux banques des pays voisins de profiter des disponibilités de nos comptes-courants d'arrérages, et de diriger nos placements vers les titres

des établissements étrangers concurrents des nôtres.

Quant aux catastrophes tant redoutées en France par les capitalistes, ne peuvent-elles pas se produire partout? Nous laissons la réponse aux déposants des banques de l'héroïque et malheureuse Belgique.

Il est donc nécessaire à tous les points de vue, civil, national, économique, fiscal, de ramener les possesseurs français de valeurs mobilières (étrangères ou françaises) au sentiment du devoir patriotique qui leur incombe de ne pas faire émigrer leurs capitaux.

Le moyen proposé consiste à modifier les règles du droit civil de façon à contraindre l'héritier, légataire, ou donataire à cause de mort, de valeurs mobilières existant à l'étranger, à se soumettre au paiement de l'impôt de mutation par décès. Si l'on suppose ce projet efficace, l'évasion fiscale se trouvera *ipso facto* enrayée, en sorte que la mesure d'ordre fiscal adoptée grâce à un procédé de droit civil, se trouvera réagir à son tour sur le droit civil, et servira à la sauvegarde des intérêts économiques du pays.

Une telle pénétration du droit civil et du droit fiscal n'est pas, du reste, une nouveauté dans l'histoire de nos institutions : elle a été plus fréquente qu'on ne se l'imagine généralement. Plus d'une fois, les règles du droit civil ont été modifiées pour assurer la perception des droits de contrôle. L'authenticité a été exigée d'une manière générale par la royauté pour les contrats de mariage en vue d'en assurer le contrôle, à une époque où

les actes notariés étaient seuls soumis à cette formalité (Déclaration du 29 mars 1696 sur le droit de contrôle, art. 8). C'est également pour assurer la perception de ce droit qu'a été instituée la règle d'après laquelle les actes sous seings privés sont dépourvus de date certaine avant l'enregistrement (art. 1328 C. c. Déclarations des 29 mars 1696, art. 5, et 14 juillet 1699, art. 5). Tout récemment, c'est dans un intérêt fiscal que les articles 6 et 7 de la loi du 27 février 1912 ont édicté la nullité absolue des contre-lettres en matière de ventes d'immeubles ou de cessions d'offices, de fonds de commerce ou de clientèle, alors que l'article 1351 du Code civil les considérait comme valables, tout au moins entre les parties contractantes.

L'influence du droit fiscal sur le droit civil n'a pas été moins grande. Les feudistes n'ont imaginé l'effet déclaratif du partage consacré par l'article 883 de notre Code civil que pour dispenser cet acte des droits féodaux (DUMOULIN. — *Coutume de Paris*, § 33, n^{os} 69 et s.). De même, l'effet déclaratif de la transaction a été imaginé pour exempter ce contrat des droits de lods et ventes (BONVOT. — *Arrêts*, v^o Lods, n^o 2). Enfin, suivant une opinion généralement soutenue et sur laquelle nous reviendrons, la conception de la saisine héréditaire de notre article 724 du Code civil a eu pour but de soustraire les héritiers, notamment les héritiers en ligne directe, aux droits de relief exigés des détenteurs d'un fief. Il est très curieux, ainsi que le constate M. WAHL (*Droit fiscal*, introduction, p. 16) de remarquer que si ces trois fictions léguées par la féodalité ont

survécu dans le droit civil moderne (au moins jusqu'en 1901 pour la saisine), aucune d'elles n'est au contraire restée intacte dans le droit fiscal; le droit de mutation est dû sur les soultes de partages et de licitations; la transaction n'y échappe pas davantage; enfin tous les héritiers, même en ligne directe, sont assujettis aux droits de mutation par décès.

Ces développements historiques légitiment l'idée première des projets dont nous entamons l'examen : arrêter l'évasion fiscale par une loi d'ordre civil, tous les autres moyens employés ou projetés étant inefficaces.

Au surplus, en prévoyant la restriction de la saisine héréditaire pour les valeurs mobilières émigrées, les mesures envisagées ne constituent nullement une innovation, et se tiennent au contraire dans la ligne d'une institution étendue au droit fiscal par les articles 15 de la loi du 25 février 1901 et 3 de la loi du 30 décembre 1903, déjà commentés. Il n'est donc besoin d'aucune justification de principe pour demander la mise en vigueur du seul remède efficace contre l'exode des capitaux : la subordination de l'exercice de la saisine héréditaire sur toutes les valeurs mobilières déposées à l'étranger à la condition de l'accomplissement de certaines formalités destinées à assurer l'acquiescement du droit de mutation par décès.

§ I. — HISTORIQUE DES PROJETS

Le premier en date des projets qui nous occupent fut

déposé le 12 mars 1908 sur le bureau de la Chambre des députés par M. Caillaux, ministre des finances. Il avait été élaboré par une Commission extra-parlementaire placée sous la présidence de M. Lyon-Caen, doyen de la Faculté de Droit de Paris (*J. O. Doc. parl. Chambre S. O. 1908 annexe 1571*, p. 382. *Rev. Enreg.* 4575, p. 431). Ce projet constate que si, à la mort du déposant, les sociétés étrangères ne remettent aux ayants-droit les titres déposés dans leurs caisses que sur la production d'un acte de notoriété ou d'un intitulé d'inventaire enregistré en France, la lecture de ce document ne fournit au Fisc aucun renseignement sur la consistance de la succession. Il croit possible d'arriver à ce résultat en subordonnant à l'accomplissement de certaines formalités l'octroi de la saisine héréditaire pour les héritiers légitimes ou naturels (art. 724 C. c.), et pour le légataire universel non en concours avec un héritier réservataire (art. 1006 C. c.). L'exposé des motifs résume ainsi cette idée fondamentale : « Le résultat cherché, a estimé la Commission, pourrait être obtenu si l'on subordonnait la délivrance des valeurs mobilières existant à l'étranger à des formalités accomplies en France et permettant à l'Administration d'obtenir les indications nécessaires. Il apparaît que ce but pourrait être atteint par une restriction de la saisine. Celle-ci, en effet, est un privilège de possession accordé par la loi à certains successibles en raison de leur qualité; elle n'a rapport qu'à la possession et non à la propriété de la personne intéressée. Il n'y aurait dès lors aucun inconvénient à restreindre ce privilège pour

les biens à l'étranger, puisqu'on ne porterait pas atteinte aux droits de propriété de l'héritier, qui demeurerait intacts, le seul privilège de possession étant restreint. »

Peut-être est-ce à tort que l'exposé des motifs qualifie la possession de privilège, alors qu'elle constitue un droit. Voici, en tout cas, l'économie du projet : d'après l'article 1^{er}, les héritiers et autres successibles « ne peuvent justifier de leurs qualités et se faire remettre les valeurs déposées à l'étranger par tous tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs, qu'à la condition d'avoir préalablement obtenu un envoi en possession spécial de ces valeurs, prononcé sur requête par le président du tribunal civil dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. » Cette ordonnance contient l'énumération des valeurs visées : elle doit être soumise à la formalité de l'enregistrement gratis, et elle donne ainsi connaissance à l'Administration des titres héréditaires déposés à l'étranger. L'article 2 punit d'une amende égale au quart des valeurs dissimulées les héritiers qui auront omis de déclarer les valeurs successorales existant à l'étranger, et qui en auront pris possession sans observer les formalités de l'article 1^{er}. En outre, pour avertir les établissements étrangers que seuls les successeurs ayant demandé l'envoi en possession ont qualité pour se faire remettre les titres, l'article 3 dispose que, dans les inventaires et les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants-droit à une succession, mention devra être faite, à peine d'une amende de 125 francs contre l'officier public ou ministériel rédacteur, de l'obli-

gation de l'obtention de l'envoi en possession spécial préalablement à la remise des créances ou valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger. Les auteurs du projet espéraient que, de cette manière, les banques étrangères refuseraient de se dessaisir des titres au profit des ayants-droit non envoyés en possession.

Ce projet, il faut le reconnaître, fut mal accueilli. On lui reprocha de modifier trop gravement, dans un intérêt fiscal, les règles du droit civil, de porter atteinte à la propriété individuelle en privant l'héritier du droit d'exercer librement les droits et actions du défunt, de ressusciter des conceptions abandonnées depuis des siècles et qui, au temps de la féodalité, limitaient dans l'intérêt du suzerain les transmissions par décès de la propriété. On ajoutait qu'une pareille tendance était en contradiction manifeste avec les derniers progrès accomplis par la législation civile : la loi du 25 mars 1896 a accordé la saisine même aux héritiers naturels, et il est impossible de prétendre limiter dans un pur intérêt fiscal l'exercice d'une faculté si favorable aux héritiers. On ajoutait que les injonctions de la nouvelle loi ne seraient pas obéies par les établissements étrangers. « On peut se demander, écrivait M. Leroy-Beaulieu, quelle est la portée de la disposition : elle paraît tout d'abord excentrique et inadmissible ; en effet, les détenteurs à l'étranger de valeurs mobilières qui leur ont été données en dépôt par des Français, ne relèvent pas de la législation française et ne dépendent pas des tribunaux français. Par conséquent, les conditions auxquelles la

législation française subordonne la remise licite de ces valeurs à leurs propriétaires ne peuvent aucunement leur être opposables » (*Économiste français* du 28 mars 1908, p. 442). Enfin, ajoutait-on, il serait vain de la part d'une loi française d'imposer aux héritiers l'obligation de demander un envoi en possession spécial à une juridiction française pour leur permettre la remise des titres déposés à l'étranger. C'est en effet à la loi territoriale de la situation des biens qu'il faut se référer pour résoudre la question de savoir si l'héritier est de plein droit propriétaire et possesseur des biens héréditaires, même mobiliers, pour rechercher en d'autres termes s'il jouit de la saisine. Dès lors, on concluait que les principes du droit international mettant obstacle à l'efficacité des mesures proposées, les tribunaux étrangers refuseraient de rendre responsable un établissement financier de leur pays, dépositaire de valeurs dépendant d'une succession française, pour avoir négligé d'exiger l'ordonnance spéciale d'envoi en possession.

Ces critiques, dont M. Binet, professeur à la Faculté de Droit de Nancy, se fit l'écho autorisé dans une étude fortement documentée parue en juillet 1908 sous le n° 4575 de la *Revue de l'Enregistrement*, portaient toutes de l'axiome supposé démontré que, la saisine instituée par l'article 724 de notre Code civil réglant une question de possession, il n'était pas possible de faire intervenir les règles du droit civil français pour des dépôts de titres à l'étranger, pour le motif que la possession est dans tous les cas régie par la *lex rei sitæ*, qu'elle se présente comme

la manifestation et l'exercice du droit de propriété, ou qu'elle soit envisagée comme un simple fait distinct du droit de propriété lui-même. (DESPAGNET et DE BECK, n° 404.)

Or, si cette opinion rencontre beaucoup d'adhérents (ANTOINE. — *De la succ. lég. et test. en droit int. privé*, n° 81 ; PASQUALE-FIORE. — *Droit intern. privé*, n° 404 ; J. CHAMP-COMMUNAL. — *De la succ. en droit int. privé*, Paris, 92, pp. 381 et s. ; LAURENT. — *Le droit civ. intern.*, t. VI, n° 356), elle est loin d'être universellement admise. De hautes autorités enseignent que les effets de la vocation héréditaire, notamment au point de vue de la saisine, sont régis par la loi du défunt, même relativement aux biens qui sont situés hors du pays auquel il a appartenu. (WEISS. — *Manuel de dr. int. privé*, 7^e éd., p. 588 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité de droit civil : Des successions*, t. I, n° 194 ; Florence, Cass. 17 novembre 1874 ; Legge, t. XV, 1875, 1-3 ; *Anal. journ. de dr. int.*, 1875, p. 46.)

En outre, depuis quelque temps, un système intermédiaire tend à se faire jour. M. Alb. Rolin, dans le but de concilier les deux opinions extrêmes en présence, propose une distinction : « Si le principe de la saisine est inconnu dans le pays de la situation des biens, si des formalités sont nécessaires pour entrer en possession, la loi de la situation des biens devra être respectée ; mais si la saisine y est admise, la question de savoir quels sont les successeurs légaux qui peuvent s'en prévaloir dépend, semble-

t-il, de la loi qui régit la succession. » (ROLIN. — *Principes de dr. int.*, t. II, n° 735). M. Lainé estime que c'est dans cette distinction de M. Rolin que se trouve la vérité. (*Journ. de dr. intern.*, 1906, pp. 297 à 299 et 301.) Or, avec cette doctrine, comme avec celle qui voit dans l'application des règles de la saisine une question relative à la succession et non à la simple possession des biens successoraux, l'efficacité des dispositions proposées ne peut faire aucun doute, dans les pays tout au moins qui admettent la saisine. Dans cette hypothèse, en effet, la loi française régissant la succession peut subordonner l'octroi de la saisine à des conditions déterminées. Tel est précisément le cas pour la terre promise des capitaux émigrés, la Suisse, dont l'article 560 du Code civil du 10 décembre 1907 reproduit les dispositions essentielles de notre article 724.

Si par ailleurs on adopte la théorie qui fait dépendre la saisine de la *lex rei sitæ*, il y a contradiction évidente à soutenir, d'une part que les effets de la saisine française ne dépassent pas les limites du sol français, et que, d'autre part, il ne peut être question de restreindre cette saisine pour les valeurs déposées à l'étranger, à raison du refus probable par les tribunaux des pays dépositaires d'admettre cette restriction.

Malgré cette antinomie flagrante, le projet du Gouvernement fut renvoyé à la Commission de Législation fiscale, qui le remania entièrement dans un sens considéré comme plus juridique. De là un nouveau projet, dont le rapport, rédigé au nom de cette Commission par M. Ch. Dumont,

fut déposé le 18 novembre 1908. (*J. O.*, Chambre. Sess. ext. de 1908, n° 2115 ; 1909, annexe, n° 2570 ; *Rev. Enreg.*, 1909, art. 4835, p. 545.) Pour échapper aux critiques basées sur la territorialité des règles sur la saisine, ce projet ne se contente plus de restreindre cette institution : il vise la vocation héréditaire dont il prive l'héritier premier appelé si, dans un délai de deux ans, il n'a fait aucune démarche pour demander l'envoi en possession des valeurs existant à l'étranger, ces valeurs étant dans ce cas offertes aux autres successibles. D'après le texte nouveau (art. 1^{er} du projet modifié : art. 27 du projet de budget de 1910), dans tous les cas où une succession régie par la loi française comprend des valeurs déposées à l'étranger, non seulement les ayants-droit ne peuvent en prendre possession qu'à la condition d'avoir demandé un envoi en possession spécial, mais encore ils perdent toute vocation héréditaire et tout droit aux donations et aux legs portant sur ces valeurs, s'ils n'ont pas obtenu l'envoi en possession dans les délais fixés par l'article 5, ainsi conçu : « Si l'héritier ou le donataire appelé à recueillir des biens déposés ou existant à l'étranger ne remplit pas dans les deux ans de l'ouverture de la succession les formalités requises par l'article 1^{er}, tout successible pourra, aussitôt l'expiration de ces délais, le mettre en demeure d'accomplir ces formalités. Cette mise en demeure, qui sera faite par acte d'huissier, contiendra l'énumération des valeurs pour lesquelles l'envoi en possession devra être demandé. A compter de la date de cette mise en demeure,

les héritiers, donataires ou légataires auront un délai, savoir : les premiers appelés de six mois ; les appelés en seconde ligne de neuf mois, les appelés en troisième de douze mois, et ainsi de suite à raison d'une augmentation de délai de trois mois par degré, pour remplir les formalités prévues par l'article précité. Faute par eux d'avoir accompli ces formalités dans lesdits délais, l'envoi en possession sera prononcé au profit du requérant, qui sera censé avoir succédé seul et immédiatement au défunt pour tous les biens et valeurs spécifiés dans l'exploit de mise en demeure. Dans le cas où l'héritier premier appelé ou le légataire aura satisfait aux vœux de la loi à la suite de la mise en demeure, l'héritier du degré subséquent qui aura fait signifier cet exploit aura droit au remboursement de ses frais et loyaux coûts et aux fruits des biens réclamés depuis le décès de l'auteur de la succession jusqu'à la mise en demeure. » L'héritier ne serait, en somme, d'après ce projet, qu'un héritier sans condition résolutoire pour toutes les valeurs émigrées. Il aurait qualité d'héritier dès le décès en ce qui concerne ces valeurs, mais seulement à titre provisoire. Si dans le délai déterminé de deux ans, il n'avait pas demandé l'envoi en possession spécial, il se trouverait dépouillé rétroactivement de son droit à ces valeurs au profit de l'héritier subséquent, en exécution de l'ordonnance intervenue à la requête de ce dernier. Comme conséquence, la remise des valeurs par le détenteur ou dépositaire étranger, à une personne qui ne se serait pas fait envoyer en possession ouvrirait une

action en responsabilité au profit de tout intéressé, y compris l'Enregistrement français, en raison du préjudice résultant pour lui du défaut de paiement des droits de mutation par décès.

Ces dispositions ne furent pas admises dans le texte devenu la loi du 8 avril 1910. On pensa qu'un examen plus approfondi était encore nécessaire, et le projet de réforme fut de nouveau soumis à une Commission de jurisconsultes réunis par M. Caillaux sous la présidence de M. Tanon, président de chambre à la Cour de cassation (Cf. l'arrêté instituant la Commission dans le *J. O.* du 5 juillet 1909, art. 1^{er}). Le résultat de cette nouvelle étude fut le suivant :

1^o La Commission estima qu'il y avait lieu, non seulement de restreindre la saisine, mais même de suspendre la vocation de l'héritier relativement aux valeurs déposées à l'étranger ; de toucher, par conséquent, non seulement aux règles du statut réel applicables à l'héritier, mais plus profondément aux lois qui constituent son statut personnel ;

2^o Elle décida qu'au lieu de considérer l'envoi en possession spécial comme une condition résolutoire de la qualité d'héritier, il était préférable d'en faire une condition suspensive, motif pris de ce que la condition résolutoire n'empêche pas le droit de l'héritier de se former et de pouvoir être exercé jusqu'à l'arrivée de la condition, comme si celle-ci n'existait pas, tandis qu'au contraire le droit affecté d'une condition suspensive n'a pas encore d'existence, cette condition s'opposant à sa naissance

même. Le successible sous condition suspensive n'est, en somme, tant que la condition est encore pendante, investi de l'exercice d'aucun de ses droits de propriétaire ou de créancier. En résumé, d'après les remaniements apportés par la Commission au projet du Gouvernement, la situation de l'héritier par rapport aux valeurs mobilières situées à l'étranger était très nette : la saisine était suspendue à son détriment sur ces valeurs ; bien plus, sa vocation héréditaire était paralysée, puisqu'il ne pouvait invoquer un droit successoral sur ces valeurs qu'à la condition de s'être mis en règle avec le Fisc français. La Commission justifiait ces graves dérogations aux principes de notre droit par l'importance des valeurs mobilières qui échappent annuellement aux droits de mutation par décès, et elle estimait que les dispositions projetées permettraient à l'Enregistrement de recouvrer une partie appréciable de l'impôt soustrait à l'État (Cf. *Rev. Enreg.*, n° 4835, p. 546. Analyse du projet de budget de l'exercice 1910 présenté à la Chambre par M. Caillaux, sur les art. 27 à 31). Le Gouvernement se rallia aux observations de la Commission et il en tira un projet de loi (n° 348, session de 1910), qui fut déposé à la seconde séance du 12 juillet 1910. Aux termes de ce projet (art. 1 à 5) les valeurs mobilières déposées à l'étranger seront à l'état d'hérédité vacante aussi longtemps que l'envoi en possession spécial n'aura pas été obtenu par l'héritier qualifié pour le demander. Sa vocation se trouvera prescrite par trente ans à partir de l'ouverture de la succession (art. 7).

Le projet de loi, modifié par la Commission de législation fiscale, est devenu partie intégrante de la proposition de loi sur les fraudes en matière de droits d'enregistrement présentée par M. Ch. Dumont et annexée au procès-verbal de la séance du 25 octobre 1910. (Ch. Députés, session extr., 1910, n° 387, janvier 1911. Doc. parl., pp. 8 et s.) D'après M. Dumont, le projet du Gouvernement faisait preuve d'une trop grande mansuétude en se contentant d'appliquer la prescription trentenaire à l'égard des successions spéciales qui demeureraient vacantes à défaut d'envoi en possession. Il était d'avis, aggravant les dispositions du projet de budget de 1910, de réduire à deux ans la durée de la prescription de la vocation héréditaire, qui serait offerte pendant ce délai aux héritiers du premier degré, après quoi les successibles au deuxième degré auraient six mois pour se faire envoyer en possession, et ainsi de suite à raison de six mois par degré. Cette proposition a donné lieu à un rapport de M. Jean Javel, déposé sur le bureau de la Chambre le 16 juillet 1913, deuxième réance. (*J. O.*, 20 septembre 1913. Annexe 2992, p. 1266.) Elle a été soumise ensuite à la Commission de Réformes fiscales qui y a apporté certaines modifications.

Le Gouvernement a repris l'examen de la question, et a introduit en l'amendant la proposition de M. Dumont, dans le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. La réforme a été admise par la Chambre des députés, qui l'a votée sous les numéros 29 à 35 des articles de la loi de finances.

Mais la Commission des Finances du Sénat en a proposé l'ajournement, motif pris de ce que la question était assez importante pour occuper l'activité d'une Commission spéciale. Ses objections sont condensées dans les pages 114 à 127 de son Rapport, qui contiennent un exposé intéressant et documenté de l'institution projetée. (Imprimerie du Sénat, 1914.) La haute assemblée a suivi l'avis de sa Commission soutenu par M. Jénouvrier au cours de la séance du 30 juin 1914 (*J. O.*, Doc. parl. Sénat, pp. 928 et s.), et a prononcé la disjonction avec renvoi aux bureaux des articles 29 à 35 du texte voté par la Chambre. Voici le texte de ces articles, qui constituent la dernière étape jusqu'à ce jour de cette proposition mouvementée :

« ART. 29. — Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, déposées ou existant à l'étranger, toute vocation héréditaire et tout droit aux legs et aux donations de biens à venir sont suspendus jusqu'à l'envoi en possession qui en sera fait aux héritiers, légataires ou donataires, en conformité des dispositions de l'article suivant. »

« ART. 30. — Un envoi en possession spécial de ces biens est prononcé sur requête par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte ; cette ordonnance contient l'énumération de chacune des valeurs successorales

dont il se compose. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis. Cette ordonnance ne sera pas nécessaire si le jugement d'envoi en possession rendu au profit du conjoint survivant en vertu de l'article 770 du Code civil contient cette énumération. Il en sera de même dans le cas où une ordonnance rendue conformément à l'article 1008 du Code civil satisfait aux mêmes prescriptions. Les dispositions de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs. » (Il n'y a donc pas à se préoccuper de l'application des lois sur le droit de timbre des titres étrangers).

« ART. 31. — Les héritiers, légataires ou donataires, qui n'auront pas déclaré, dans les délais prescrits par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, les valeurs mobilières successorales de toute nature déposées ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux dispositions de l'article précédent, seront passibles d'une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés. Cette amende, qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement, sera payée solidairement par les contrevenants, sauf à la répartir entre eux dans la proportion de leurs droits héréditaires. »

« ART. 32. — Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit, des valeurs successorales dont ces biens se composent ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directe entre leurs

main, soit indirecte par les mains de tierces personnes, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne. »

« ART. 33. — La vocation héréditaire et tout droit aux biens qui n'ont pas fait l'objet de l'envoi en possession prévu par l'article 30 seront prescrits par cinq ans à partir de l'ouverture de la succession, pour les héritiers premiers appelés, par cinq ans et six mois pour les héritiers seconds appelés, et ainsi de suite, à raison d'une augmentation de six mois pour chaque vocation successive. »

« ART. 34. — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants-droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'article 30 de la présente loi pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger, ainsi que du droit pour les héritiers subséquents à se faire mettre en possession en cas d'inaction et de déchéance des héritiers premiers appelés dans les conditions prévues à l'article 33; il ne pourra être délivré aucun extrait desdits actes sans que cette mention y soit reproduite. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible personnellement d'une amende de 100 francs en principal (125 francs, décimes compris) »

« ART. 35. — Les contraventions aux articles 30, 31 et 32 de la présente loi donneront ouverture contre les tiers

détenteurs, dépositaires ou débiteurs, français ou étrangers à une action en responsabilité au profit de tout intéressé. »

§ II. — APPRÉCIATION DES PROJETS

Si l'on va au fond des choses, les nombreux projets dont l'analyse précède sont tous basés, en fait, sur la restriction de la saisine. Or, c'est là l'une de ces conceptions juridiques hardies auxquelles les esprits les plus exercés s'habituent difficilement. Puis, on a insisté sur le caractère territorial des règles sur la saisine, admis par de nombreux auteurs et par la plupart des législations étrangères, et on n'a pas voulu s'exposer à ce que les tribunaux étrangers refusent de se conformer à une législation dont l'autorité n'aurait pas dépassé les frontières françaises. On a donc pensé à restreindre la vocation héréditaire elle-même, c'est-à-dire à établir des règles applicables hors du territoire français comme dépendant du statut personnel de l'ayant-droit. Le second projet subordonnait la mise en possession pour l'héritier, le légataire, ou le donataire *mortis causâ* de valeurs mobilières existant à l'étranger, à la condition résolutoire de l'envoi en possession spécial, devenu dans les projets ultérieurs une condition suspensive de cette même prise de possession, de façon à enlever à l'héritier toute possibilité d'arguer en fait de sa qualité maintenue en droit, et d'obtenir de la faiblesse d'établissements étrangers trop cupides une remise ou un paiement basés sur ses

qualités héréditaires apparentes. D'autre part, on a estimé qu'il était nécessaire de faire disparaître entièrement le droit du successible à l'expiration d'un certain délai, s'il ne se conforme pas aux ordres de la loi. Cette déchéance s'applique de plein droit en dehors de toute mise en demeure des héritiers du degré subséquent, en sorte que les dévolutions successives se produisent d'une manière automatique par la seule expiration des délais prévus.

En somme, si l'on propose de suspendre la vocation héréditaire du successible, il demeure certain qu'on ne touche pas à sa qualité même d'héritier, si ce n'est pour l'affecter d'une condition résolutoire ou suspensive suivant les projets, ou plutôt pour restreindre à deux ou à cinq ans la durée du délai de trente ans imparti par l'article 789 du Code civil à l'héritier premier appelé pour faire valoir ses droits héréditaires (Cass. civ. 20 juin 1898. D. P. 99, 1-441). Dans tous les projets, l'ordre des successions n'est en rien modifié, la vocation héréditaire telle qu'elle est établie par nos lois actuelles ne subit aucune atteinte directe. La dévolution héréditaire continue à s'opérer de plein droit au profit des héritiers à l'instant même du décès du *de cujus* et indépendamment de toute manifestation de volonté de leur part (art. 711 et 781 C. c. BAUDRY-LACANTINIERIE et WAHL. — *Des successions*, t. I, n° 149; AUBRY et RAU, t. VI, § 609, note 1; PLANIOL, t. III, v° 1398). Seulement, une condition spéciale est mise à l'exercice des droits de l'héritier en ce qui concerne les valeurs émigrées. A raison des dangers de cette émigration, on impose

à l'ayant-droit l'obligation de se conformer dans un délai préfix à certaines prescriptions d'ordre réglementaire et qui ne touchent en rien au principe de sa qualité héréditaire. En fait, on restreint sa saisine sur les valeurs visées, et c'est cette restriction qu'on reproche très âprement aux protagonistes de la réforme, en les accusant « de rompre en visière, tout à la fois avec la tradition du droit romain et avec celle de notre vieux droit coutumier. En droit romain, l'héritier continuait de plein droit la personne du défunt, ce qu'on exprimait par l'adage : *sustinet personam defuncti*. D'autre part, les coutumes avaient dès le XIII^e siècle, admis le principe bien connu : Le mort saisit le vif, son hoir plus proche et habile à lui succéder. » (Rapport de la Commission des Finances du Sénat, p. 119.)

Tel est le reproche fondamental du rapporteur du sénat, M. Emile Aïmond. Nous ne retiendrons que la critique relative à la restriction de la saisine héréditaire, traditionnelle dans notre droit.

Il ne nous est pas possible, en effet, de considérer les propositions envisagées comme contraires aux vrais principes du droit romain; car, en instituant une sorte de vacance de fait en ce qui concerne les valeurs déposées à l'étranger pour la période comprise entre l'ouverture de la succession et l'envoi en possession spécial, les nouveaux projets reviennent à la distinction romaine entre la délation et l'adition de l'hérédité. Tant que l'adition n'était pas réalisée, l'hérédité était jacente ou vacante : les

biens laissés par le défunt constituaient donc en droit strict des *res nullius*. (L. 13, § 5. *Quod vi aut clam*, XLIII-24). Pour remédier aux inconvénients qui auraient pu résulter de cette assimilation, les juristes imaginèrent la fiction célèbre *Hereditas sustinet personam defuncti* (L. 13, § 2, Ad. leg. Aquil, IX-2), en vertu de laquelle l'ensemble des droits réels et des créances actives et passives du défunt était considéré comme une personne morale rangée dans la catégorie des choses incorporelles, et appelée hérédité. (ACCARIAS. — *Précis de Droit romain* n° 194). Il paraît difficile de ne pas voir une analogie entre ces dispositions et celles pour la critique desquelles on invoque précisément les règles du droit romain.

Nous admettons au contraire la méconnaissance des principes traditionnels de la saisine héréditaire. Mais nous pensons que le législateur est au cas particulier autorisé en raison des circonstances à entrer dans cette voie. Il n'y a pas, au surplus, de dogmes en législation. Lorsqu'il a été question d'atteindre les dissimulations de prix dans leur source même et d'édicter la nullité des contre lettres, plusieurs sénateurs ont prétendu que le Gouvernement proposait une mesure contraire aux règles fondamentales de notre droit civil, et, par conséquent, inacceptable. A la deuxième séance du Sénat du 20 février 1912 (*J. O.* p. 421 et 428), M. Guillier n'a pas manqué de faire remarquer que la disposition proposée « constituait le renversement d'un des principes fondamentaux de notre droit civil », affirmant qu'il n'était pas possible, dans un intérêt purement fiscal,

de mettre ainsi en échec les dispositions les plus essentielles de notre droit. La nullité fut néanmoins votée. Il n'y a aucune impossibilité naturelle à ce que les deux droits civil et fiscal aient ainsi une influence l'un sur l'autre et nous avons vu que leur pénétration réciproque ne s'était pas démentie au cours des siècles. Donc, quelque différente que soit l'utilisation de l'institution de la saisine, dont on veut faire aujourd'hui un auxiliaire des procédés d'investigation du Trésor, alors qu'elle doit vraisemblablement son origine à une arrière-pensée anti-fiscale, il n'y a rien que de fort légitime dans cette politique nouvelle. Les institutions civiles ne peuvent rester immuablement fixées dans les cadres du passé; avec l'évolution des mœurs, les transformations économiques, et surtout les changements survenus dans la composition des fortunes, elles ne peuvent demeurer figées dans une perpétuelle immobilité. Force est bien de les accommoder aux besoins nouveaux de la collectivité comme des particuliers, si l'on veut leur conserver leur utilité sociale et leur raison d'être. Il serait donc paradoxal de critiquer les projets actuels par le motif qu'ils détournent l'institution de la saisine de sa direction première. Qu'importe si les besoins de la société, si la nécessité de la conservation même du pays commandant cette évolution, l'imposent comme un procédé nécessaire.

Cette fameuse théorie de la saisine n'a, au surplus, rien d'intangible ni d'éternel. Le droit anglais ne l'admet pas. Le droit romain, si rigoureux au point de vue de l'appli-

cation des principes, ne porte pour ainsi dire aucune trace de cette institution, qui ne paraît être ni une application, ni une extension de la *bonorum possessio*. (BAUDRY-LACANTINERIE et WALH. — *Des successions*, t. I, n° 155). C'est qu'en effet, la saisine héréditaire semble en opposition avec les véritables principes qui gouvernent la possession, chose essentiellement de fait, et dont il est très malaisé de concevoir qu'elle puisse être acquise de plein droit sans un fait matériel d'appréhension *Retinere enim animo possessionem possumus ; adipisci non possumus*. Si donc on estime que les dispositions nouvelles portent atteinte à la saisine — ce qui n'est exact que pour certains aspects de ce droit — il n'y a pas lieu de le regretter, puisqu'il n'y a en somme qu'un retour aux vrais principes.

En toute hypothèse, du reste, il semble que la restriction de la saisine ne serait condamnable que si cette institution réglait le transfert de la propriété des valeurs héréditaires, si elle était vis-à-vis des successibles la condition même de l'acquisition des droits et des biens composant la succession. On pourrait peut-être, dans ce cas, concevoir des doutes légitimes sur le fondement et l'efficacité d'une loi qui en restreindrait les effets, à une époque surtout où le respect de la propriété est proclamé comme l'un des principes les plus certains de l'économie des sociétés contemporaines. En s'orientant dans cette voie le législateur rentrerait en contradiction avec lui-même, puisque des lois relativement récentes ont eu précisément pour objet de généraliser la saisine, et de l'étendre aux

parents naturels, que le Code civil en avait injustement privés (loi du 25 mars 1896). Mais il est inexact de soutenir, comme on l'a fait quelquefois, qu'il y ait une saisine de propriété et que ce soit par suite de la saisine que la propriété des biens du *de cujus* est transmise aux successeurs saisis, sans investiture, et sans aucune interruption. L'article 711 du Code civil range au nombre des modes d'acquérir la propriété la succession, et même le testament : la succession sans distinguer entre les héritiers saisis et les successeurs irréguliers; le testament, sans distinguer entre les légataires universels, à titre universel ou particulier. Il est donc bien acquis que la saisine ne présente d'importance que pour la possession et non pour la propriété, et que toute mesure restreignant son domaine ne peut atteindre en rien la propriété héréditaire.

Étant donné que la saisine consiste uniquement dans l'exercice des droits du défunt, il est rationnel et légitime de subordonner cet exercice à l'accomplissement de l'obligation dont les héritiers sont tenus vis-à-vis de l'État, c'est-à-dire au paiement des droits de succession. Que la saisine représente exclusivement l'exercice des droits héréditaires, c'est ce qui ne saurait être douteux si on se réfère aux origines historiques de cette institution. L'expression « saisine » est certainement un vieux mot synonyme de possession et qui exprime la faculté de se dire possesseur. L'ancienne jurisprudence admit à cet égard l'exercice d'une saisine de droit, indépendante de toute possession de fait,

et qui conférait au bénéficiaire l'avantage de pouvoir se mettre de son autorité propre en possession effective. Celui qui avait la saisine de droit n'avait besoin d'obtenir de personne, juge, seigneur ou autre, une investiture (*Grand Coutumier de France*, t. II, chap. XIX et XXI, p. 234. Ed. LABOULAYE.) La saisine ainsi comprise se heurta aux règles féodales, qui, en cas de mutation, exigeaient un ensaisinement du vassal ou du censitaire par le seigneur. C'était, en effet, un principe essentiel de la féodalité qu'en dehors des alleux, nulle terre ne pourrait être sans seigneur. Par conséquent, les terres qui n'étaient pas exploitées par le seigneur lui-même étaient considérées comme tenues en possession du suzerain moyennant certains services. Dès lors, quand le tenancier venait à mourir, un droit de mutation, dit de relief ou de saisine, était perçu par le seigneur, cette redevance représentant la condition de l'investiture nouvelle accordée à l'héritier. C'est pour réagir contre ces prétentions fiscales que les anciens juriscultes imaginèrent la saisine, qui rendait l'exercice des droits héréditaires indépendant de toute investiture. Sa première trace se trouve dans un arrêt du Parlement de Paris de 1259 (Olim I, p. 452 n° 16). En 1270, les établissements de Saint-Louis la mentionnent en ces termes : « Et li usages d'Orlénois si est que li morz saisit le vif. » (L. II, chap. 4.). La seconde rédaction de la coutume de Paris en fait l'objet de son article 318, ainsi conçu *in fine* : « Le mort saisit le vif, son hoir plus proche et habile à lui succéder. » (V. LAURIÈRE, sur LOYSEL. — *Inst. cout.*, l. II,

tit. 5, règle I; BRISAUD, *Cours d'histoire générale de droit français public et privé*. 1904, t. II, p. 1561; PLANIOL. — *Droit civil*, t. III, 6 Ed., n° 1931; Ambroise COLIN et CAPI-TANT. — *Cours de droit civil français* 1916. t. III, p. 445.)

Dès la fin de l'ancien régime, le but primitif de l'institution avait été complètement perdu de vue. Les besoins croissants du Trésor avaient fait assujettir à l'impôt royal du centième denier tous les biens successoraux, sans que la saisine put être invoquée par les contribuables pour se soustraire à l'acquittement des droits. A partir de cette époque, la saisine n'eut d'autre conséquence que de conférer aux héritiers l'exercice de tous les droits actifs et passifs compris dans la succession, sans aucune nécessité pour eux de recourir à un envoi en possession. Aujourd'hui, cette appréhension immédiate et sans contrôle des valeurs héréditaires a notamment pour conséquence de permettre aux héritiers de pratiquer des dissimulations, devant lesquelles beaucoup ne reculent point, pour éviter les droits de plus en plus élevés qui atteignent les mutations par décès.

La législation moderne devait donc se préoccuper de restreindre progressivement les effets de cette institution, en tant qu'ils sont de nature à entraver le recouvrement de l'impôt, et le premier pas dans cette voie a été accompli par la loi du 25 février 1901, dont nous avons signalé antérieurement les dispositions préventives de la fraude. Dès lors, il ne s'agit plus, pour compléter l'innovation réalisée dès 1901, que de restreindre encore la saisine, en vue de

combattre plus énergiquement tous les procédés par lesquels s'opère l'évasion fiscale. En imposant l'envoi en possession spécial, on donne au Trésor le moyen de connaître au moment de l'enregistrement de l'ordonnance la consistance des valeurs émigrées, déposées dans des banques pour lesquelles nos frontières constituent une barrière sûre contre l'exercice du droit de communication reconnu en France aux préposés de l'Administration. Il est vrai que la saisine, que les feudistes avaient inventée pour échapper à l'action du Fisc, se trouve ainsi dotée d'un rôle nouveau, tout opposé à celui qu'on lui fit jouer il y a six siècles. Mais cette évolution est commandée par les circonstances, par la mission sans cesse élargie de l'État, dont il ne peut s'acquitter si les ressources nécessaires à son exécution lui échappent.

Aujourd'hui, en effet, l'État est plus qu'un collecteur d'impôts : il est véritablement un héritier. Sa vocation héréditaire, en l'absence d'héritier au degré successible, résulte de l'article 768 du Code civil et a été formellement reconnue par la Jurisprudence (Cour de Paris, 13 déc. 1901. S. 1902. 2. 37; D. P. 1902. 2. 177, note de M. Ambroise COLIN). Cette conception a été consacrée par divers codes étrangers (Code civil allemand, art. 1936; italien, art. 758; espagnol, art. 956). Mais ce n'est pas seulement lorsque l'État se présente à défaut de successible qu'on peut lui reconnaître cette qualité; il la possède même lorsqu'il se trouve en concours avec les héritiers du défunt, et qu'il ne peut prétendre qu'aux droits de mutation par

décès. Suivant une expression empruntée à une Circulaire du ministre de la justice du 23 nivôse an XII, le pouvoir social intervient vis-à-vis des successions comme *portionnaire*, comme copartageant. Courcelle-Seneuil exprime fortement cette idée de rançon pécuniaire exigée de l'héritier comme prix de l'investiture légale de son titre (*La Société moderne*, GUILLAUMIN, 1892). Il est important de noter à ce point de vue que les auteurs du Code civil, Portalis, Bigot-Préameneu, Siméon, assignaient au droit de succéder le même fondement que les philosophes du XVIII^e siècle, leurs ancêtres intellectuels. Si la propriété privée leur paraît de « droit naturel », l'héritage ne leur semble pas un corollaire obligé de la propriété privée, mais un simple expédient de « droit civil », ou encore « de droit politique », inspiré au législateur par des considérations économiques, ou, comme dit Portalis, par de « pressantes considérations de convenance et d'équité. » (FENET, t. I, p. 517.) A la phrase si connue de Montesquieu : « La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants ; elle ne leur ordonne pas de les faire héritiers. » (*Esprit des Lois*, liv. XXIV, chap. III). Siméon apporte la réplique suivante : « Aussitôt que nous mourons, tous les liens qui tenaient nos propriétés dans notre dépendance se rompent ; la loi seule peut les renouer. » (FENET, t. XII, p. 218.) Cette opinion, professée par les hommes de 1804, exprime tellement bien une idée devenue courante et traditionnelle chez tous les jurisconsultes français que nous la retrouvons chez leurs prédécesseurs

comme chez leurs successeurs, chez les hommes de la Révolution, à quelque parti qu'ils appartiennent, comme chez les Pairs de la Restauration. Le marquis de Malleville et M. de Peyronnel, en 1826, empruntent leurs arguments à Montesquieu et à Rousseau pour justifier le droit du législateur à réglementer les successions en vue du résultat politique qu'il estime le plus avantageux. (Ambroise COLIN. — *Livre du Centenaire*, p. 324.) Nous sommes donc dans la tradition certaine des auteurs du Code civil en considérant l'Etat comme investi de la qualité d'héritier pour le recouvrement des droits de mutation par décès. Nous n'entendons pas par là approuver ou combattre les théories souvent dangereuses qui révoquent en doute le fondement même du droit d'héritage. Nul plus que nous n'est convaincu de la nécessité de la liberté et de la perpétuité du droit de propriété sous toutes ses formes. Mais il nous paraît possible de soutenir que les lois des 25 février 1901 et 8 avril 1910, en transformant les droits de mutation par décès en un impôt progressif qui s'élève, pour le fils d'un cousin germain et tous les autres parents à partir du cinquième degré à 18 % pour les parts inférieures à 2 000 francs, et à 29 % pour un actif dépassant 50 millions, ont fait perdre à des contributions qui atteignent une semblable importance leur caractère d'impôts pour les transformer en parts successorales au profit de l'Etat.

Il n'y a même aucune exagération à considérer l'Etat comme un héritier réservataire, puisque cette part de la succession, dont le recouvrement est garanti par des pri-

vilèges spéciaux, ne doit pas lui échapper, et qu'il dispose des moyens les plus variés, depuis les procédés légaux d'investigation jusqu'à l'action en justice, pour en recueillir le montant. Dès lors, l'Etat héritier doit prétendre aux mêmes garanties que la loi elle-même a instituées au profit des héritiers du sang lorsqu'ils se trouvent en concours avec d'autres successibles (conjoint survivant, légataire), dont la présence pourrait avoir pour conséquence de diminuer leurs droits, s'ils étaient investis de la saisine. La part dévolue à l'Etat n'est pas moins respectable que celle dont la transmission est assurée par la loi aux autres héritiers. Or, certains successibles ne jouissent pas du bénéfice de la saisine : il en est ainsi du conjoint survivant, et du légataire, même du légataire universel s'il est en concours avec des héritiers réservataires (art. 770 et 1004, C. c.). D'autre part, même en l'absence d'héritiers saisis, le légataire universel institué par un testament olographe ou mystique est tenu de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président du tribunal civil, mise au bas de la requête formée par ce légataire (art. 1008, C. c.). En imposant ces diverses formalités au conjoint survivant et au légataire universel, en accordant la saisine à certains successibles et en la refusant aux autres, le législateur a voulu que la vocation des héritiers ne disparaisse pas sans que toutes les précautions aient été prises pour leur garantir dans la mesure de leur émolument la transmission des biens provenant de leur auteur. Le titre d'un héritier du sang est certain dès qu'il y a

parenté au degré légal, et cette parenté entraîne une vocation définitive à la succession. Au contraire, pour le conjoint survivant et le légataire universel, la situation est moins nette. Le testament peut être nul : la protection due à la famille du défunt commande de procéder à une vérification du titre du légataire pour rechercher si véritablement une transmission s'est effectuée à son profit. Un contrôle est nécessaire pour garantir aux parents par le sang que l'attributaire des biens qui leur sont enlevés est régulièrement appelé en vertu d'un titre dont la validité ne saurait être contestée. Ainsi s'explique que l'entrée en possession du conjoint survivant ou du légataire universel dans certains cas, soit subordonnée à la vérification d'une condition préalable, savoir qu'il n'existe pas de vocation héréditaire au profit de parents qui leur seraient préférables.

Le même raisonnement et les mêmes garanties peuvent être légitimement invoqués par l'Etat. S'il est un héritier, qualité que toutes les données de l'évolution sociale contemporaine tendent de plus en plus à lui accorder, il a le droit de se protéger contre toutes les tentatives qui chercheraient à diminuer frauduleusement sa part héréditaire, à restreindre l'émolument que la loi elle-même, sous la forme de droits de mutation par décès, lui confère dans la succession. L'envoi en possession spécial, quant aux valeurs héréditaires situées à l'étranger, apparaît ainsi comme l'un des éléments d'une armature législative destinée à maintenir intégralement la vocation de

l'Etat. Les héritiers se voient privés de la faculté qui découle pour eux de la saisine, d'exercer librement les droits du défunt sur une fraction plus ou moins importante de la fortune laissée par celui-ci. Mais la crainte des fraudes contre le Trésor, c'est-à-dire en définitive contre un successible, impose cette modification profonde aux principes traditionnels. D'ailleurs, cette place de l'Etat parmi les successibles ne lui est-elle pas due aujourd'hui pour des raisons plus impressionnantes que par le passé? La guerre aura pour résultat de multiplier les charges qui lui incombent, d'étendre très notablement les fonctions d'assistance qui jadis demeuraient du domaine de la famille, de mettre à la charge de son budget l'entretien et l'éducation des orphelins de la guerre, de l'obliger à subvenir par des pensions et des secours à l'existence des mutilés, et à secourir le conjoint et les parents de ceux qui auront disparu dans la lutte. L'Etat prenant ainsi la place de la famille, n'est-il pas naturel de lui reconnaître un droit successoral analogue à celui des parents? Il importe, dès lors, que sa part héréditaire soit protégée contre la fraude; tel est précisément le but auquel répondrait l'envoi en possession spécial. La loi sauvegarde la vocation des parents réservataires en refusant la saisine au légataire universel (art. 1004, C. c.); même en l'absence d'héritiers réservataires, le légataire universel ne saurait entrer librement et immédiatement en possession des biens successoraux. La saisine lui est sans doute conférée, mais ses effets sont restreints par la nécessité de demander un

envoi en possession judiciaire, quand le testament est olographe ou mystique (art. 1008 C. c.). Pourquoi refuser à l'Etat le bénéfice d'une mesure analogue? La parité des situations commande l'égalité dans la protection : si la vocation des parents est sauvegardée, celle de l'Etat ne doit pas jouir de garanties moindres. Or, il n'est pas douteux que l'envoi en possession présente ce caractère de garantie indispensable pour assurer, au cas d'irrégularité du testament, le maintien de la fortune du défunt aux héritiers du sang. Il suffit pour s'en convaincre, d'examiner comment la pratique a compris, dans le cas de l'article 1008 du Code civil, le rôle et les pouvoirs du président saisi d'une demande d'envoi en possession par un légataire universel institué par un testament non authentique.

Le président a-t-il la faculté de se borner à une inspection rapide du titre qui lui est produit, à la recherche seule du point de savoir si le testament présente les apparences d'un titre régulier? Sur ce point, il existe une dissidence entre la doctrine et la jurisprudence. La doctrine semble réduire le rôle du président à un examen sommaire : ce magistrat n'aurait le droit de refuser l'envoi en possession que dans le cas où le testament produit serait affecté d'un vice de forme. Si, au contraire, le vice allégué ne se rapporte pas à la forme extérieure du testament, et constitue un vice intrinsèque, l'envoi en possession serait obligatoire, sauf l'exercice ultérieur, devant les tribunaux, de l'action en nullité du testament par les héritiers (TOULLIER.

— *Cours de droit civil français*, t. V, n^{os} 498 et 499; TROPLONG. — *Des donations et des testaments*, t. IV, n^{os} 1628 et 1629; AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. VII, § 710, notes 8 et 9.) Mais de nombreuses décisions de jurisprudence donnent au président des attributions plus étendues, au moins dans deux séries d'hypothèses. D'une part, ce magistrat est astreint à se livrer à un examen approfondi portant sur le fond du droit quand la vocation du légataire universel fait dès à présent l'objet de contestations ne paraissant pas dépourvues de vraisemblance; et s'appuyant sur des faits graves et précis. D'autre part, il possède les mêmes pouvoirs quand le caractère de legs universel est contesté à la disposition par laquelle le bénéficiaire a été institué. (Rouen, 23 mars 1880, D. 81. 2. 139; Poitiers, 5 mars 1856, D. P. 56. 2. 143; Cass. req. 26 novembre 1856, D. 56. 1. 429; Nancy, 3 février 1870, D. P. 70. 2. 113; Orléans, 31 août 1831. DALLOZ. — *Jurisp. gén.* V^o Disposition entre vifs, n^{os} 3659 et 3691; Req. 27 mai 1856, D. P. 56. 1. 249; Dijon, 24 janvier 1896, D. P. 97. 2. 307.) Toutes ces décisions donnent au magistrat auquel l'envoi en possession est demandé par un légataire universel la faculté de refuser cet envoi lorsqu'une contestation d'une gravité suffisante est soulevée sur le droit du demandeur, notamment lorsque la sincérité du testament est mise en question. Cette jurisprudence est absolument justifiée : en présence d'une contestation appuyée sur des faits déjà probants, le rôle du président serait singulier s'il prétendait s'appuyer sur l'apparence

extérieure de la régularité du testament pour envoyer le légataire en possession des biens, puisqu'une restitution ultérieure serait à envisager. Les héritiers se trouveraient ainsi exposés à un préjudice peut-être irréparable. Les pouvoirs reconnus au président par la jurisprudence s'expliquent également lorsqu'un débat s'élève sur le caractère du legs, sur le point de savoir s'il constitue bien un legs universel. La disposition de l'article 1008 et la jurisprudence qui l'a interprété apparaissent donc nettement comme un ensemble de protections au profit des héritiers, qui ne doivent pas être dépouillés à la légère par un légataire dont le titre ne semblerait pas vraiment sérieux.

L'envoi en possession spécial projeté en vue d'empêcher les fraudes commises au détriment de l'Etat se présente avec les mêmes caractères : il s'agit de sauvegarder sa vocation héréditaire, d'empêcher que les autres susceptibles puissent recueillir la fraction des valeurs mobilières que le *de cuius* avait déposées à l'étranger au détriment de la part de l'Etat, c'est-à-dire sans acquitter les droits qui représentent la part successorale du Fisc.

L'objection tirée contre l'argument capital résultant du précédent de l'article 1008 du Code civil de ce que cet article ne met pas obstacle à ce que le légataire universel soit investi dès l'instant du décès de la propriété des biens légués et même de la saisine de droit aux termes de l'article 1006, ne saurait donc être retenu, puisque la situation est en tous points identique dans le cas prévu par la

réforme, pour l'héritier recueillant des valeurs émigrées, réserve faite de la condition dont est affectée son droit, mais qu'il ne tient qu'à lui de faire tomber en se soumettant à l'application de la loi fiscale.

De même que pour la simple restriction de la saisine, les propositions nouvelles tendant à suspendre la vocation héréditaire des successibles premiers appelés et à la subordonner à la condition de l'envoi en possession spécial, trouvent des points d'appui solides dans notre Code civil.

Il convient de remarquer d'abord qu'elles constituent une application directe de l'article 789, tel qu'il est interprété par la jurisprudence. Les tribunaux jugent unanimement aujourd'hui que l'héritier qui reste inactif pendant trente ans doit être considéré comme étranger à la succession (Cass. civ., 3 février 1911. D. P. 1911. 4. 391; PLANIOL, t. III, 1974), et que ce défaut de qualité peut lui être opposé par toute personne y ayant intérêt, et notamment par le détenteur des biens héréditaires (art. 2225, C. c.; Douai, 5 avril 1912. D. P. 1914. 2. 51.) Par conséquent, en droit commun, la vocation héréditaire de tout ayant-droit, même saisi, est affectée d'une condition résolutoire qui se trouvera accomplie s'il n'a fait aucun acte d'héritier avant l'expiration du délai de la prescription. On objecte, il est vrai, que l'acceptation du successible premier appelé, si elle intervient dans le délai, fait rétroactivement disparaître les droits des successibles d'un rang plus éloigné, alors que dans le système proposé,

le premier appelé est, au contraire, définitivement évincé par des successibles venant à un rang inférieur à lui. Il est facile de répondre que cette éviction n'est définitive, comme dans la théorie jurisprudentielle, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi. Toute la différence réside dans la durée de ce délai, réduite de trente à cinq ans.

La vocation héréditaire se perd également par l'accomplissement d'une condition résolutoire dans le cas de divertissement ou de recel. L'article 792 prive dans cette hypothèse l'héritier coupable, de toute part dans les objets divertis ou recelés. Si donc cet héritier garde son titre (art. 801, C. c.), il perd tout droit à l'émolument, situation qui présente avec le projet une analogie d'autant plus remarquable que l'héritier premier appelé qui omet de se faire envoyer en possession pour les valeurs déposées à l'étranger, commet vis-à-vis de l'Etat un véritable divertissement au sens de l'article 792.

L'article 727 fournit un autre cas de condition résolutoire de la vocation héréditaire : l'indignité. Les dispositions projetées aboutiraient en somme à ajouter un nouveau cas d'indignité à ceux que prévoit déjà notre Code, ce qui, vu les circonstances, ne nous paraîtrait pas excessif, la sanction étant par ailleurs proportionnée à la fraude et n'atteignant pas les biens français. On a essayé de détruire la possibilité de cette assimilation en faisant ressortir que de nombreux auteurs refusent le caractère rétroactif à l'exclusion de l'indigne, dans ses rapports avec les tiers, et que, par conséquent, il ne s'agit point au

cas particulier d'une véritable condition. Mais un parti important dans la doctrine et la jurisprudence admet la rétroactivité, ce qui enlève toute valeur à la critique. (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Des successions*, t. I, n° 321.)

Enfin, la loi du 9 mars 1891 a introduit une nouvelle cause de résolution de la vocation héréditaire, en enlevant au conjoint son droit d'usufruit légal lorsqu'il se remarie, s'il existe encore des descendants du défunt (art. 767, nouveau C. c.). Cette innovation est à retenir même si l'on admet qu'il y ait au cas actuel une déchéance s'opérant *ipso jure* plutôt que l'accomplissement d'une condition résolutoire. (*Pandectes françaises*, v° successions, n° 1559.)

En résumé, il est aisé de démontrer que la règle traditionnelle, *semel heres, semper heres*, n'a rien d'absolu dans notre droit, et que, par conséquent, la réforme envisagée n'introduirait pas dans nos lois une disposition nettement opposée à tous les principes. Il est vrai que les exemples que nous avons cités visent exclusivement des cas de condition résolutoire de la vocation héréditaire. Mais, outre qu'il ne serait pas impossible de citer également des cas de condition suspensive, et que l'effet des dispositions testamentaires peut être dans tous les cas soumis à cette modalité (DALLOZ. — *Disp. entre vifs et testaments*, n° 3515); il convient de remarquer que la distinction entre les deux conditions suspensive et résolutoire, si elle présente de l'utilité au point de vue pratique, les deux termes corres-

pondant à des résultats différents, n'a aucune réalité au point de vue théorique, en ce sens que les deux prétendues conditions ne sont que les deux aspects de la seule vraie condition : la condition suspensive. Il importe peu, au point de vue purement doctrinal, au point de vue de l'application des principes, que la vocation héréditaire du premier appelé sur les valeurs émigrées soit subordonnée à la condition suspensive de l'envoi en possession spécial, ou à la condition résolutoire de la non demande de cet envoi. On ne peut, en conséquence, reprocher au législateur, en restant sur le pur terrain du droit, d'adopter la première solution plutôt que la seconde, s'il y trouve par ailleurs des avantages pratiques susceptibles de déterminer son choix.

On le lui reproche néanmoins, motif pris de ce que la propriété ne peut dans aucun cas rester en suspens, et que, si le droit de l'héritier ou du légataire ne s'ouvre que par l'ordonnance d'envoi en possession, il faut de toute nécessité qu'en attendant, la propriété des biens héréditaires repose sur la tête de quelqu'un ; ce propriétaire intérimaire ne peut être l'héritier second appelé, puisque son droit ne s'ouvre qu'à l'expiration du délai de cinq ans accordé à l'héritier premier appelé ; on ne peut donc le trouver que dans l'Etat de la banque étrangère, auquel appartiennent les biens vacants et sans maître (art. 539, 713 et 738, C. c.). On en conclut que cet Etat recueillera ces valeurs si les ayants-droit laissent expirer sans agir les délais assez courts qui leur sont impartis, l'Etat fran-

çais ne pouvant succéder par voie de déshérence aux biens qu'un Français laisse à l'étranger, ainsi que l'enseigne la doctrine (AUBRY et RAU, t. VI, § 606, note 7; DEMOLOMBE, t. XXIV, p. 260; WEISS, t. IV, p. 588 et 589), l'Administration des Domaines elle-même (Instruction du 10 octobre 1878, *Journ. de dr. int. privé*, 1885, p. 75), et ainsi que le reconnaissent du jugement du tribunal de la Seine du 11 mars 1899 (*Journ. de dr. int. privé* 1899, p. 1014), et un arrêt de la Haute Cour de Justice anglaise, division de la Chancellerie, du 18 mars 1902 (*Journ. de dr. int. privé* 1904, p. 415).

Mais si ce dernier arrêt reflète bien la doctrine anglaise, d'après laquelle l'Etat recueille les biens d'une succession en déshérence comme biens vacants et sans maître et non pas à titre d'héritier, le jugement cité du tribunal de la Seine ne représente plus le dernier état de la jurisprudence française. Si, jusqu'en 1901, nos tribunaux se sont prononcés dans le sens de cette décision (v. not. Cass., 28 juin 1852. S. 52. 1. 537), la Cour de Paris a nettement adopté la thèse contraire, celle de l'Etat héritier, dans un arrêt du 13 décembre 1901 (S. 02. 137). Dans une note intéressante parue sous cet arrêt au *Dalloz* P. 1902. 2. 177, M. Ambroise Colin approuve par des arguments qui paraissent probants la nouvelle doctrine. Il est à noter en outre que diverses conventions passées par la France avec certains pays d'Extrême-Orient attribuent la succession en déshérence à l'Etat auquel appartenait le *de cuius* (conv. avec le Siam du 15 août 1856; avec la Birmanie, 15 janvier 1885).

Il n'est donc pas établi que, sauf peut être en Angleterre, où nous savons que l'émigration de nos capitaux n'est pas à craindre, l'Etat de la banque dépositaire de valeurs dépendant d'une succession régie par la loi française puisse facilement s'en emparer par voie de déshérence au mépris des droits de l'Etat français aujourd'hui nettement revendiqués par sa jurisprudence.

Il s'agit là du reste d'une hypothèse négligeable. Dans la plupart des cas, surtout s'il s'agit d'un dépôt présentant une certaine importance, il interviendra toujours en temps opportun une demande d'envoi en possession spécial de la part d'un héritier du défunt à l'un des douze degrés successibles. On crie alors à la spoliation. L'héritier premier appelé se trouvera ainsi privé d'une fraction peut être importante de la succession, alors que le fait reprochable qui lui est reproché remonte à son auteur, seul responsable du dépôt de ses valeurs à l'étranger. Il y a là une confusion : l'acte quasi-délictueux dont le premier appelé doit supporter les conséquences consiste dans le refus de se soumettre à l'obligation d'une demande d'envoi en possession que lui imposait la loi, et non dans le dépôt à l'étranger dont le caractère régulier et parfaitement licite est même solennellement reconnu. Mais, insiste-t-on, comment l'appelé d'un degré subséquent va-t-il connaître l'existence d'un dépôt à l'étranger dont se trouve privé le premier appelé, la nature de ce dépôt, les numéros des titres, renseignements qui lui sont nécessaires pour faire valoir ses droits ? Nous répondrons d'abord qu'il n'y a

rien souvent de mieux connu dans nos affaires que ce que nous cachons avec le plus de soin. De mille façons plus ou moins louables, le second ou subséquent appelé apprendra la bonne fortune qui lui échoit par des indications d'employés de la banque dépositaire, de gens de service du défunt, de détectives, mais surtout par les renseignements (ceux-ci rigoureusement scrupuleux et honnêtes) des généalogistes toujours admirablement documentés. D'autre part, quand cet appelé aura des doutes, qui l'empêchera, même s'il se refuse à acquérir une certitude par des moyens qui lui déplairaient, d'attaquer le successible préférable en rang devant le tribunal de l'ouverture de la succession ? Presque dans tous les cas, ce tribunal pourra adresser une commission rogatoire par application des articles 8 et 11 de la Convention de La Haye du 20 avril 1909. Comme en est en matière civile, l'autorité judiciaire de l'Etat requis sera obligée de fournir tous les renseignements utiles. Si donc à l'expiration des délais, cinq ans pour le deuxième appelé, ce successible apprend qu'aucune ordonnance d'envoi en possession spécial n'a été demandée, bien que le *de cuius*, d'après la notoriété publique, ait eu un dépôt à l'étranger, il actionnera le premier appelé, s'il veut éviter toute compromission indélicate. Et nous remarquerons qu'il dispose d'un moyen régulier et légal de savoir si aucune ordonnance n'a été rendue. Il lui suffira de consulter au titre d'intéressé les registres de l'Enregistrement, et d'acquitter les modestes droits de recherche prévus par l'article 58 de la loi du 22 frimaire, an VII.

Il paraît d'autant moins possible de parler de primes données à la délation familiale dans la réforme envisagée, que les dévolutions successives s'y produisent d'une manière automatique par la seule expiration des délais prévus. En sorte qu'il ne serait pas invraisemblable de concevoir un premier appelé atteint par le délai de la prescription entamant des pourparlers avec l'héritier du degré suivant en vue de lui faciliter l'acquisition, à des conditions convenues, de la fraction du patrimoine héréditaire mise en dépôt à l'étranger. On ne peut, en toute hypothèse, spolier quelqu'un que d'un bien qu'il possède. Or, le premier appelé n'a plus aucun droit sur les valeurs émigrées au moment où naît le droit de l'appelé d'un rang inférieur au sien, ou, plus exactement, l'extinction du premier droit et la naissance du second se réalisent au même instant de raison.

Au surplus, éprouvât-il un préjudice réel, le premier appelé ne serait pas fondé à s'en plaindre. Il serait mal venu à arguer de l'immoralité qu'il y a à spéculer sur le désir violent qu'éprouvent la plupart des hommes d'obtenir un héritage. Ce qui est immoral, c'est le fait de chercher à frustrer le Trésor, d'essayer de voler l'État, alors que tant de charges aussi lourdes que sacrées lui incombent. Le cas échéant, il sera donc toujours possible d'opposer à l'héritier du premier rang l'axiome : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Quant à redouter la guerre dans la famille, les discordes intestines, les rivalités de neveux et de frères, c'est faire preuve, selon nous, d'un

pessimisme exagéré. A toutes les raisons déterminantes que nous venons d'exposer, nous ajouterons ce simple raisonnement : il ne pourra y avoir de divisions familiales que si la législation projetée reçoit son application. Or, si cette législation est efficace, l'évasion fiscale se trouvera enrayée, et les dissensions intestines constatées au début de la mise en vigueur des nouvelles dispositions prendront rapidement fin pour le plus grand bien de l'observation des lois françaises sur la quotité disponible, les réductions et la dévolution héréditaire, et sur toutes les dispositions qui ont pour but précisément de maintenir l'institution du mariage et les fondements de la famille. Au-dessus de la famille se trouve également le pays, dont l'industrie et le commerce bénéficieront de la rentrée de l'or français et de la prospérité des finances françaises, si intimement liée à la prospérité de la nation tout entière.

Qu'importe après cela que, pendant le temps écoulé entre l'ouverture de la succession et l'envoi en possession, le patrimoine émigré se trouve, en ce qui concerne la banque étrangère dépositaire, dans un état de demi-vacance analogue à la situation que présentait l'hérédité romaine jacente entre le moment de la délation et celui de l'adition? Cette situation offre d'autant moins de dangers que la nature des biens composant ce patrimoine se prête admirablement à une conservation facile par l'établissement détenteur, dont le rôle d'administrateur se bornera à l'encaissement des intérêts, arrérages, dividendes, lots ou primes de remboursement, et à leur inscription à l'actif

du compte de l'hérédité. Ce ne peut être qu'à la suite d'une confusion qu'on a attribué pendant cette période intercurrente la propriété des biens héréditaires à l'État étranger du siège de la banque détentrice, auquel appartiennent sur toute l'étendue de son territoire les biens vacants et sans maître. L'État n'est nullement propriétaire des successions vacantes, dont l'administration, qui a lieu d'après des règles spéciales tendant à la restitution de l'actif à l'ayant-droit éventuel, fait l'objet des articles 812 à 814 du Code civil, 1000 à 1002 du Code de procédure. L'État étranger peut d'autant moins invoquer un droit de propriété au cas particulier que le propriétaire des biens héréditaires est connu. C'est l'héritier premier appelé pendant le premier délai de cinq ans, ce sont les autres successibles pendant les délais suivants. L'ayant-droit est, non seulement propriétaire, mais encore investi de la saisine de droit. Sa situation est en tous points identique à celle du légataire universel saisi institué par un testament olographe ou mystique (art. 1008 C. c.). Il n'y a qu'une vacance de fait pour les valeurs émigrées, et, comme le texte du projet lui-même l'indique, cette vacance ne vise que la banque étrangère et n'a pas d'autre but que de lui lier les mains et d'équivaloir à une saisie-arrêt conditionnelle. Il n'y a qu'au cas où aucun succésible, y compris l'État français (arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901 précité) ne formulerait de revendication que, la vacance se transformant en déshérence, l'État étranger pourrait utilement prétendre à un droit de propriété.

Il nous reste à examiner une dernière objection tirée de ce que le système proposé porterait atteinte au principe fondamental dans notre droit de l'indivisibilité du patrimoine, qui fait obstacle à toute acceptation partielle de la succession (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Des successions*, t. I, 1445 et 1422; AUBRY et RAU, t. VI, § 582 et § 609, notes; Req. 12 août 1863; DALLOZ, *Suppl.*, v° Successions, n° 412). Mais, pas plus que les autres principes fondamentaux, la règle de l'indivisibilité du patrimoine héréditaire n'a rien d'intangible et d'absolu, et reçoit de nombreuses exceptions. Prenons le cas d'un héritier du sang institué légataire; cet ayant-droit peut, soit accepter le préciput et renoncer à la succession, soit accepter la succession et répudier le legs. Un autre exemple, très probant, semble-t-il, est fourni par l'adage : *Quot sunt bona diversis territoriis obnoxia, tot sunt patrimonia*, en vertu duquel on considère l'hérédité comme morcelée en autant de patrimoines qu'il y a de pays différents où sont situés les immeubles qui en font partie. Il est vrai qu'une doctrine moderne enseigne que les successions doivent être régies par une loi unique : la loi personnelle du défunt; mais les progrès de cette théorie en jurisprudence sont particulièrement lents, en sorte qu'on peut envisager l'adage prérappelé comme encore en vigueur, en application de l'article 3 de notre Code civil (Despagnet, nos 359 et 361). Comment peut-on mettre en doute, d'ailleurs, que « l'impôt successoral, salaire d'une protection accordée par nos lois à la transmission d'un bien, ne peut frapper une

universalité, un ensemble abstrait distinct des éléments qui en font partie, mais seulement quelques-uns ou chacun des biens qui le composent, si ceux-ci profitent en réalité des avantages dont cet impôt est la contre-partie. » — (BOSVIEUX. — *Les mutations par décès dans le droit fiscal international*, Paris, thèse 1901, p. 21). Or, les valeurs mobilières, même déposées à l'étranger, n'ayant en vertu de nos textes fiscaux d'autre assiette déterminée que le domicile de *de cujus*, il n'y a aucune contradiction à prendre les mesures nécessaires pour les frapper de l'impôt (*Annuaire de l'Institut de Droit int.*, 1897, p. 118 et s.).

Les considérations qui précèdent démontrent, nous osons du moins l'espérer, que les dispositions proposées ne bouleversent pas de fond en comble les règles essentielles de notre droit civil, et se concilient au contraire avec elles, tout au moins dans la mesure commandée par les circonstances.

Mais on a fait à la réforme le reproche plus grave que, même si elle était adoptée, il serait juridiquement impossible d'astreindre les dépositaires résidant à l'étranger à l'observation de la loi française. Nous allons essayer de démontrer que cette crainte est exagérée.

CHAPITRE V

DU CONFLIT DES LOIS RELATIVEMENT A L'APPLICATION DES PROPOSITIONS DE RESTRICTION DE LA SAISINE HÉRÉDITAIRE.

Nous avons eu l'occasion, au cours de notre étude, de noter que, si l'opinion d'après laquelle la saisine rentre dans le statut réel, et se trouve en conséquence régie par la *lex rei sitæ*, réunit de nombreux suffrages, la doctrine contraire, qui fait rentrer cette institution dans le statut personnel, s'autorise de l'avis de spécialistes éminents. En tout cas, dans les projets qui font de la formalité de l'envoi en possession préalable à l'exercice des droits héréditaires sur les valeurs émigrées une condition, suspensive ou résolutoire, de la vocation héréditaire elle-même, cette formalité, véritable condition de la capacité de recevoir, devient une disposition de statut personnel, régie par la loi nationale des successibles.

En effet, quand il s'agit d'apprécier la capacité des personnes appelées à recueillir une succession, ce n'est plus la loi indiquée par le statut réel, par le lieu de la situation des biens, mais la loi personnelle qui reprend son empire

Et cette loi personnelle, ce n'est même pas celle du défunt, car la capacité doit être appréciée dans la personne de ceux à qui la loi ou le testament défère l'hérédité. Il s'agit de savoir s'ils réunissent les conditions de capacité requises à l'effet d'appréhender les biens successoraux. C'est donc la loi personnelle de l'héritier qui doit être consultée ; car, si, d'une manière générale, on applique à la dévolution héréditaire la loi dont relève le défunt, c'est en raison de cette idée que la succession *ab intestat* est le testament présumé, c'est-à-dire l'expression de la volonté du défunt. Seulement, quel est le domaine de cette volonté ? Elle ne pouvait porter que sur la disposition des biens, mais il ne lui appartient pas de régler les conditions de capacité ou d'incapacité des successibles, et c'est à la législation du pays dont l'héritier est le ressortissant à organiser et à régler ces conditions.

Elle déterminera, d'après les mœurs, les idées communément reçues dans ce pays les règles de nature à fixer cette capacité ; en un mot, elle les établira dans des vues d'intérêt général. On s'accorde à reconnaître qu'il est du domaine de la loi personnelle de l'héritier de déterminer, par exemple, les cas d'indignité, d'énumérer les hypothèses dans lesquelles l'indignité pourra être encourue. Or, relativement au paiement de l'impôt, il y a, dans un certain sens, indignité dans les rapports de l'héritier, non pas avec le défunt, mais avec l'État, à prétendre recueillir la succession sans se libérer des taxes auxquelles la transmission de l'hérédité donne ouverture. Il y a ici une sorte

d'incapacité d'une nature spéciale, et il n'y a pas de raison pour la soustraire au domaine de la loi qui régit les autres incapacités, c'est-à-dire à la loi personnelle de l'héritier ou du légataire. Celui qui se dérobera au paiement des droits de mutation par décès sera considéré comme incapable de conserver la fraction de la fortune du défunt qu'il voulait soustraire à la loi fiscale de son pays; il ne pourra, en conséquence, échapper aux sanctions que la loi nationale prononce en pareils cas. Cette loi personnelle doit demeurer maîtresse de fixer les conditions de capacité dont l'observation seule habilitera le successible à exercer son droit héréditaire sur tous les éléments sans distinction du patrimoine du *de cuius* (WEISS. — *Traité de droit international privé*, t. IV, n^{os} 371 et 372).

Il faut donc admettre que les tribunaux étrangers seront obligés de s'incliner devant les dispositions de la loi française, puisque cette loi refusera la vocation héréditaire à l'héritier non envoyé en possession, et que, par ailleurs, il est de principe constant que la succession d'un Français est régie par la loi française, même en ce qui concerne les valeurs mobilières qu'il a déposées à l'étranger (Req. 29 juin 1893. D. 93.1.569; Req. 8 mai 1894. D. P. 1894, 1.355; Cass. civ. 8 mars 1909. D. P. 1909, 1. 305. WEISS, *op cit.*, IV, p. 511 et s.; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. cit.*, n^o 1080; AUBRY et RAU, I, § 31).

Mais on a objecté que cette argumentation n'est vraie que dans la mesure où les règles de la législation nationale du *de cuius* ne sont pas contraires à l'ordre public du pays où

sont situés les biens qu'il s'agit de soumettre à cette loi. De même qu'il ne serait pas possible de donner, par exemple, effet en France aux dispositions d'une loi étrangère qui proclamerait le droit d'aînesse (Req. 18 juillet 1859. D. P. 59.1.323. — Louis RENAULT. — *Journal de Droit international privé*, 75, p. 334; WEISS. t. IV, p. 581), de même, il ne sera pas possible de dénier aux tribunaux des pays étrangers où les valeurs héréditaires sont déposées, et dont la prospérité dépend en grande partie de ces dépôts, le droit de chercher et d'invoquer toutes les raisons qui leur paraîtront bonnes pour déclarer que les dispositions de la loi nouvelle sont contraires à l'ordre public, tel que leur législation le comprend.

Quoique très sérieux, cet argument ne nous paraît pas irréfutable. Il convient, pour en démontrer l'erreur de rechercher en premier lieu quelle est la solution doctrinale actuelle du conflit des lois.

Cette solution, que la théorie des statuts et les théories allemandes n'ont pu dégager, on pense aujourd'hui l'avoir trouvée dans la doctrine de la personnalité du droit, dont l'honneur revient au jurisconsulte italien Mancini, et dont l'influence se retrouve dans les lois et dans les traités les plus récents. Elle peut être ainsi résumée : « La loi, lorsqu'elle statue sur un intérêt privé, a toujours pour objet l'utilité de la personne; elle ne peut régir que ceux pour qui elle a été faite; mais, ceux-là, elle doit en principe les régir en tous lieux et dans tous leurs rapports juridiques, sauf les atténuations ou exceptions qui

résultent de l'ordre public international, de la règle *locus regit actum*, et de l'autonomie de la volonté. » Le principe, c'est donc que toute loi, étant faite pour les nationaux de l'Etat qui l'a promulguée, demeure attachée à leurs personnes et les suit dans tous leurs déplacements et changements de résidence, sans qu'il y ait à distinguer suivant qu'il s'agit de leur capacité, de leur état, ou de leurs droits patrimoniaux. Ce principe n'est, il est vrai, pas absolu : D'une part, le législateur dont le national relève lui permet quelquefois dans son intérêt de se soumettre à une loi étrangère, soit pour la forme, soit pour le fond des actes juridiques qu'il est appelé à passer loin de son pays : c'est la règle *locus regit actum* ; c'est l'autonomie de la volonté. D'autre part, si un Etat doit, d'une manière générale, autoriser aux étrangers qui reçoivent son hospitalité l'application de leurs lois personnelles sur son territoire, il a certainement le droit de se conserver et de se défendre, et, par voie de conséquence, de repousser les lois qui « *contredisent les bases essentielles sur lesquelles son organisation est assise* », en sorte que l'application de la loi personnelle rencontre comme limite nécessaire l'intérêt de l'État sur le territoire duquel elle est invoquée, et qu'elle ne peut enfreindre l'ordre public international. Telle est la solution proposée en vue de prévenir ou de régler le conflit des lois qui a reçu l'adhésion de M. Weiss dans le *Livre du Centenaire* (t. I, p. 253).

Elle contient la condamnation de l'objection qui nous est opposée. Il en résulte sans doute, par exemple, qu'on

ne pourrait sanctionner en France une loi étrangère établissant le droit d'ainesse, parce que le principe d'égalité inscrit dans la Constitution se trouverait violé. (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 286). Encore convient-il de remarquer que l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 juillet 1859. (D. P. 59-1-325) cité à l'appui de cette affirmation, ne fournit pas un argument sans réplique. Il visait une hypothèse où a été autorisé le prélèvement de l'héritier français conformément à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1849, parce qu'il s'agissait de la succession d'un sieur Vanoni, Tessinois d'origine, mais mort à Paris, régie par suite par la loi française, et comprenant des immeubles français et suisses. Mais rien ne prouve que la Cour aurait pris la peine de se préoccuper des privilèges d'ainesse ou de masculinité si la succession, purement mobilière, n'avait été dévolue à aucun héritier français, s'il se fut agi de l'hérédité d'un étranger domicilié à l'étranger. En effet, la transmission *ab intestat* ou testamentaire de la succession mobilière d'un étranger, même décédé en France, est régie, non pas par la loi française, mais par la loi nationale du défunt lorsque celui-ci n'a point son domicile légal en France. (Civ. 5 mai 1875 D. P. 75-1-343 — Requ. 22 février 1882 D. P. 82-1-304; Aix. 27 mai 1890, D. P. 91-2-13; Alger 14 janvier 1892. D. P. 92-2-243 — Paris, 27 mai 1892, D. P. 92-2-553 (avec la dissertation de M. de Loynes) sous Cass. Requ. 8 mai 1894. D. P. 94-1-355; Cass. civ. 8 mars 1909. D. P. 09; 1-305. S. 09-1-65).

Mais même en prenant au pied de la lettre l'arrêt de

1859, sa décision s'explique très simplement dans la théorie de la personnalité du droit par le fait que le privilège d'ainessé contredit les bases essentielles sur lesquelles est assise l'organisation de l'Etat français. Seulement, quand cette question vitale n'est plus en jeu, la loi personnelle reprend tout son empire. C'est ainsi qu'on admet que l'exclusion des femmes ne paraît blesser aucun principe d'ordre public. (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, op. et n° c^{ie})

De même, la restriction à cinq ans ou à un autre terme du délai de trente ans pendant lequel les héritiers premiers appelés peuvent se mettre en possession de fait des valeurs mobilières héréditaires existant à l'étranger, l'obligation pour ces héritiers de faire précéder cette appropriation définitive d'une reconnaissance judiciaire de leurs droits destinée à assurer le respect des dispositions des lois françaises sur la quotité disponible, la réduction et l'égalité des partages, ne peuvent à aucun point de vue être considérées comme susceptibles de contredire les bases essentielles sur lesquelles est assise l'organisation de l'Etat étranger auquel ressortissent les banques dépositaires. Il peut donc être affirmé que les tribunaux de cet Etat se trouveraient dans l'impossibilité, le désirassent-ils, de se soustraire dans le seul but de sauvegarder les intérêts pécuniaires des établissements de crédit locaux, à l'application d'une loi française de statut personnel qui n'enfreindrait en rien l'ordre public international, et qui se bornerait à étendre dans un cas déterminé les mesures prises dans une hypothèse voisine par un article remontant à

plus d'un siècle (art. 1008 C. c.), et toujours observé. Concevrait-on qu'un tribunal belge ou suisse puisse arriver, quelque ingénieuse et spécieuse que soit son argumentation juridique, à repousser l'application d'une loi française établissant une restriction de la vocation héréditaire de citoyens français, pour le motif unique plus ou moins habilement dissimulé que la prospérité de la Belgique ou de la Suisse dépend en grande partie du dépôt de valeurs françaises dans les banques de leurs nationaux? Cette idée est d'autant moins admissible que le système doctrinal de la personnalité du droit, tel qu'il a été ci-dessus formulé, a trouvé faveur dans le Code civil italien de 1865, dans le Code espagnol de 1889, dans le projet de revision du Code civil déposé pour la Belgique le 17 novembre 1887, et dans la loi fédérale suisse du 22 juin 1881. (*Livre du Centenaire*, p. 254).

Mais alors on soulève une autre objection : En admettant même que la formalité de l'envoi en possession soit rangée parmi les dispositions de statut personnel ; il serait illusoire de compter sur son efficacité parce qu'une autorité judiciaire ne saurait commander en dehors des limites de l'Etat sur le territoire duquel elle exerce sa juridiction, et que, par ailleurs, l'autorité du jugement rendu par un tribunal français qui refuserait l'envoi en possession ne serait pas acceptée par le tribunal étranger dont l'*exequatur* serait nécessaire pour rendre cette décision opposable à l'établissement dépositaire des fonds, dès l'instant qu'elle reposerait uniquement sur les prescrip-

tionis d'une loi fiscale, purement territoriale par conséquent. Le principe essentiel qui domine les questions de droit international relatives aux taxes de l'enregistrement comme aux autres contributions est la territorialité de l'impôt. Ce principe est unanimement admis, notamment en matière d'enregistrement, et a même été consacré législativement (avis du Conseil d'Etat du 10 brumaire an XIV. 15 nov. 12 déc. 1806. Cass. Chambres réunies 28 mars 1895. S. 95.1.293. WHAL. — *Droit fiscal*, t. II, 886; Naquet-1-29. *Journal de droit intern. privé*, 1876, p. 345; 1897 p. 108; 1901 p. 722). Les tribunaux étrangers, discernant le caractère réel de la législation projetée, ne seront donc nullement portés à se faire les auxiliaires de l'Administration française, et ne voudront pas exclure des biens mobiliers soumis à leur juridiction un héritier français coupable d'une simple infraction à la loi fiscale de son pays.

Cette argumentation ne nous paraît constituer qu'une pétition de principes. Nul ne songe à discuter la doctrine de la territorialité des lois fiscales, véritable axiome incontestable et incontesté. Mais il est nécessaire de démontrer que la réforme envisagée cache une simple loi fiscale, si on veut lui faire application de cette règle. Or, il ne s'agit nullement dans les mesures proposées, de lois d'ordre purement fiscal, mais de dispositions se rattachant étroitement à la législation civile, non seulement par l'emprunt fait à cette législation d'une formalité qu'elle réglemente minutieusement dans les rapports entre les divers succes-

sibles; l'envoi en possession, mais surtout parce qu'il s'agit de protéger la vocation de l'un des ayants-droit à la succession, ayant-droit à qui la qualité d'héritier ne saurait être actuellement déniée, ainsi que le constatait, dès 1901, la Cour de Paris. L'Etat, qui se substitue, et que les graves événements actuels substituent de plus en plus à la famille pour la protection de l'individu, a droit à une part dans l'héritage laissé par ce dernier. Il a le même intérêt que n'importe quel autre des héritiers à ne pas être frustré de son émolument, représenté par le droit de succession, et les règles législatives qui lui assurent la transmission de cette part et lui en garantissent le recouvrement, dépassent le domaine des lois fiscales ordinaires et présentent le caractère très net de lois civiles. La dévolution héréditaire est l'une des institutions les plus importantes de notre droit privé. Comment donc soutenir qu'une modification qui en change la contexture en augmentant le cercle des successibles, ne participe pas par son caractère au droit public?

Mais même en laissant de côté cette conception hardie de la réforme, il n'est pas douteux que les dispositions nouvelles, bien que présentées à l'occasion d'un danger fiscal, visent à un but bien plus général puisque, ainsi que nous croyons l'avoir déjà suffisamment démontré, elles doivent avoir pour effet de sauvegarder, non seulement l'intérêt du Trésor, mais aussi l'intérêt des déposants eux-mêmes, de leurs ayants-droit, de leurs familles, et surtout l'intérêt des banques françaises, de l'industrie et du

commerce français, l'intérêt général du Pays enfin, tous directement et gravement menacés par l'évasion fiscale. Il paraît inutile de faire davantage ressortir à quel point il serait inexact d'attribuer un caractère exclusivement fiscal à une mesure qui, au lendemain des hostilités, constituera au premier chef pour notre pays une question de vie ou de mort.

Sans doute une illusion peut provenir du fait que c'est en somme l'autorité fiscale qui cherche à arrêter l'exode des capitaux français. Mais il appartient évidemment à l'auteur du mal de chercher à y remédier. Il est bien certain d'ailleurs que si on arrive à rendre l'impôt absolument inévitable, l'exode des valeurs mobilières, devenu inefficace au point de vue fiscal, ne survivra pas à la cause qui l'avait fait naître. Il faut se garder du reste de confondre ici les effets et la cause. Si cette dernière est unique, les effets sont multiples, et nous venons de voir qu'ils sont loin malheureusement d'être tous exclusivement fiscaux.

Au surplus, il est de l'intérêt bien entendu des divers Etats de respecter sur le territoire de chacun d'eux l'application des lois étrangères se rattachant au statut personnel, quel que soit le but poursuivi par ces lois, but dont chaque pays intéressé doit pouvoir rester souverain appréciateur. C'est au législateur de chaque nation qu'il appartient de fixer, d'après les considérations d'utilité générale propres à ce pays, l'objet et le domaine des lois de statut personnel; et les lois dont il s'agit doivent gar-

der leur empire sur les nationaux intéressés, même et surtout quand ceux-ci sont appelés à exercer à l'étranger des droits appartenant à ce statut personnel.

Il est donc possible de poser en principe que les tribunaux étrangers saisis d'une demande d'*exequatur* pour un jugement français relatif à l'application des dispositions nouvelles seraient dans l'impossibilité, d'une manière générale, de le considérer par ce seul fait comme contenant une disposition contraire à l'ordre public international, et n'auraient pas, en conséquence, qualité pour l'examiner sur ce point et pour le réformer ou refuser l'*exequatur* demandé. (WEIS. — *Man. de dr. int. privé*, 7 édit., p. 678.)

Il convient de remarquer en outre que, dans de nombreuses hypothèses, le jugement français présenté pour *exequatur* à une juridiction étrangère se trouvera placé dans une situation favorable résultant de plusieurs conventions internationales intervenues dans ce but, notamment avec l'Italie (traité du 24 mars 1860 et déclaration interprétative du 11 septembre 1860), avec la Belgique (convention du 8 juillet 1899, art. 11), et avec la Suisse (convention du 15 juin 1869, art. 17). En vertu de cette dernière convention, notamment, les jugements exécutoires français se trouvent investis en Suisse, dans de nombreux cas, d'une sorte d'indigénat qui leur fait acquérir la même force d'exécution que les jugements suisses, et qui les dispense spécialement, presque toujours, de toute procédure d'*exequatur*. Ainsi le tribunal fédéral a jugé que le refus du magistrat d'accorder mainlevée d'une

opposition pour le motif qu'une procédure préalable en *exequatur* n'a pas eu lieu doit être considéré comme contraire tant au droit fédéral qu'à la convention de 1869. (Trib. fédéral. aff. Alba. Tognetti, 9 juin 1909. *Journ. des trib.*, p. 517). Le jugement français qui n'est invoqué dans un procès que comme pièce probatoire ou à l'appui d'une exception *rei judicatæ* n'a pas besoin non plus d'être préalablement exécuté. (Etude de M. D. E. DUPRAS, avocat à Fribourg dans le *Journal de dr. intern. privé*, 1914, p. 411, sur l'état actuel de la jurisprudence en Suisse en matière de jugements étrangers).

Le second point sur lequel les tribunaux étrangers puissent faire porter leur examen au moment de la demande d'*exequatur* d'un jugement français consiste dans la recherche de la compétence du magistrat qui l'a rendu. Or, dit-on (V. not. le Rapport de la Commission des Finances du Sénat sur le budget de 1914, p. 126), les décisions des tribunaux français émaneraient toutes d'un tribunal incompétent aux yeux de la loi étrangère, s'agissant de poursuites dirigées par un Français contre des dépositaires étrangers.

Cette objection paraît perdre complètement de vue le privilège de compétence inscrit dans l'article 14 de notre Code civil, et en vertu duquel l'étranger, débiteur d'une obligation qui a pris naissance hors de nos frontières, peut être poursuivi de ce chef devant les tribunaux de France, bien qu'il ne se trouve pas sur notre territoire et qu'il n'y ait jamais paru. (Cass. 7 septembre 1808. S. chr.

WEISS, t. V, pp. 58 et 77.) Le privilège de compétence peut être invoqué contre tout débiteur étranger, donc contre les banques dépositaires, sauf l'effet des conventions internationales, et notamment du traité franco-suisse du 15 juin 1869 et du traité franco-belge du 8 juillet 1899.

Le traité franco-suisse du 15 juin 1869 concerne les sociétés aussi bien que les individus. Il faut donc reconnaître qu'en principe, c'est devant le tribunal de leur domicile, qui se confond avec le siège social où elles ont leur principal établissement, qu'elles devront être assignées. Mais il faut remarquer qu'il s'agit, au cas particulier des dispositions projetées, d'une action relative à la liquidation d'une succession régie par la loi française. Or, l'article 5 de la convention renvoie toute action relative à la liquidation et au partage d'une succession devant le tribunal de l'ouverture de la succession (WEISS, t. V, pp. 167 et 170), c'est-à-dire du domicile du *de cuius*, soit qu'il s'agisse de Français morts en Suisse ou de Suisses morts en France, soit qu'il s'agisse de Français ou de Suisses domiciliés et décédés dans leur pays d'origine. (Seine, 5 août 1875; *Droit* du 4 septembre 1875; Conclusions de M. le substitut Madier dans le *Journal de droit intern. privé*, 1894, p. 104; Tribunal fédéral suisse, 14 avril 1898, S. 1900.4.37; C. just. civ. Genève, 9 janvier 1899, S. 1900.4.40.)

D'autre part, l'article 1^{er} de cette convention vise uniquement les actions personnelles et mobilières, pour lesquelles seules il étend et généralise la règle *actor sequi-*

tur forum rei, et ce caractère ne saurait être reconnu à la demande par laquelle des personnes, se prétendant héritières du *de cuius* par l'effet de la réalisation d'une condition suspensive ou résolutoire de la vocation héréditaire des premiers appelés, exercent une véritable pétition d'hérédité, ou tout au moins une action en restitution spécialement régie par l'article 59, § 6, du Code de procédure civile, lequel, en matière de succession, attribue une compétence générale au tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. (WEISS, t. V, p. 175.)

En vain conseillerait-on aux déposants, en vue de tourner la difficulté et de parer aux dangers de l'application du traité de 1869, de faire élection formelle de domicile en Suisse, l'article 3 de la convention donnant une compétence absolue au tribunal du domicile élu. Ainsi, prétend-on, les héritiers lésés seront liés par cette clause de leur auteur. (*Journal de dr. intern. privé*, 1911, p. 1103.) Rien n'est moins certain, à notre avis. Après la mort du déposant, et dans le cas de contestations relatives à l'application des dispositions nouvelles, ce n'est plus le contrat de dépôt qui vient en discussion, mais bien la liquidation de la succession ouverte. Ce qui est alors contesté par le deuxième ou subséquent appelé, ce n'est pas le fait que l'établissement dépositaire ait manqué aux obligations du contrat de dépôt intervenu avec le *de cuius*, c'est au contraire la vocation héréditaire du successible préférable en rang et son aptitude, d'après les lois successorales françaises, à recueillir les valeurs objet du dépôt. Il s'agit

bien là, semble-t-il, d'une action en restitution, en pétition d'hérédité, ou en tout cas de l'une de ces actions relatives au règlement d'une succession que le paragraphe 6 de l'article 59 du Code de procédure veut voir juger toutes sans exception par le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. Il faut remarquer en outre qu'aux termes du paragraphe 9 du même article, l'élection de domicile attributive de juridiction ne vaut que pour les difficultés soulevées relativement à l'exécution de cet acte. Or, il ne s'agit pas au cas particulier de l'exécution du contrat de dépôt, mais bien d'une difficulté relative à la qualité des nouveaux possesseurs des objets déposés, question nettement indépendante de celles que peut faire naître l'exécution du contrat. Enfin, nous poserons l'alternative suivante : ou bien le deuxième appelé doit être considéré comme héritier, et il peut alors actionner la banque suisse devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession où il a déjà introduit toutes les autres actions touchant à l'hérédité ; ou il doit être considéré comme un tiers quelconque vis-à-vis de l'établissement financier dépositaire, et alors l'élection de domicile émanée du *de cuius* ne peut lui être opposée, étant donné que, par application de la règle de droit commun édictée par l'article 1165 du Code civil, l'élection de domicile faite par les parties, pour l'exécution d'un acte, dans un lieu autre que celui de leur domicile réel, ne peut avoir d'effet qu'entre elles. (Nancy, 13 mai 1893, D. P. 94.2.39 ; Req. 22 juin 1896, D. P. 98.1.83.)

Dans la plupart des cas, au surplus, et c'est là un point important qu'il est nécessaire de ne pas perdre de vue, les actions basées sur les dispositions projetées n'auront pas à franchir nos frontières, dès l'instant que le débiteur principal, le défenseur normal à l'action, restera toujours l'héritier premier appelé. C'est contre lui que le deuxième appelé demandera la restitution des valeurs indûment remises, en sorte qu'aucune question de droit international ne pourra se greffer sur les débats. Ce n'est qu'à titre tout à fait subsidiaire, et dans le cas infiniment rare d'insolvabilité absolue du premier appelé, qu'une action en responsabilité sera intentée contre l'établissement de crédit dépositaire, par application des dispositions de l'article 35 du texte voté par la Chambre et que nous avons transcrit.

Mais, dira-t-on, si on est réduit à actionner la banque, il sera très long, très dispendieux et très difficile de poursuivre l'exécution du jugement obtenu contre elle. Si elle a une succursale en France, aucune difficulté ne sera à craindre, car c'est un principe constant de notre jurisprudence de considérer une société étrangère comme domiciliée en France par le fait qu'elle y a une succursale. Si elle n'a ni agence, ni succursale, ni filiale en France, le moyen d'exécution pourra consister à saisir-arrêter les fonds conservés pour elle par ses correspondants de France, chez lesquels notre Enregistrement possède un droit de communication de nature à le renseigner très exactement sur les opérations de l'établissement à exécu-

ter. Bien d'autres moyens sont encore susceptibles d'être utilisés, et on peut poser en principe qu'il est inutile de s'occuper des cas où il faudra poursuivre chez lui l'établissement de crédit dépositaire. Cette poursuite n'offrirait pas d'ailleurs de difficultés insurmontables, dès lors que le jugement obtenu contre le défendeur serait devenu exécutoire contre lui.

Si nous envisageons maintenant le traité franco-belge du 8 juillet 1899, nous voyons que nous pouvons lui appliquer *mutatis mutandis* les considérations qui précèdent, l'article 37 de cette convention prévoyant comme la convention suisse que « seront portées dans chaque pays devant le juge du lieu de l'ouverture de la succession les actions en pétition d'hérédité, etc... »

On peut citer dans le même sens la convention franco-autrichienne du 11 décembre 1866, puisqu'elle prévoit que, dans tous les cas, les réclamations relatives aux successions mobilières seront jugées par les tribunaux de l'État auquel appartenait le défunt. Le même caractère se révèle pour les traités conclus par la France avec la Russie à la date du 1^{er} avril 1874 (art. 10), avec le Mexique le 27 novembre 1886 (art. 6), avec la République de l'Équateur le 12 mai 1888 (art. 6).

Il est d'autre part permis de généraliser la formule du privilège de compétence inscrit dans l'article 14 du Code civil, et de dire avec la jurisprudence et la majorité des auteurs que l'étranger peut être traduit devant les tribunaux français dans tous les cas où il se trouve, pour

quelque cause que ce soit, obligé envers un Français. Il en est ainsi, sous la seule réserve que ne jouent pas des stipulations spéciales de traités, alors même que l'instance aurait pour objet le partage d'une succession mobilière ouverte en pays étranger, ou la créance d'un Français contre une société ayant son siège à l'étranger. (WEISS, t. V, p. 205.)

Les adversaires de la réforme ne se font, du reste, aucune illusion, puisque, arrivant en dernière analyse à la supposer réalisée, applicable, et appliquée, ils envisagent les moyens pratiques que le capitaliste français pourra employer pour l'éluder. (V. not. LESCŒUR dans le *Journ. de dr. intern. privé*, 1909, p. 371.) Les principaux stratagèmes recommandés sont au nombre de quatre : le compte-joint à l'étranger ; le mandat *post mortem* ; le contrat de dépôt dans le coffre-fort d'une banque étrangère ; et enfin les récépissés à ordre ou au porteur.

§ I. — COMPTE-JOINT A L'ÉTRANGER

Nous avons déjà examiné au cours de cette étude le mécanisme et la nature juridique du compte-joint. Il est certain que le compte de dépôt ouvert conjointement dans une maison de banque étrangère à deux ou plusieurs personnes avec stipulation que chacun des titulaires aura, vis-à-vis du banquier dépositaire, le droit de disposer à son gré et sur sa seule signature des titres, sommes ou valeurs portés au crédit du compte, permettra à chacun

des déposants de faire fonctionner le compte, dans ses rapports avec la banque, sans le concours de son contractant et comme s'il en était seul titulaire. Il n'empêche que, vis-à-vis du banquier, mais surtout à l'égard du premier appelé, les dispositions nouvelles garderont toute leur efficacité. Pour qu'une fraude puisse réussir, il faudrait qu'il n'y eut jamais d'héritier lésé. Dans cette hypothèse, l'établissement étranger s'étant valablement libéré, et aucun ayant-droit n'ayant qualité pour troubler la paisible possession de l'héritier premier appelé, la loi serait évidemment tournée. Mais cette hypothèse sera irréalisable, puisque le fait même pour le premier appelé cotitulaire du compte de demander et d'obtenir la remise des valeurs déposées sans envoi en possession préalable, crée une lésion pour l'héritier deuxième appelé et lui ouvre une vocation héréditaire qui détruit celle en exécution de laquelle la remise a été obtenue. Du moment où le compte-joint à l'étranger n'est efficace, de l'aveu même des adversaires du projet (DEPUICHAULT. — *La fraude successorale par le procédé du compte-joint*, Paris, 1911, p. 178), que s'il n'y a aucun héritier lésé, on peut conclure qu'il ne présentera jamais aucune utilité d'après le texte actuellement adopté. On peut donc dire, ainsi que l'établit un jugement fortement motivé du tribunal de la Seine du 5 mars 1912 (*Rev. Enreg.*, n° 5630; *Journal de l'Enreg.*, n° 28885), que si, « dans le but évident de multiplier à leur profit l'existence des comptes de dépôts faits simultanément par plusieurs personnes et d'augmenter ainsi

leurs opérations de courtages et de commissions, les banques, et notamment la Banque commerciale de Bâle, ont répandu dans le public des avis aux termes desquels, pour ce genre de compte, elles reconnaissent aux titulaires le droit de disposer des titres et des espèces déposés sans l'assentiment du codéposant, et même, en cas de décès de celui-ci, d'effectuer toutes modifications aux dossiers des titres et des espèces, ces banques n'en demeurent pas moins, au même titre que les particuliers, soumises aux règles du droit commun... (qui s'imposent spécialement en ce qui concerne) les rapports des contractants, soit entre eux, soit avec les héritiers de l'un d'entre eux, en cas de prédécès. »

Le premier appelé sera d'autant plus rigoureusement condamné que notre jurisprudence ne paraît pas disposée à lui faciliter l'exécution du dangereux conseil qu'on lui donne. « Attendu, dit le jugement de la Seine du 5 mars 1912 précité, en droit, qu'il ne saurait appartenir ni à des particuliers, ni à des établissements de crédit, de déroger par conventions spéciales aux règles formelles établies par la loi pour ce qui est des donations entre vifs, des dispositions testamentaires, et des rapports à succession. » Il convient d'ajouter qu'aux termes de l'article 7 de la loi du 31 mars 1903, l'ouverture d'un compte géméni aboutira en fait, vis-à-vis du déposant tout au moins, au don manuel de la moitié des valeurs déposées. Peu de capitalistes français auront assez d'affection ou de confiance dans leur cotitulaire pour lui consentir ainsi un abandon

définitif d'une partie importante de leur patrimoine, libéralité qui mettra obstacle pour l'avenir à une répartition de sa fortune dans le sens de ses nouvelles affections. On aime, en France, à se souvenir du vieux proverbe de Loysel (*Inst. cout.*, n° 668) :

Qui le sien donne avant mourir
Bientôt s'apprête à moult souffrir.

Comment, d'autre part, seront sauvegardés les droits des successibles non introduits dans le contrat ?

§ II. — MANDAT « POST MORTEM »

Le procédé de fraude connu sous le nom de mandat *post mortem*, est basé sur ce que l'article 1939 de notre Code civil, d'après lequel, en cas de mort du déposant, la remise de l'objet du dépôt ne peut être effectuée qu'entre les mains de ses ayants-droit, n'a pas été reproduit par toutes les législations étrangères. D'une manière générale, d'ailleurs, le mandat finit dans notre droit par la mort du mandant (art. 2003, C. c.). Or, dans beaucoup de nations, en Suisse notamment, il n'en est ainsi que si le contraire n'a pas été prévu et ne résulte pas de la nature même de l'affaire (art. 403 du Code fédéral des obligations). De même l'article 472 du Code civil allemand de 1900 déclare que le mandat ne finit pas, dans le doute, par la mort du mandant. Il n'existe, du reste, dans ces deux droits, aucune disposition analogue à celle de notre article 1939, qui interdirait aux dépositaires de se des-

saisir, à la mort du déposant, entre les mains de personnes quelconques autres que les héritiers. On en conclut que le mandataire aura toute facilité pour retirer le dépôt après le décès du déposant, et que l'application de la législation nouvelle deviendra ainsi impossible (WAHL. — *Journ. de dr. int. priv.*, 1905, p. 13). Nous ne partageons pas cet optimisme : s'il est généralement admis que, quand les parties ont une nationalité différente, on doit leur appliquer, pour régler leur convention, la loi du pays où cette dernière a été conclue, la *lex loci contractus*, il convient de remarquer que cette règle n'est pas absolue, et que le contrat, même valable selon la loi du pays qui a présidé à sa naissance, ne peut jamais être invoqué dans un pays où il compromettrait l'ordre public international. Le principe de l'autonomie de la volonté ne saurait faire brèche aux institutions et aux lois qui protègent dans un pays la société et les mœurs. (WEISS, t. IV, p. 357; DESPAGNET, 5^e éd., p. 582; AUBRY, *Journ. de dr. intern. priv.*, 1896, p. 470.) Or, la jurisprudence considère que les dispositions de l'article 1939 du Code civil sont d'ordre public en France. (Cass., 10 février 1879, D. P. 79. 1. 298. AUBRY et RAU, IV, § 416, note 13.) Par conséquent, le deuxième appelé pourra toujours actionner en restitution le prétendu mandataire devant les tribunaux français, et, dans la grande majorité des cas, il pourra obtenir satisfaction.

Combien trouvera-t-on, dans ces conditions, de personnes présentant les garanties de solvabilité et d'honorabilité désirables, pour consentir à jouer un rôle aussi dan-

gereux? Comment, d'autre part, quelles que soient ces garanties, un déposant pourra-t-il avoir une confiance assez absolue dans son mandataire pour lui confier, sans aucun contrôle possible, la propriété de son patrimoine et le sort de sa famille? Il devra, en outre, lui faire connaître de son vivant les dispositions de son testament, révélation bien dure pour un testateur français. Enfin, s'il est possible de concevoir l'utilisation du mandat *post mortem*, avec toutefois les plus expresses réserves, dans le cas où le mandataire choisi s'identifie avec le légataire universel unique du déposant, comment admettre l'adoption de ce procédé s'il y a lieu à l'institution de plusieurs légataires, ou si les successeurs *ab intestat* doivent intervenir concurremment avec les institués? En théorie comme en fait, il ne paraît donc pas que le procédé du mandat *post mortem* soit de nature à compromettre sérieusement le succès de la réforme.

§ III. — COFFRES-FORTS A L'ÉTRANGER

On recommande comme troisième moyen de se soustraire à la loi nouvelle la location d'un coffre-fort dans une banque de dépôt étrangère. Or, pour nous, cette hypothèse rentre nettement dans le domaine des dispositions projetées, au même titre qu'un dépôt ordinaire de valeurs mobilières, puisque nous avons admis, avec un parti dont l'opinion tend à s'accréditer de plus en plus, que ce contrat constitue une variété du dépôt, le dépôt fermé, selon l'expression du tribunal de Milan, et non une variété du

contrat de louage. Au surplus, l'expression éminemment compréhensive de l'article 29 du texte de la Chambre des députés englobe certainement les titres conservés dans une case de coffre-fort d'un établissement financier étranger, du moment où elle vise toutes les valeurs mobilières « de quelque nature que ce soit, déposées ou *existant* à l'étranger. »

Le deuxième appelé pourra donc agir par tous les moyens qui lui sont donnés au cas de dépôt ordinaire. Bien mieux, il puise, à notre avis, dans sa qualité d'héritier sous condition suspensive (ou résolutoire), la faculté de prendre comme créancier éventuel toutes les mesures conservatoires qui lui paraîtront utiles pour la sauvegarde de ses intérêts, et, notamment, de requérir l'apposition des scellés. L'enregistrement français lui-même pourra intervenir dans les mêmes conditions si on lui reconnaît la qualité d'héritier des droits de mutation par décès, et, même si on la lui refuse, comme créancier incontestable de ces droits, dès l'ouverture de la succession (DALLOZ Alph., V^e Enregistrement, n^{os} 4005 et s.; 4037). Cette déduction rigoureuse, mais logique a effrayé certains auteurs, qui en sont arrivés, pour lui échapper, à dénier au Trésor le caractère de créancier de l'impôt jusqu'au moment où l'acceptation de la succession par les bénéficiaires lui a donné des débiteurs et permis de liquider sa créance. (LESCŒUR. — *Les Coffres-Forts et le Fisc*, p. 203.) Mais cette opinion se heurte à un principe unanimement reconnu en doctrine et en jurisprudence. Dès l'ouver-

ture de la succession, l'État est incontestablement créancier des droits : le *quantum* de ces droits reste indéterminé ; mais la cause de la créance du Trésor est certaine. (WAHL. — *Droit fiscal*, t. I, n° 49.) De quoi d'ailleurs les ayants-droit au contenu du coffre pourraient-ils se plaindre, puisque l'impôt ne sera dû que si l'on découvre des valeurs successorales, et dans la proportion même de l'importance de ces valeurs ? Il est évident, du reste, que l'Administration n'userait que rarement de son droit, à raison des frais et des difficultés qui en résulteraient. Mais alors même que cette fantaisie ne lui prendrait que de temps en temps, l'exemplarité qui en serait la conséquence serait vraisemblablement efficace.

Enfin, il faut remarquer que le recours aux coffres-forts à l'étranger imposera au capitaliste français des voyages périodiques, dispendieux et fatigants. Il lui sera difficile, en cas de maladie par exemple, de donner à un ami la mission de le remplacer, sous peine de lui révéler entièrement le secret de ses affaires par le seul fait qu'il lui confiera la clef de son coffre-fort. D'autre part, le déposant se trouvera dans l'impossibilité de réaliser immédiatement ses titres, même si une circonstance impérieuse demande cette réalisation. Il peut ainsi éprouver de graves préjudices et de sérieux embarras. Il éprouvera facilement par ailleurs des retards dans la perception de ses revenus et des pertes d'intérêts, sans compter l'immobilisation de titres appelés à circuler, et, comme conséquence, une mauvaise administration de sa fortune.

Toutefois, on peut recommander l'usage du coffre-fort dans un cas particulier, et en vue de soustraire légitimement à l'impôt le reliquat disponible en numéraire d'un compte normal de dépôt de valeurs. Le capitaliste qui constaterait à l'actif de son compte d'arrérages une somme dépassant sensiblement ses besoins l'insérerait dans son coffre en vue d'éviter à ses héritiers le paiement des droits de mutation par décès. Les biens meubles ayant une assiette matérielle à l'étranger, y compris le numéraire, et dépendant d'une succession régie par la loi française échappent en effet à l'impôt de transmission par décès, alors qu'il en est différemment des sommes déposées dans une banque (surtout avec stipulation d'intérêt), et, par suite, de l'actif d'un compte courant d'arrérages. (Avranches, 29 mai 1902; *Rev. enreg.*, 3038; *Journ. enreg.*, 26477.)

Il ne paraît pas, au surplus, qu'il soit possible d'arriver à un résultat plus certain en adoptant le procédé des locations conjointes du même coffre à deux ou plusieurs personnes. Il est facile de trouver dans les circulaires mêmes que les établissements de crédit adressent pour recommander cette pratique l'indication des dangers qu'elle présente. On lit notamment dans le règlement d'une société belge de banque cité par M. LESCŒUR (*Les Coffres-Forts et le Fisc*, p. 392), la stipulation suivante, littéralement reproduite : « La Société accepte les locations au nom de deux ou trois personnes...; chacun des titulaires a le droit, à l'échéance du terme, de mettre fin au bail par la restitue-

tion de la clef. Cette clause cesse *nécessairement* de porter ses effets lorsque la Société a été avisée du décès de l'un de ses locataires. Les héritiers de celui-ci, *après justification de leur qualité*, doivent désormais intervenir en personne ou par fondé de pouvoir, chaque fois que le coffre doit être visité. » Qu'est-ce à dire, sinon que la loi nouvelle pourra être facilement appliquée : il suffira pour cela que le deuxième appelé se charge d'aviser la banque du décès de son auteur conditionnel, et se réserve ainsi la faculté d'intervenir. Notre Enregistrement le suppléera s'il est nécessaire.

§ IV. — RÉCÉPISSÉS A ORDRE

Aucun des trois procédés de fraude que nous venons de passer en revue n'apparaît donc comme infaillible. Nous ne parlerons que pour mémoire du quatrième, indiqué comme dernière ressource par M. LESCŒUR (*Les Coffres-Forts*, p. 321), et qui consisterait à demander la délivrance aux banques étrangères de récépissés de dépôt à ordre, aux lieu et place de récépissés nominatifs. L'établissement dépositaire s'engagerait à restituer les valeurs déposées à quiconque se présenterait porteur des récépissés dûment revêtus d'endossements à son nom. Le déposant ferait les endossements au profit de qui lui plairait, et pourrait même ainsi faire sans aucune difficulté un partage anticipé. Nous ne pensons pas que cette combinaison ait en vue l'exécution des lois françaises d'ordre public sur la réserve, les donations entre vifs, les dispositions

téamentaires, les secondes noces. Son auteur la trouve cependant insuffisante, et suggère, pour plus de facilités, de substituer des récépissés au porteur aux récépissés à ordre. Mais il avoue immédiatement (*op. cit.*, p. 322, n° 358), qu'il ignore si ces deux formes de récépissés de dépôt sont en usage dans les banques étrangères. L'inexistence de ce procédé de fraude nous dispensera de l'examiner : *prius est esse quam esse tale*. Disons toutefois qu'il présenterait des dangers de vol, de perte, de captation tels qu'il est douteux que les banques étrangères consentent jamais à l'accepter.

Enfin, nous ne reviendrons pas sur les inconvénients graves que chacun des quatre procédés envisagés offre au déposant français. Ce serait faire un nouvel exposé des dangers des dépôts français à l'étranger.

Nous ferons remarquer à nouveau cependant, que, dans de petits Etats comme la Suisse, les banques de dépôt sont trop peu importantes pour être très sûres. Pour payer aux déposants l'intérêt avantageux qu'ils promettent, ces établissements sont obligés de demander à des opérations aléatoires les intérêts dont ils ont besoin.

D'autre part, les lois applicables en pays étranger nous sont assez mal connues et leurs modifications nous échappent. Or, en Suisse notamment, le vote d'une simple assemblée cantonale peut détruire toutes nos prévisions.

En outre, les banques, spécialement les banques suisses, ont fréquemment opposé un refus de restitution des valeurs

déposées, pour peu qu'une difficulté ait été soulevée après le décès du déposant (*Revue économique*, 6 décembre 1903 ; *Journal de Clunet*, 1904, p. 114). Or, le Fisc français est informé dès que surgit une contestation. Même si le jugement est rendu entre parties à l'étranger, l'*exequatur* demandé en France en informera l'Administration.

Enfin, le danger des doubles impositions constitue un écueil sérieux dont il y a lieu de tenir compte. Très souvent, les valeurs déposées se trouveront ainsi frappées deux fois par des droits de mutation par décès qui pourront atteindre des proportions fantastiques. (V. l'article de M. LEHR sur les doubles impositions dans le *Journ. de dr. int. privé*, 1901, p. 722.)

Toutes ces considérations jointes à celles qui visent plus spécialement chacun des quatre procédés qui nous sont offerts comme moyens d'échapper aux dispositions nouvelles nous permettent de penser que de tels moyens ne seraient utilisés que dans des cas particulièrement rares, et qu'ainsi aucun obstacle insurmontable ne viendrait entraver le fonctionnement normal du système projeté.

CONCLUSION

De l'ensemble de notre étude, il ressort, nous semble-t-il, que si presque toutes les formes de l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès ont pu être saisies par les lois destinées à les prévenir, il reste encore un moyen pour les capitaux français d'échapper à l'impôt. Ce moyen, c'est l'exode au delà de la frontière ; c'est, le mot n'est pas trop solennel à notre époque, la désertion.

Cette désertion présente des dangers tels qu'il n'est pas téméraire de prétendre que nos ennemis actuels ont pu puiser, dans notre puissance financière même, des éléments de solidité pour leur propre richesse. Une haine aveugle contre le Fisc français auquel on avait une tendance fâcheuse à faire supporter tout le poids de fautes ou de circonstances dont il aurait été facile de se rendre compte qu'il ne pouvait en rien être la cause, a poussé les meilleurs esprits avant cette guerre, à poser comme principe que tout, même l'émigration des valeurs mobilières à l'étranger, même la désertion du capital de France, valait

mieux que l'assujettissement à d'iniques lois fiscales. Dans son ouvrage déjà cité sur les comptes-joints (p. 178), M. Depuichault indiquait complaisamment aux capitalistes français les avantages qu'ils trouveraient dans l'ouverture d'un compte géméné auprès d'une banque allemande, et la sécurité qui en résulterait pour eux.

On frémit en pensant que si ce conseil a été suivi, c'est peut-être notre argent qui a servi à aider l'exacte préparation des forces militaires de l'ennemi et qui, en lui permettant de s'assurer comme outillage de guerre une supériorité que nous n'avons même pu prévoir, a failli amener notre pays à la période la plus triste de son histoire, et entraîner sa chute et son démembrement.

Par tous les moyens possibles, il importe de ne pas retomber dans d'aussi dangereuses erreurs. Il est nécessaire qu'après la guerre, notre commerce, notre industrie, notre agriculture, notre marine marchande, nos colons, jouissent de toutes les disponibilités financières qui n'auront pas été absorbées par l'Etat ; il est indispensable par ailleurs que, pour faire face aux charges écrasantes qui l'attendent, le Trésor puisse compter sur toute la fortune française et ne donne pas au monde le spectacle lamentable d'un fermier cherchant à rattraper son cheptel en fuite. Il faut que quand la dernière bataille aura mis fin au drame le plus effrayant que les hommes aient connu, chaque citoyen ait un sens plus net de ses devoirs envers l'Etat, une idée plus précise des principes de solidarité sociale.

Il s'agira, en définitive, d'équilibrer un Budget deux ou trois fois plus lourd que celui que nous traînions déjà derrière nous avant la guerre comme un boulet de déficit. Dans ces conditions, au risque de renverser l'idole de la saisine, au risque de heurter certains principes de droit civil d'ailleurs susceptibles d'évolution comme tout ce qui est humain, et fallut-il, pour ne pas placer les biens étrangers sous un régime d'exception permettant de tirer argument devant les juridictions étrangères de la tare fiscale de la loi projetée, subordonner toutes les vocations héréditaires, même pour les biens français, à l'obtention d'un envoi en possession, à l'instar du régime anglais, nous pensons qu'un devoir urgent imposera une mise en application immédiate des propositions dont nous avons tenté l'examen.

Il est vraisemblable que la plupart des arguments qui, avant 1914, étaient invoqués contre ce projet, apparaîtront comme bien fragiles lorsque chacun aura compris ce que le Pays attend de lui, c'est-à-dire l'obligation, en tant que successible, de ne soustraire aucune partie de l'actif au prélèvement que le Trésor opère légitimement sur la fortune du défunt.

Il est à espérer que la nature de ce prélèvement se transformera aux yeux de la plupart des redevables. On le considérerait un peu comme une spoliation, une atteinte en tout cas au droit de propriété, le plus sacré des droits après la liberté humaine. On le regardera maintenant, au contraire, comme sacré lui aussi, puisqu'il sera l'un des

moyens les plus efficaces offerts à la Patrie pour panser ses blessures et celles de ses fils, pour réorganiser la vie économique, et pour organiser la victoire en vue d'une ère féconde de paix et de prospérité.

Vu :

Le Président,

ALBERT WAHL.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le vice-Recteur,

L'Inspecteur d'Académie,

ISTRIA.

BIBLIOGRAPHIE

Journal de droit international privé (CLUNET) (*passim*).

Revue de droit international privé (*passim*).

Revue de l'Enregistrement (*passim*).

Journal de l'Enregistrement (*passim*).

Répertoire périodique de l'Enregistrement (*passim*).

Economiste français (*passim*).

Revue Trimestrielle de Droit civil (*passim*).

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Des successions* (tome I).

WEISS. — *Traité théorique et pratique de droit international privé*,
tomes IV et V.

PLANIOL. — *Traité de droit civil*, 6^e éd.

WAHL. — *Traité de droit fiscal* (3 vol.).

BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Des obligations*, tome II.

BEUDANT. — *Cours de droit civil*. Des contrats et obligations,
1906.

Le livre du Centenaire du Code civil, 1904.

DALLOZ. — *Jurisprudence générale et périodique*.

SIREY *périodique*.

AMBROISE COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil
français*, 1916.

- DESPAGNET et DE BOECK. — *Cours de droit international privé. Dictionnaire des Rédacteurs (de l'Enregistrement).*
- MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des droits d'Enregistrement.*
- GARNIER. — *Répertoire général de l'Enregistrement.*
- NAQUET. — *Des droits d'Enregistrement.*
- Émile DUBLINEAU. — *Traité de l'Enregistrement*, Sirey, 1914.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — *L'art de placer et gérer sa fortune.* (Dela-grave, 1912).
- Georges VAN DEN BOSSCHE. — *L'impôt sur les successions en Angle-terre, en France et en Belgique.*
- Hippolyte BERTHEAU. — *Traité des déclarations de succession.* Extrait.
- Auguste SCHEYVEN. — *Traité des droits de succession* (divers pays; Pédone, 1912).
- STOURM. — *Le Budget* (7^e édition).
- STOURM. — *Les systèmes généraux d'impôt* (3^e éd.).
- Alfred SCHICKS. — *Dictionnaire des droits d'Enregistrement belges*, 1912.
- Petit Manuel des déclarations de succession*, Marchal et Billard, 1905.
- Rapport général de la Commission des finances du Sénat sur le budget de 1914.*
- René DEPUICHAULT. — *La fraude successorale par le procédé du compte joint.* Paris, 1911.
- Ch. LESCOEUR. — *Les Coffres-Forts et le Fisc.* Paris, 1911.
- Ch. LESCOEUR. — *Pourquoi et comment on fraude le Fisc.* Paris, 1909.
- Émile GUILMARD. — *L'évasion fiscale. Comptes de dépôt et comptes-joints.* Paris, 1907.

HENRY BOSVIEUX. — *Les mutations par décès dans le droit fiscal international*. Thèse, Paris, 1911.

HERVÉ. — *Les Successions en Droit international fiscal*. Thèse, Paris, 1907.

DELAUDE. — *La Fraude en matière d'enregistrement et de mutation par décès*. Thèse, Grenoble, 1912.

GARNIER. — *La Fraude fiscale en matière de successions*. Thèse, Paris, 1911.

ACCARIAS. — *Précis de droit romain* (4^e éd.).

GIRARD. — *Manuel de droit romain*.

VIOLLET. — *Histoire du droit civil français*.

Instructions générales de l'Enregistrement (passim).

Journal officiel. Documents parlementaires (passim).

Etc...

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1
L'accroissement des charges publiques.....	3
Comment y subvenir.....	4
En réprimant la fraude en matière de droits de mutation par décès.....	6
CHAPITRE I. — DES CAUSES ET DES FORMES DE LA FRAUDE DANS LES DÉCLARATIONS DE SUCCESSION.....	11
Causes	12
Formes	16
CHAPITRE II. — MOYENS DE DÉCOUVERTE DE LA FRAUDE ET SANC- TIONS DE SA RÉPRESSION.....	21
§ I. Utilisation des modes de preuve du droit commun...	22
§ II. Des moyens d'investigation spéciaux dont dispose l'Administration de l'Enregistrement.....	32
Loi de 1901 :	
1° Extension et transformation du droit de commu- nication.....	39
2° Restriction de la saisine.....	43
CHAPITRE III. — LACUNES DE LA LOI DE 1901 ET MESURES PRISES OU PROJETÉES DEPUIS CETTE DATE POUR EMPÊCHER D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE L'ÉVASION FISCALE.....	54

§ I. Mesures prises à l'égard de valeurs échues à des successibles domiciliés à l'étranger.....	58
§ II. Disposition relative aux comptes-joints.....	60
§ III. Aggravation des peines fiscales.....	63
§ IV. Projet de suppression des titres au porteur et dispositions législatives tendant à en réduire le nombre....	64
§ V. Projet de correctionnalisation des peines fiscales...	70
§ VI. Projet concernant les coffres-forts.....	72
§ VII. Mesures d'ordre international.....	76
A) Utilisation des archives consulaires.....	76
B) Accords internationaux :	
Traité franco-belge.....	79
Traité franco-anglais.....	82
 CHAPITRE IV. — PROPOSITIONS DE RESTRICTION DE LA SAISINE POUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN DÉPÔT À L'ÉTRANGER.....	 84
Justification du principe.....	87
§ I. Historique des projets.....	89
§ II. Appréciation des projets.....	104
Accord avec le droit romain.....	106
La question de la saisine.....	108
Conception de l'État héritier.....	113
Le précédent de l'article 1008 Code civil.....	119
Autres précédents du Code civil.....	122
Justification de la vacance prévue.....	125
Objection de fait : comment le deuxième appelé connaîtra-t-il son droit?.....	127
Objection de droit : indivisibilité de la succession...	132
 CHAPITRE V. — DU CONFLIT DES LOIS RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES PROPOSITIONS DE RESTRICTION DE LA SAISINE.....	 134
Il sera possible de faire reconnaître la loi nouvelle par les tribunaux étrangers.....	136

Etude des moyens proposés pour échapper aux nouvelles dispositions	152
§ I. Compte-joint à l'étranger	152
§ II. Mandat <i>post mortem</i>	155
§ III. Coffres-forts à l'étranger	157
§ IV. Récépissés à ordre ou au porteur	161
CONCLUSION	165
BIBLIOGRAPHIE	169
TABLE	173

